52E ANNÉE SEPTEMBRE 1945 N° 6

DAP
20
.R5
no. 6

REVUE DE PARIS

FRANCIS CARCO : Poètes en Prose

HAROLD NICOLSON : Les Élections générales en Grande-Bretagne

RENÉ LALOU : Paul Valéry

AUGUSTE DETŒUF : Le Problème du Travail français

JOSEPH PEYRÉ : Saint Tropez, martyr

LÉON-PAUL FARGUE : Souvenir de Saint-Exupéry

PIERRE DENOYER : Guerre dans le Pacifique

SOMERSET MAUGHAM : Vacances de Noël. — II

PIERRE FRÉDÉRIX : Le Communisme allemand

ED. GISCARD D'ESTAING : L'Impôt sur le Capital

E. MAGNE et P. AUDIAT : Les Livres d'Histoire

LA LIVRAISON : 40 FRS

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1945

		Pages
FRANCIS CARCO	Poètes en Prose	1
HAROLD NICOLSON	Les Élections générales en Grande-Bretagne	13
RENÉ LALOU	Paul Valéry	20
AUGUSTE DETŒUF	Le Problème du Travail français	25
JOSEPH PEYRÉ	Saint Tropez, martyr	39
LÉON-PAUL FARGUE	Souvenir de Saint-Exupéry	53
PIERRE DENOYER	Guerre dans le Pacifique	55
SOMERSET MAUGHAM	Vacances de Noël. — II	65
PIERRE FRÉDÉRIX	Le Communisme allemand	84
ED. GISCARD D'ESTAING	L'Impôt sur le Capital	90
E. MAGNE et P. AUDIAT	Les Livres d'Histoire	96

* *

DIRECTEUR : MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

publiera prochainement

NOUVELLES DE LA VIE DU PARADIS
par **GEORGES DUHAMEL**, de l'Académie Française

POÉSIE ET PROPHÉTIES DE WILLIAM BLAKE
par Daniel Rops

PERMANENCE DE LA PENSÉE FRANÇAISE
par Vercors

POUR RAMOS
par Jacques Perret

LA PÉNICILLINE
par Lucien de Gennes

La *REVUE DE PARIS* paraît le 1er de chaque mois. — Rédaction et administration : 114, avenue des Champs-Elysées, Paris (VIIIe), Balzac 02-88. — Prix du numéro : 40 francs. — Abonnement (6 mois) : 200 francs (France et colonies). — Compte chèques postaux 360-50 Paris.

POÈTES EN PROSE

C'EST en feuilletant pour la vingtième fois au moins le fameux *Gaspard de la Nuit,* écrit Baudelaire, que l'idée m'est venue de tenter quelque chose d'analogue et d'appliquer à la description de la vie moderne ou plutôt *d'une* vie moderne et plus abstraite, le procédé qu'Aloysius Bertrand avait appliqué à la vie ancienne, si étrangement pittoresque.

Aucune règle, cependant, aucune donnée précise ne régit ce mode nuancé d'expression où la prose se substitue au vers et, par de multiples correspondances, contribue, comme la musique, à traduire nos plus intimes, nos plus secrètes aspirations. « Mon cher ami, écrit encore Baudelaire à l'intention d'Arsène Houssaye, je vous envoie un petit ouvrage dont on ne pourrait pas dire sans injustice qu'il n'a ni queue ni tête puisque tout, au contraire, y est à la fois tête et queue, alternativement et réciproquement. Considérez, je vous prie, quelles admirables commodités cette combinaison nous offre à tous, à vous, à moi et au lecteur. Nous pouvons couper où nous voulons, moi ma rêverie, vous le manuscrit, le lecteur sa lecture... » On ignorait alors — outre ces « commodités » que le poète signale non sans une pointe d'humour — les ressources d'un tel « procédé ». Qu'est-ce qu'Arsène Houssaye, directeur de *la Presse,* aurait compris à ce « petit ouvrage » qui lui est d'ailleurs dédié, si l'auteur avait émis la prétention de tenir *le Spleen de Paris* pour autre chose qu'une fantaisie d'artiste ?

Le sous-titre de *Gaspard de la Nuit* ne se réclame pas d'une plus vaste ambition. Fantaisies, annonce-t-il, « à la manière (bien sûr) de Rembrandt et de Callot », mais... fantaisie, quand même, c'est-à-dire « caprice, goût bizarre » que ne dément nullement cette évocation savoureuse :

Les routiers étaient en marche, s'éloignant par troupes, l'haquebute sur l'épaule. Un archer se querellait à l'arrière-garde avec un Juif.
L'archer leva trois doigts.
Le Juif en leva deux.
L'archer lui cracha au visage.
Le Juif essuya sa barbe.
L'archer leva trois doigts.
Le Juif en leva deux.
L'archer lui détacha un soufflet.
Le Juif leva trois doigts.
— Deux carolus, ce pourpoint ? Larron, s'écria l'archer.
— Miséricorde. En voici trois, s'écria le Juif.

C'était un magnifique pourpoint de velours broché d'un cor de chasse d'argent sur les manches, il était troué et sanglant.

Il y a loin d'une pareille scène à la modulation feutrée, comme étouffée, du nostalgique *Frisson d'hiver :*

Viens, ferme ton vieil almanach allemand que tu lis avec attention, bien qu'il ait paru il y a plus de cent ans et que les rois qu'il annonce soient tous morts...

C'est pourtant à l'auteur de *Gaspard* qu'il sied de remonter pour découvrir par quels apports, par quels rapports et transpositions successives cette forme nouvelle s'est adaptée « aux mouvements lyriques de l'âme, aux ondulations de la rêverie ». *Gaspard* date de 1842 et *le Spleen* de 1869, mais Baudelaire, en dépit de sa dilection pour ce « mystérieux et brillant modèle », fait plus que de s'en inspirer. Il nomme, sans crainte d'un rapprochement si hardi à l'époque, *poèmes en prose,* ces compositions dont Aloysius Bertrand n'avait point soupçonné l'intérêt qu'elles susciteraient.

*
* *

Né à Cêva, dans le Piémont, où son père avait épousé une Italienne, le jeune Aloysius fit ses études au Collège Royal de Dijon puis alla se fixer à Paris pour y jouer sa chance et mourir de phtisie à l'hospice Necker. On le rencontrait parfois à l'Arsenal, dans les salons de Nodier qui, comme Victor Hugo, l'avait en sympathie.

Une sorte de malédiction à laquelle ni Baudelaire, ni Laforgue, ni Rimbaud, ni Lautréamont, ni Verlaine n'échappèrent, semblait peser sur lui. Les poètes sont une cible vivante et pantelante offerte à la vengeance des dieux, mais les *poètes en prose* doivent, peut-être, à leur double mission, d'expier plus cruellement que les autres l'audace d'écrire des vers qui n'en sont pas, dans une langue peu désignée pour l'usage qu'ils en font.

Si j'insiste sur le sort lamentable d'Aloysius Bertrand c'est moins pour déplorer qu'il s'éteignît à trente-quatre ans dans une salle d'hôpital que pour le situer à la place qu'il eût mérité d'avoir de son vivant. « Les jours se sont écoulés, constate-t-il amèrement, et mon jour n'est pas venu. » Un croquis, que David d'Angers prit à la morgue, nous montre le poète de profil, les yeux clos et la bouche ouverte, comme s'il s'en exhalait encore un dernier râle.

« C'était un pauvre diable, se dépeint-il lui-même sous les traits d'un sosie, dont l'extérieur n'annonçait que misères et souffrances. J'avais déjà remarqué dans les jardins de l'Arquebuse, où il se tenait immobile sur un banc, sa redingote râpée qui se boutonnait jusqu'au menton, son feutre déformé que jamais brosse n'avait brossé, ses cheveux longs comme un saule et peignés comme des broussailles, ses mains décharnées pareilles à des ossuaires, sa physionomie narquoise, chafouine et maladive qu'effilait une barbe nazaréenne, et mes conjectures l'avaient charitablement rangé parmi ces artistes au petit pied, joueurs de violon et peintres de portraits qu'une faim irrassasiable et une soif inextinguible condamnent à courir le monde sur la trace du Juif-Errant. »

Sainte-Beuve, par ailleurs, rapporte dans sa préface, qu'une « première fois, pris de la poitrine, il était entré à la Pitié dans les services de M. Serres » et qu'au cours des huit mois qu'il y demeura, il put voir fréquemment « M. David, le statuaire, qui allait visiter un jeune malade, M. David avait de bonne heure (dès 1828) conçu pour le talent de Bertrand la plus particulière estime » mais, par pudeur, le malheureux s'était chaque fois caché le visage sous son drap, de crainte d'être reconnu. « Après une espèce de fausse convalescence », poursuit le préfacier, il tomba de nouveau très bas et dut se faire hospitaliser à Necker « où il mourut dans l'un des premiers

jours de mai 1841 » sans avoir eu la suprême consolation de tenir entre ses mains ce livre où — comme il s'en ouvrait à David, dans une lettre du 18 septembre 1837 — il avait « essayé de créer un nouveau genre de prose ».

Gaspard parut un an après la mort de son auteur et il fallut attendre — pour en saisir l'originalité — que Baudelaire tentât, dans *le Spleen de Paris*, sinon de l'éclipser, du moins de le proposer en exemple.

« On aura remarqué, n'avait point omis de signaler Sainte-Beuve, la précision presque géométrique des termes et l'exquise curiosité pittoresque du vocabulaire. Tout cela est vu et saisi à la loupe. » Sans Baudelaire, je gagerais qu'Aloysius Bertrand n'aurait jamais conquis l'audience qu'il possède aujourd'hui. Loin de moi l'intention de la lui marchander, mais enfin lorsque l'on rapproche les « imagettes » de ce fameux *Gaspard*, des profondes harmonies que le poète des *Fleurs du mal* a orchestrées, entre autres, dans les *Bienfaits de la lune*, on ne peut s'empêcher d'admettre, une fois de plus, que « l'escholier, le maître enseigne » et que celui-ci manque, somme toute, d'envergure comparativement à celui-là.

« Tu aimeras ce que j'aime et ce qui m'aime : l'eau, les nuages, le silence et la nuit ; la mer immense et verte ; l'eau informe et multiforme ; le lieu où tu ne seras pas », scande en effet Baudelaire de sa voix prophétique tandis que, sous la plume de celui qu'il choisit pour modèle, il n'est surtout question, tant « aux halles de la place Champeaux », « qu'au gibet de la place Morimont », en la bonne ville des Ducs,

— *Gothique donjon*
Et flèche gothique, —

que de bourgeois, de nobles, de vilains, de soudrilles, de prêtres, de moines, de clercs, de marchands, de valets, de juifs, de lombards, de pèlerins, de ménestrels et d'officiers, qui des gabelles, qui de la gruerie, qui de la monnaie, qui de la Chambre des comptes, clamant, sifflant, chantant, geignant, priant ou maugréant « dans les basternes et les litières, à cheval, sur des mules ou sur la haquenée de saint François. »

*
* *

Nous devons tout à Baudelaire : « le premier, dit Laforgue, qui ne prit pas l'air inspiré ». Son influence, qui n'est pas près de s'éteindre, nous a permis d'aller plus loin dans la connaissance de nous-mêmes et des moyens qui nous sont nécessaires pour y parvenir sans tricher. Avant lui, nous n'avions que l'image ou l'idée, la « représentation » des êtres et des choses ; il nous a donné leur odeur, leur chaleur, leur densité, leur sexe, révélé leur « présence » et communiqué jusqu'à l'âme ce tressaillement ou plutôt ce « frisson nouveau », qu'en raison de son impuissance à l'éveiller chez ses admirateurs, Hugo généreusement lui avait octroyé. Rappelez-vous :

Enfin seul : on n'entend plus que le roulement de quelques fiacres attardés et éreintés. Pendant quelques heures, nous posséderons le silence, sinon le repos. Enfin la tyrannie de la face humaine a disparu et je ne souffrirai plus que par moi-même.

De pareils coups de sonde aident à se rendre compte de la transformation qui s'est opérée, avec Baudelaire, dans un domaine où ses prédécesseurs se contentaient des apparences et se gardaient de les interpréter autrement qu'on s'y était jusqu'alors employé. « Après Alfred de Vigny, chaste et fataliste, note encore Jules Laforgue, après Hugo apothéotique, bucolique et galantin, Gautier païen, Musset mondain et collégien déclamatoire, Balzac

inquisiteur mais... George Sand, Gavarni vignettiste, Lamartine raphaëlesque... il s'accuse, montre ses plaies » et s'étonne de bonne foi qu'à l'imitation de *Gaspard de la Nuit* il ait réalisé, dans *Spleen*, « autre chose (si cela peut s'appeler *autre chose*) de singulièrement différent ».

Ames de ceux que j'ai aimés, soupire-t-il, *âmes de ceux que j'ai chantés, fortifiez-moi, soutenez-moi, éloignez de moi le mensonge et les vapeurs corruptrices du monde. Et vous, Seigneur mon Dieu, accordez-moi la grâce de produire quelques beaux vers qui me prouvent à moi-même que je ne suis pas le dernier des hommes, que je ne suis pas inférieur à ceux que je méprise.*

Désormais la voie est ouverte et de descriptif ou de pittoresque qu'il était « comme le produit du daguérrotype », le poème en prose élargit, peu à peu, son champ d'expérience pour en venir à ces surimpressions d'images et de souvenirs, de sensations à l'état pur, « d'illuminations » ou de phosphorescences dont Rimbaud et Lautréamont ont mis en œuvre toutes les ressources.

De singulières ombres pendent aux vitres usées, devait suggérer Mallarmé, comme leit-motiv à son *Frisson d'hiver* et Verlaine, dans *Mémoires d'un veuf*, qui n'est pourtant pas un modèle du genre : « *A cette même table de café où nous avons causé si souvent face à face, après douze ans — et quelles années, — je viens m'asseoir...* » Je sais que Laforgue n'a pas plus que Pauvre Lélian composé de poèmes en prose. S'exprimant en vers libres, il n'éprouvait guère le besoin sans doute « de se tirer de ses rimes », mais certaines *évasions* « d'une intrigue superflue » ne sont point négligeables.

C'est Paris, Charenton compris. Maison fondée en... à louer. Médailles à toutes les expositions et des mentions. Bail immortel. Chantiers en gros et en détail de bonheurs sur mesure. Fournisseurs brevetés d'un tas de majestés. Maison recommandée. Prévient la chute des cheveux. En loterie. Envoie en province. Pas de morte-saison. Abonnements. Dépôt, sans garantie de l'humanité, des ennuis les plus comme il faut et d'occasion. Facilités de paiement, mais de l'argent. De l'argent, bonnes gens.

« Le petit Laforgue, disait Bourget qui lui avait prêté sa montre le jour du départ du poète pour l'Allemagne, où il passa cinq ans comme lecteur de l'impératrice Augusta, il était doué, quel dommage ! » Et quels dons !

Maison de blanc, pompes voluptiales ; maisons de deuil ; spleenuosités, rancœurs à la carte. Et les banlieues adoptives, humus teigneux, haridelles paissant, bris de vaisselle, tessons, semelles de profil sur l'horizon des remparts. Et la pluie...

Il avait trop souffert, hélas ! « à sa belle âme » et aussi « trop pleuré », comme dans le *Bateau ivre*, pour ne point conserver de toutes ses déceptions « ce rire de travers » que notre cher Derème s'appliquait à dissimuler. Cela ne l'empêche pas de posséder un sens critique très vif quand il dit de Rimbaud : « le genre somnambule : divagation d'un cœur magnétisé par la paresse, l'été, l'ennui, une digestion copieuse ».

Somnambule ? Forain — bien qu'il n'aimât point évoquer le temps de ses rapports avec Arthur — contait qu'il l'avait vu se promener certaines nuits sur les toits, puis regagner sa chambre sans cesser de dormir. On n'a pas fait assez état de ce somnambulisme chez Rimbaud. Lui-même a beau risquer parfois une allusion, c'est surtout au « voyant » qu'il s'efforça de devenir par « un long dérèglement de tous les sens » qu'on s'en tient, sous prétexte qu'il confère à l'homme une plus magique autorité. Et pourtant : « il veut vivre somnambule », dit de lui sa compagne d'*Une Saison en Enfer*. Nous sommes en plein délire : « Comme ça te paraîtra drôle quand je n'y serai plus », s'exclame-t-il sardoniquement « ce par quoi tu as passé, quand

tu n'auras plus mes bras sous ton cou ni mon cœur pour t'y reposer, ni cette bouche sur tes yeux. Parce qu'il faudra que je m'en aille très loin, un jour. Puis il faut que j'en aide d'autres : c'est mon devoir. Quoique ce ne soit guère ragoûtant... chère âme ! » Tout le poème est prodigieux. Il fut écrit dans la maison de la Roche, louée par la famille d'Arthur après le coup de revolver que celui-ci avait reçu de Verlaine, lors de leur rupture à Bruxelles. Isabelle, sa sœur, rapporte que la fin de la première journée « s'acheva pour lui dans la tristesse la plus morne et qu'il ne fallait pas songer à le consoler... »

Le lendemain, il s'enferme dans le grenier à grains où il avait, deux mois plus tôt, jeté sur le papier l'esquisse d'*Une Saison en Enfer* et « à travers le plancher on perçoit les sanglots qui réitèrent, convulsifs, coupés tour à tour de gémissements, de ricanements, de cris de colère, de malédictions ».

Conçoit-on la stupeur et la honte que la « Mère Rimb, ou la *Mother* » — comme il l'appelle — dut éprouver en présence de ce désespoir ? Arthur n'ignore pas qu'elle connaît la nature de ses relations avec Verlaine et qu'en femme inflexible elle le blâme, mais cela, vraisemblablement, ne fait que l'enfiévrer, l'exciter davantage dans la folie où il se trouve. Ce n'est pas lui, la « vierge folle », c'est l'autre. Par une transposition, en tous points admirable, il place cet aveu dans sa bouche : « Je suis veuve... j'étais veuve... mais oui, j'ai été bien sérieuse jadis », et pour définir le climat du *ménage :* « Les nuits, souvent, ivre, il se poste dans des rues ou dans des maisons, pour m'épouvanter mortellement. On me coupera vraiment le cou ; ce sera dégoûtant. Oh ! ces jours où il veut marcher avec l'air du crime. »

Tout Rimbaud ou plutôt tout ce qu'il nous a livré de lui, dans l'outrance même de son génie, rayonne d'*Une Saison en Enfer,* aussi bien, sinon plus que du *Bateau Ivre.* Il s'y montre tel qu'il est, sans souci d'étonner ou de scandaliser quiconque, mais d'aider à comprendre « pourquoi il voulait tant s'évader de la réalité ». Nous y avons gagné un des chefs-d'œuvre incontestable du « nouveau genre de prose » qu'Aloysius Bertrand ne fit uniquement qu'entrevoir dans sa forme.

« O mon Bien ! ô mon Beau ! Fanfare atroce », écrit Rimbaud au début du poème qui s'achève par ces mots : « Voici le temps des assassins ». Et, dans *Aube,* quand l'enfant roule par terre avec elle, dans le bois : « Au réveil, il était midi ». Quel réveil ? On a plus souvent l'impression qu'une espèce d'état second fut celui du poète non seulement d'*Une Saison en Enfer,* mais aussi des *Illuminations.* Que cet état ait été naturel, ou provoqué, ne change rien à rien. Il le laissait, comme il l'avoue, « au matin, le regard si perdu et la contenance si morte que ceux (qu'il a rencontrés) ne l'(ont) peut-être pas vu ». Savons-nous s'il n'est point nécessaire de rechercher dans le vin, l'alcool ou les stupéfiants ce qu'on nommait jadis l'inspiration et qui n'est plus, chez les modernes, qu'un besoin de s'y raccrocher ? « Il faut être toujours ivre », affirmait Baudelaire. Et il « tournait » cette strophe comme on roule une boulette à la pointe des aiguilles sur la petite flamme d'une lampe de fumerie :

L'opium agrandit ce qui n'a pas de bornes,
Allonge l'illimité,
Approfondit le temps, creuse la volupté
Et de plaisirs noirs et mornes,
Remplit l'âme au delà de ses capacités...

N'allez pas croire qu'il n'est pour moi de grands artistes qu'en raison des drogues ou des poisons qu'ils absorbent, mais ces poisons et ces drogues ont réellement permis à quelques-uns d'entre eux de se manifester. Verlaine

buvait et Rimbaud ne s'en privait guère. « C'est elle, la petite morte, derrière les rosiers — La jeune maman trépassée descend le perron — La calèche du cousin crie sur le sable.. », suggère-t-il, comme à travers des brumes qui se dissipent. Dans *Vagabonds*, où il évoque Verlaine que l'ivresse abrutissait, il poursuit après l'avoir traité de *pauvre frère :* « Et presque chaque nuit, aussitôt endormi, le pauvre frère se levait, la bouche pourrie, les yeux arrachés — tel qu'il se rêvait...et me tirait dans la salle en hurlant son songe de chagrin idiot ».

« Drôle de ménage », évidemment. Or, quelle qu'ait été l'origine des bagarres ou la cause des excès à quoi ils se livraient, l'ébranlement nerveux dont on se ressent par la suite, leur a, dans une certaine mesure, permis de parcourir ces « paradis de tristesse » qu'ils ont tous deux foulés. Verlaine en a tiré miraculeusement parti dans *Jadis et Naguère*, au souvenir de leur bohème de Londres, lorsqu'il murmure :

Ce sera comme quand on rêve et qu'on s'éveille,
Et que l'on se rendort et que l'on rêve encor
De la même féerie et du même décor...

Cependant, beaucoup plus poète en... vers (si j'ose dire) qu'en prose, nous n'avons pas à nous attarder sur son cas. Celui de Rimbaud, par contre, est loin d'avoir fini de nous émerveiller. *Le Cœur volé, Voyelles, Bateau Ivre,* ou *Paris se repeuple,* demeurent, avec les *Assis* et *les Chercheuses de Poux* des œuvres incomparables, mais c'est à mon avis *les Illuminations* et surtout *Une Saison en Enfer* qui atteignent les sommets. Elles possèdent un pouvoir si grand d'incantation, d'envoûtement, de résurrection, de « voyance », qu'elles passent tout ce qu'on a jusqu'ici écrit dans cet ordre. En même temps, grâce à je ne sais quelle prédisposition ou prédestination de Rimbaud pour cette forme poétique, dont il crée les lois à mesure qu'il les découvre, ces deux plaquettes constituent le modèle que Baudelaire eût certainement élu.

Qu'aurait-il pu chérir de plus radieux que cet *Antique,* dans sa ferveur originelle ?

Gracieux fils de Pan. Autour de ton front couronné de fleurettes et de baies, tes yeux, des boules précieuses, remuent. Tachées de lie brune, tes joues se creusent. Tes crocs luisent. Ta poitrine ressemble à une cithare, des tintements circulent dans tes bras blonds...

Tous les sens participent, en se superposant, à cet harmonieux et secret épanouissement du style et de l'image, de la présence et de son entité.

Ton cœur bat dans ce ventre où dort le double sexe. Promène-toi la nuit, en mouvant cette cuisse, cette seconde cuisse et cette jambe de gauche...

Ni le rythme, le « drapé » d'une strophe ni la rime « assassine », n'ajouteraient rien à cette pièce d'une si pure et si subtile persuasion. *L'Après-midi d'un Faune,* lui-même, malgré son prestigieux :

C'est à l'horizon pas remué d'une ride,
Le visible et serein souffle artificiel
De l'inspiration qui regagne le ciel...

ne saurait en être rapproché. Il s'agit ici d'autre chose, d'une pénétration que le vers, avec ses trouvailles, et les « déviations occasionnées précisément par ces trouvailles », n'est pas toujours capable de favoriser à ce point. Nous avons malheureusement pour la prose, un peu de ce dédain ou de cette méfiance que M. Jourdain lui témoignait. Il en résulte une manière de « refus » dont nous ne sommes pas dupes peut-être, mais dont nous ne pou-

vons tout à fait nous défendre, quand nous y perdrions la fleur la plus exquise qui nous soit proposée...

Aussitôt que l'idée du Déluge se fut rassise,
Un lièvre s'arrêta dans les sainfoins et les clochettes mouvantes, et dit sa prière à l'arc-en-ciel, à travers la toile de l'araignée.
Oh ! les pierres précieuses qui se cachaient.
Les fleurs qui regardaient déjà.

Les mots dont Rimbaud a usé contiennent un message qu'après nous d'autres hommes capteront pour découvrir un sens à leurs aspirations, à leur détresse ou à leur joie, leur étonnement de vivre, et ce message, grâce à la forme, à l'expression que le poète lui a données, conserve toute sa ferveur pour peu qu'on s'y laisse prendre ainsi que dans cette page :

Au bois, il y a un oiseau, son chant vous arrête et vous fait rougir.
Il y a une horloge qui ne sonne pas.
Il y a une fondrière avec un nid de têtes blanches.
Il y a une cathédrale qui descend et un lac qui monte.
Il y a une petite voiture abandonnée dans le taillis ou qui descend le sentier en courant, enrubannée.
Il y a une troupe de petits comédiens en costume, aperçus sur la route à travers la lisière du bois.
Il y a enfin, quand l'on a faim et soif, quelqu'un qui vous chasse.

Quant au poème célèbre : « J'ai de mes ancêtres gaulois l'œil bleu blanc, la cervelle étroite.. », il constitue un témoignage de la plus étonnante vigueur d'exaltation.

Les Gaulois étaient les écorcheurs de bêtes, les brûleurs d'herbes les plus ineptes à leur temps.
D'eux, j'ai : l'idolâtrie et l'amour du sacrilège, oh ! tous les vices, colère, luxure — magnifique, la luxure, — surtout mensonge et paresse.
J'ai horreur de tous les métiers. Maîtres et ouvriers, tous paysans, ignobles. La main à plume vaut la main à charrue. — Quel siècle à mains. Je n'aurai jamais ma main. Après, la domesticité mène trop loin. L'honnêteté de la mendicité me navre. Les criminels dégoûtent comme des châtrés ; moi, je suis intact et ça m'est égal.

*
* *

Isidore Ducasse, qui ne signa que tard Comte de Lautréamont, était venu au monde, le 4 avril 1846, à Montevideo, où son père exerçait les fonctions de chancelier délégué au Consulat de France. D'origine tarbaise, ce dernier avait épousé Célestine-Jacquette Davezac, et « dépensait, nous apprend Philippe Soupault dans la préface de l'édition du *Sans-Pareil*, beaucoup d'argent pour ses plaisirs et pour *épater* le bourgeois ». Chez les Rimbaud, le père n'a jamais eu de goût marqué pour la vie de famille. Officier de carrière, il lui préférait l'existence des villes de garnison qu'il mena tant en France que dans les Services indigènes d'Algérie. L'éducation d'Arthur fut donc confiée à Vitalie, sa mère, dont les principes rigides le dressèrent vite contre elle et le poussèrent à fuir, sans argent, sur les routes. Est-ce en raison de l'absence paternelle que Rimbaud rechercha d'abord la protection de son maître Izambard, au collège de Charleville, puis l'amitié de Verlaine qui devait finalement achever de le désorbiter ? C'est assez vraisemblable. D'autre part, Baudelaire, dont la mère s'était remariée, a souffert dans l'amour passionné qu'il éprouvait pour elle et qu'il lui a gardé jusqu'à la

fin de sa vie. Je ne prétends pas que cet amour soit la cause de son œuvre. Il contribue toutefois à l'explication de cette « délectation morose » qu'il n'est point parvenu à vaincre, même entre les bras de Jeanne la mulâtresse ou ceux des prostituées dont il notait soigneusement les noms et adresses sur les pages de ses carnets.

Si « le génie, comme il l'affirme, n'est que l'enfance nettement formulée », celle du poète des *Fleurs du Mal* tient, dans sa formation, un rôle de premier plan et nous comprenons mieux que Rimbaud, aussi bien qu'Isidore Ducasse, aient conservé l'empreinte dont elle les a marqués. La haine, par exemple, qu'inspirèrent de bonne heure au chantre de *Maldoror*, les « bizarreries » du chancelier, n'est nullement étrangère à l'attitude « farouche » que le jeune garçon s'entendit reprocher par les siens. Plus tard, elle l'a « fixé » dans l'expression même de son art et conduit aux outrances qui, sur un autre plan — toutes proportions gardées — correspondent à celles de l'auteur de ses jours.

Ce que nous savons de Ducasse ne permet pas, malheureusement, de nous engager plus avant. Sa vie comme sa mort demeurent pleines de mystère et Soupault qui n'a rien négligé pour en pénétrer le secret, écrit : « Il ne paraît pas téméraire de supposer qu'en 1869, Ducasse fréquentait les révolutionnaires et qu'en raison de ses menées politiques la police du Second Empire a sans doute été responsable de sa disparition. » Son acte de décès mentionne qu'il mourut, à l'âge de vingt-quatre ans, le « jeudi 24 novembre 1870, à 8 heures du matin, en son domicile. Sans autres renseignements. » « L'acte a été dressé en présence de M. Jules-François Dupuis, hôtelier, rue du Faubourg-Montmartre, n° 7, et Antoine Milleret, garçon d'hôtel, même maison, témoins qui ont signé avec nous, Louis-Gustave Nast, adjoint au maire, après lecture faite, le décès constaté selon la loi. » Et Soupault d'ajouter : « Ce qui pourrait encore renforcer cette supposition, ce n'est pas seulement la seule présence du directeur de l'hôtel au chevet de Ducasse, ce n'est pas seulement cet extraordinaire et sinistre *sans autres renseignements*, mais encore l'absence du dossier d'Isidore Ducasse, dossier qui a été *détruit*. »

Les divers domiciles élus par le poète vers la fin de sa vie, une première fois au 7, puis au 32, faubourg Montmartre, et au 15, rue Vivienne, laisseraient également entendre que, traqué sans arrêt, l'infortuné pensait brouiller les pistes en revenant se terrer au même hôtel qu'il avait habité huit ou dix mois plus tôt. « Il savait que la police, révèle-t-il dans *Maldoror*, le recherchait avec persévérance depuis nombre d'années, et qu'une véritable armée d'agents et d'espions était continuellement à ses trousses. » Le seul gîte de tout repos avait été celui de la rue Notre-Dame-des-Victoires, où il s'était inscrit lors de son arrivée à Paris ; il y composa, en effet, son poème à une allure « vertigineuse » qui « pourrait paraître inhumaine — affirme honnêtement Soupault — si les expériences du surréalisme ne donnaient la clef de cette vitesse d'écriture. »

Ducasse, qui avait publié son premier *Chant*, sans nom d'auteur, en août 1868, est, comme on le sait, l'instigateur du mouvement surréaliste, de même que l'a été Rimbaud de l'école symboliste. Ce qui les distingue l'un de l'autre consiste essentiellement dans cette « vitesse » record de rédaction qui permit au premier d'aller, une fois en transes, plus loin que le second, peut-être, dans l'exploration de son subconscient, de toucher aux fantômes et aux monstres et de les mêler, vifs ou morts, à la vie : « Espérant voir promptement, ne craint pas d'avouer Ducasse, la consécration de mes théories acceptée par telle ou telle forme littéraire, je crois avoir enfin

trouvé, après quelques tâtonnements, ma formule définitive. » Rimbaud possède une notion d'équilibre, d'ordonnance, un souci des valeurs, un sens inné des proportions qui le laissent lucide dans la « voyance » même des *Illuminations*. Il les conçoit d'après le raccourci d'une œuvre d'art, ses rapports, ses analogies, ses ressources, ses dissonances dont il détient le secret. Par contre, Lautréamont, ainsi qu'en fait foi une de ses épitaphes, se considère comme le « meilleur professeur d'hypnotisme ».

Jules Vallès, qui l'a rencontré au cours de réunions publiques, avec sa « tête de décapité parlant... et les trois poils safran de sa barbiche », dit de lui : « Un écarquillé. Il écarquille les yeux tout ronds, il écarquille ses coudes pointus, il écarquille ses jambes qui tricotent, il écarquille sa bouche coupée en fente de tirelire d'où s'échappe une voix pointue et enchifrenée dont le son ne vous égratigne pas seulement le tympan, mais la peau. »

Son œuvre était écrite, quand à Belleville et à Ménilmontant, « drôle à tuer dans son rôle de bouffon féroce », il prend part aux meetings qui préparent la Commune et se fait écouter religieusement des « durs-à-cuire », qui ont pour opinion *qu'il faut que ce soit comme en 93*. Une dizaine d'exemplaires des *Chants de Maldoror* lui avait été remise par l'éditeur Lacroix qui, se prétendant victime de persécutions policières, refusait de faire aux libraires le service du volume. Cette œuvre, que Ducasse n'avait composée que « la nuit, assis à son piano », reflète l'homme intensément. Elle en accentue la démesure, la violence, la nature vengeresse et, pour « drôle à tuer » qu'elle ait été aussi, le libère, nous libère, nous décape de tant de conventions, de truquages, de déjà vu, revu, d'absorbé jusqu'à la nausée qu'elle s'impose comme une torche brandie sur les décombres.

« *Vieil océan*, clame Lautréamont en plaquant, pour le désespoir de ses voisins de chambre, de lugubres accords sur son piano, *ta forme harmonieusement sphérique qui rejoint la face grave de la géométrie, ne me rappelle que trop les petits yeux de l'homme pareils à ceux du sanglier pour la petitesse, et à ceux des oiseaux de nuit pour la perception circulaire du contour. Cependant, l'homme s'est cru beau dans tous les siècles. Moi, je suppose que l'homme ne croit à sa beauté que par amour-propre, mais qu'il n'est pas beau réellement et qu'il s'en doute, car pourquoi regarde-t-il la figure de son semblable avec tant de mépris? Je te salue, vieil océan!* »

Le chancelier délégué du Consulat de France à Montevideo n'aurait sans doute pas dédaigné cette façon d'offenser le lecteur dans la bonne opinion qu'il a de sa personne, et il n'est point non plus interdit de penser que son fils, très probablement, savait qu'il avait de qui tenir pour consterner les gens. Son lyrisme toujours agressif, explosif, destructeur, mérite qu'on s'y arrête. S'il n'effare plus désormais que de timides esthètes, l'effet qu'il produisit sur ceux qui le découvrirent, vers la fin du siècle dernier, manqua, par ses « énormités », le but que l'éditeur se proposait d'atteindre. Les temps n'étaient pas venus. Ducasse a beau prétendre : « J'arrache le masque à la figure traîtresse et pleine de boue! » et « pour effrayer les hommes et mettre devant eux l'exemple de (sa) méchanceté », invectiver contre le Créateur qu'il traite d' « Horrible Eternel, à la figure de vipère », le vers de Baudelaire :

Saint Pierre a renié Jésus, il a bien fait...

semblait encore suffisamment blasphématoire pour qu'on s'émût le moins du monde aux fureurs de Lautréamont. Des sorties de ce genre : « Moi, être assez généreux pour aimer mes semblables! Non, non! » et « D'où peut me venir cette répugnance pour tout ce qui tient à l'homme? » ne portaient pas, ou,

qui plus est, portaient à faux. On leur préférait celles du *Spleen de Paris*, dont l'accent de détresse humaine rendait un autre son.

Pour baudelairien que soit, à sa manière, Lautréamont, il avait l'air « d'en remettre » sans que rien ne justifiât une pareille frénésie. Gardons-nous, néanmoins, de rester insensibles à l'enchantement de ses philtres : « Lorsqu'un jeune homme qui aspire à la gloire, dans un cinquième étage, penché sur sa table de travail, à l'heure silencieuse de minuit, perçoit un bruissement qu'il ne sait à quoi attribuer... tourne de tous côtés sa tête alourdie par la méditation... Il s'aperçoit enfin, poursuit l'hypnotiseur, que la fumée de sa bougie, prenant son essor vers le plafond, occasionne à travers l'air ambiant les vibrations presque imperceptibles d'une feuille accrochée à un clou fixé contre la muraille. Dans un cinquième étage. De même qu'un jeune homme qui aspire à la gloire entend un bruissement qu'il ne sait à quoi attribuer, ainsi j'entends une voix mélodieuse qui prononce à mon oreille : Maldoror ! » Cela tient presque de la sorcellerie. Maldoror ! « Et puis des sentiments », chuchote-t-il avant de suggérer : « Ce qui est somnambule, visqueux, équivoque, poitrinaire, spasmodique, aphrodisiaque, anémique, borgne, hermaphrodite, bâtard, albinos, pédéraste, phénomène d'aquarium et femme à barbe, les heures soûles du découragement taciturne, les fantaisies, les âcretés, les monstres... » Il dit ailleurs : « Moi, je fais reculer le sommeil et les cauchemars... », parle du « minotaure de ses instincts pervers », de la transgression, qui lui est familière, « des règles de la logique », puis, pour ne pas rester en si bon chemin, jure qu'il « n'aime pas les femmes » et qu'il a toujours éprouvé « un caprice infâme pour la pâle jeunesse des collèges et les enfants étiolés des manufactures ».

Dans de telles conditions, il n'était guère possible qu'affublé du baroque pseudonyme emprunté aux romans d'Eugène Süe, l'auteur des *Chants de Maldoror* pût être pris au sérieux. La façon dont nous récitions, aux Mardis de *Vers et Prose*, certaines de ses divagations, soulevait quelquefois un semblant d'enthousiasme, mais il ne durait que le temps qu'on accorde aux excentricités. Pourtant, par ce besoin, par cet amour du paradoxe qu'il entretenait chez ses disciples, Max Jacob prétendait que la lecture de *Fantomas* vous initie à celle de *Maldoror* ou la complète, on ne peut mieux. Jarry venait de mourir. Pierre Louys rapportant un propos de Verlaine sur le sonnet sacro-saint des *Voyelles*, se taillait un joli succès. « Que voulez-vous, lui avait dit Pauvre Lélian à l'hôpital, qu'Arthur se soit soucié que A fût noir plutôt que rouge ou vert ? Il s'en foutait éperdument. » Le cas du douanier Rousseau, patronné par Apollinaire et consacré par Picasso, lors du banquet de la place Ravignan, arrivait à son heure et bientôt, sans qu'on sût à quel tardif réveille-matin, celle de Lautréamont eut lieu, on l'entendit soudain déclencher la sonnerie. Place du Panthéon, l'*Hôtel des Grands Hommes*, témoin de la fin misérable de Mervyn, qui vint s'écraser sur le Dôme, assembla les dévôts de Ducasse. Ne croyez pas surtout qu'à l'instar des *Déliquescences*, les *Chants de Maldoror* durent leur vogue à quelque mystification. Nous fabriquons nos dieux nous-mêmes. Tout dépend du moment, de la nécessité. Après Rimbaud, qui avait déclaré : « L'amour est à réinventer », on réinventa donc Ducasse. L'édition de ses œuvres, établies par Blaise Cendrars à *la Sirène*, permit à une jeunesse bruyante de s'en intoxiquer. *Dada* parut et, par haine de l'esprit rapin de Montmartre et de celui des Montparnos, tint ses premières assises dans un passage des Boulevards, au « célèbre » café Certa, qu'Aragon et Breton venaient de découvrir.

*
* *

L'atmosphère de ce passage, entièrement détruit, depuis le prolongement du boulevard Haussmann jusqu'au carrefour Drouot, n'était rien moins que suggestive, avec ses boutiques équivoques et la lumière fanée qui tombait des vitrages. On la retrouve aujourd'hui chez des peintres dont les effets semblent moins concertés en vue d'un « savant désordre » que d'une incohérence voisine de l'obsession. Les thèmes de *Maldoror* s'y prêtent à miracle. Celui-ci, par exemple : « Deux piliers, qu'il n'était pas difficile et encore moins possible de prendre pour des baobabs, s'apercevaient dans la vallée, plus grands que deux épingles. En effet, c'étaient deux tours énormes. Et quoique deux baobabs, au premier coup d'œil, ne ressemblent pas à deux épingles, ni même à deux tours, cependant, en employant habilement les ficelles de la prudence... » Figures et personnages n'étaient pas non plus oubliés. Le crabe de la débauche, le poulpe de la faiblesse de caractère, le requin de l'abjection individuelle, le boa de la morale absente et le colimaçon monstrueux de l'idiotisme occupent leur place dans ces tableaux, qui passent en délire ce que le Goya des *Caprices* et Geronimius Bosch avaient imaginé.

On croit rêver. Et, réellement, on rêve en présence de cette faune grotesque et redoutable qui peuple les insomnies du sombre « écarquillé ». Une sorte d'effroi se mêle à votre angoisse. Puis lorsque, subitement, par un violent contraste, Lautréamont nous mène en pleine clarté, son pouvoir d'envoûtement ou de fascination devient tel que nous ne savons plus si ce rêve ne correspond pas à ses craintes d'être suivi par la police. N'est-ce point, en effet, au souvenir de son hôtel du 15, un soir de « filature », qu'il écrit :

Les magasins de la rue Vivienne étalent leurs richesses aux yeux émerveillés. Eclairés par de nombreux becs de gaz, les coffrets d'acajou et les montres en or répandent à travers les vitrines des gerbes de lumière éblouissante. Huit heures ont sonné à l'horloge de la Bourse. Ce n'est pas tard ! A peine le dernier coup de marteau s'est-il fait entendre que la rue dont le nom a été cité se met à trembler et secoue ses fondements, depuis la place Royale jusqu'au boulevard Montmartre. Les passants hâtent le pas...

Mais lui-même, où est-il ? Mystère. Seule « une chouette, volant dans une direction rectiligne et dont la patte est cassée, passe au-dessus de la Madeleine et prend son essor vers la barrière du Trône, en s'écriant : un malheur se prépare ! »

Le malheur, pour Lautréamont, car il lui dut d'être éclipsé durant près d'un demi-siècle, fut qu'au moment où il se produisit, un petit professeur d'anglais, dont on faisait des gorges-chaudes, publiait dans de petites feuilles telles que *le Journal des Baigneurs*, de Dieppe, ou *la Semaine de Cusset et de Vichy* « d'adorables » petites proses, d'un orient prestigieux. En composant ces rares chefs-d'œuvre, Stéphane Mallarmé avait pris modèle, comme Baudelaire, sur *Gaspard de la Nuit*. Ainsi s'achève la boucle qui, d'Aloysius Bertrand au poète d'*Hérodiade*, nous permet de lier d'un fil d'or la gerbe des diverses fleurs qu'ils ont acclimatées.

Evidemment « la forme du poème en prose, pour excellente qu'elle soit, constate M. G.-Jean Aubry, à propos de Mallarmé, demeure moins aisément dans la mémoire que celle du poème en vers. » Toutefois, qu'en sait-on ? Ces proses n'ayant jamais encore été présentées au lecteur, il suffirait peut-être qu'elles soient réunies dans une anthologie, pour qu'il en conserve le souvenir et n'en oublie ni le nombre ni l'accent. Le départ de *la Pipe* n'a

que faire du rythme et de la coupe d'une strophe, pour se loger dans notre esprit.

Mon tabac sentait une chambre sombre aux meubles de cuir saupoudrés par la poussière du charbon sur lesquels se roulait le maigre chat noir ; les grands feux ! et la bonne aux bras rouges versant les charbons, et le bruit de ces charbons tombant du seau de tôle dans la corbeille de fer, le matin, — alors que le facteur frappait le double coup solennel qui me faisait vivre ! J'ai revu par les fenêtres ces arbres malades du square désert — j'ai revu le large, si souvent traversé cet hiver-là, grelottant sur le pont du steamer...

Villiers de l'Isle-Adam, qui avait publié quelques-unes de ces proses dans *la Revue des Lettres et des Arts*, les appréciait au point de les lire en public, mais les jugeait cependant plus terribles que les vers pour les bourgeois. Paresse, routine, habitude de la rime ? Nous avons tous d'abord à compter avec elle. Il nous faut vaincre le parti-pris. Va pour *le Démon de l'analogie*, que Villiers étudia « profondément » avant d'en donner la primeur à son auditoire.. Mais ici, quelle poignante, déchirante nostalgie n'éprouve-t-on pas, directement, à cette évocation ?

Un ciel pâle, sur le monde qui finit de décrépitude, va peut-être partir avec les nuages ; les lambeaux de la pourpre usée des couchants déteignent dans une rivière dormant à l'horizon, submergé de rayons et d'eau. Les arbres s'ennuient, et sous leur feuillage blanchi (de la poussière du temps plutôt que de celle des chemins) monte la maison en toile du montreur de choses passées.

Le Phénomène futur est une pièce admirable ; il s'en dégage une atmosphère de dépaysement, d'amertume et de désespoir qui n'a besoin d'aucune « bizarrerie » des *Chants de Maldoror*, pour nous tenir sous le charme et nous en imprégner. *Pauvre enfant pâle*, dédié à Baudelaire. *Plainte d'automne, Frisson d'hiver*, possèdent également un si rare sortilège que nous ne saurions lui en préférer d'autre après l'avoir subi. C'est le grand art de Mallarmé que de tisser, avec les mots du vocabulaire le plus simple mais intentionnellement choyés et distribués, cette trame mouvante où l'arabesque de ses caprices et de ses songes apparaît pour se perdre et surgir à nouveau de la brume du souvenir. Le danger, qu'en raison de sa « prodigieuse » vitesse d'écriture et de ses innombrables et constantes hallucinations, Lautréamont nous avait fait courir, est enfin conjuré. Il ne s'agit plus cette fois du Fol, mais, comme l'a dit Jules Laforgue, du « Sage qui divague » et qui, sans jamais tenter d'imposer un caractère didactique à ses œuvres, les a pourtant ramenées à de justes proportions. L'exemple de Baudelaire y est certes pour beaucoup. Sans lui, nous nous serions perdus hors des limites d'un genre que sa nature rendait entre tous difficile ou sujet aux plus périlleuses, aux plus pernicieuses compromissions. Tout poème est en soi une cristallisation. Loin de lui nuire, son hermétisme lui permet au contraire de réagir contre une fâcheuse tendance qu'on a, trop souvent de nos jours, de le vulgariser. Il est donc bon de faire le point. Reconnaissons que, pour demeurer plus « aisément dans la mémoire », le rythme, la rime, voire l'assonance, constituent des moyens que la prose, même poétique, n'a pas, mais de quels grands secours ont-ils été aux versificateurs dont on nous rebat les oreilles quand Aloysius Bertrand, Baudelaire, Rimbaud, Ducasse et Mallarmé nous offrent tant de chefs-d'œuvre d'un art jusqu'alors inconnu ?

FRANCIS CARCO,
de l'Académie Goncourt.

LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES
EN GRANDE-BRETAGNE

Le nouveau Parlement britannique, élu le 26 juillet dernier, s'est réuni pour la première fois le 1er août au Palais de Westminster. Cette séance inaugurale a été consacrée à l'élection du Speaker ou Président ; tant que la nomination et l'installation du Président n'ont pas eu lieu, les règles constitutionnelles ne permettent pas à la Chambre des Communes de délibérer. Après quelques instants de détente, la cérémonie s'est déroulée suivant le rite traditionnel. La Commission royale, vêtue d'écarlate et d'hermine, s'est réunie dans la Chambre des Lords ; elle a dépêché son émissaire, le « Black Rod », pour inviter la Chambre des Communes à comparaître devant elle. Accompagné des huissiers du Palais, le « Black Rod » a enfilé les corridors qui conduisent à la Chambre des Communes ; à son approche, la porte de la Chambre basse s'est fermée bruyamment. Le « Black Rod » l'a heurtée trois fois de son sceptre. La porte s'est ouverte et il s'est avancé en saluant à trois reprises le siège vide du Président. Il a sommé « les fidèles Communes du Roi » de se rendre à la Chambre des Lords pour y entendre la lecture du message de la Commission royale. A la Chambre des Lords, les membres des Communes ont été informés du désir de Sa Majesté de les voir élire, séance tenante, un Président. Après leur retour à la Chambre des Communes, une curieuse cérémonie s'est tenue. Aux termes du règlement aucun député ne peut prendre la parole sans y avoir été invité par le Speaker. Mais, à l'ouverture d'un nouveau Parlement et avant l'élection du Président, la coutume autorise le membre le plus âgé de la Chambre à désigner du doigt celui de ses collègues qui sera chargé de proposer un candidat à cette fonction. Le député ainsi désigné se lève et propose que telle personne soit choisie comme Président. Un autre député appuie cette proposition que la Chambre ratifie par acclamation. Le doyen et le député « électeur » s'avancent vers la personne désignée et la prennent par le bras. La tradition exige que l'élu affecte de se dérober à sa nouvelle fonction et simule un geste de refus tandis que ses deux « supporters » s'emparent de sa personne. Ils le conduisent jusqu'au siège présidentiel et l'y installent de force. C'est Mr Clifton Brown, Président de la dernière Chambre des Communes et qui, quoique conservateur, jouit du respect et de la sympathie unanimes de la Chambre, qui a été élu. Le rite traditionnel s'est accompli dans ses moindres détails. Le peuple anglais est profondément conservateur.

Cependant cette Chambre, si respectueuse d'un cérémonial que se transmettent depuis des siècles les générations successives, n'est à aucun degré une Assemblée conservatrice. Les récentes élections générales ont envoyé

à Westminster quelque 400 députés socialistes contre 200 conservateurs. Je saisis cette occasion d'expliquer à mes amis français le véritable caractère de ces élections. Quelles ont été les causes de cette défaite soudaine des partis conservateurs et libéraux ? Que signifie ce vote presque révolutionnaire du corps électoral ? Quelle influence peut-il exercer sur la politique extérieure et intérieure de la Grande-Bretagne ? N'appartenant à aucun parti je crois pouvoir exprimer un avis objectif.

Nous avons conscience, à Londres, que ce vote inattendu contre le parti dirigé par M. Churchill a dû être accueilli avec surprise par l'opinion des pays étrangers. Il n'a pas moins surpris l'opinion anglaise. Jusqu'au jour même de l'élection, les leaders travaillistes étaient convaincus que le parti de M. Churchill obtiendrait une majorité de 30 à 60 sièges. Personne ne prévoyait que les travaillistes obtiendraient une majorité écrasante. On peut affirmer sans exagération que les leaders travaillistes ont eux-mêmes été étonnés et peut-être même inquiets d'un pareil résultat.

Il est naturel que l'opinion étrangère voie dans la décision des électeurs britanniques un des exemples les plus frappants de l'ingratitude démocratique. Il leur semblera surprenant qu'un pays, qui a tant souffert et qui durant cinq années terribles a été dirigé et animé par Winston Churchill, ait saisi la première occasion pour l'éliminer du Gouvernement, lui et ses partisans. Il serait, à mon avis, injuste à l'égard du peuple de Grande-Bretagne, d'affirmer qu'il a oublié ce qu'il doit à M. Churchill ; qu'il n'a pas conscience de la place éminente que l'ancien premier ministre a conquise dans l'Histoire et dans l'estime du monde entier, ou qu'il soit mû à l'égard de M. Churchill par d'autres sentiments qu'une profonde affection et une vive gratitude. Les compagnons de M. Churchill pendant sa tournée dans le centre et le nord de l'Angleterre m'ont décrit les extraordinaires explosions d'enthousiasme qui l'accueillirent. A son arrivée dans chaque ville, des milliers d'habitants l'attendaient et il fut partout reçu par des applaudissements et des acclamations générales. Cependant, les hommes et les femmes qui l'ont attendu pendant des heures, sous la pluie, pour le remercier de les avoir sauvés et l'Europe avec eux sont les mêmes qui, quelques jours plus tard, allèrent aux urnes et votèrent contre son gouvernement.

Cet apparent paradoxe peut s'expliquer de deux façons. En premier lieu les électeurs britanniques, qui sont doués d'un sens politique très avisé, ont établi une distinction entre Churchill leader national et Churchill chef du parti conservateur. Il ne fait aucun doute que le parti conservateur est actuellement impopulaire dans le pays. On constate qu'il a été au pouvoir pendant le dernier quart de siècle et que, durant ces vingt-cinq ans, la Grande-Bretagne a fait deux guerres et qu'elle a connu un grave crise tant économique que sociale. Le règlement des problèmes espagnol, abyssin et tchèque a été jugé désastreux.

Si M. Churchill, dont l'indépendance de caractère est bien connue, s'était, dès le début de sa campagne, posé en leader national plutôt qu'en chef de parti, s'il avait fait appel aux sentiments les plus nobles des électeurs en évitant d'attaquer ses adversaires politiques, le sentiment de gratitude que lui voue le peuple anglais eût peut-être trouvé son expression naturelle dans le résultat du scrutin. Mais telle n'a pas été l'attitude de M. Churchill. Après la dissolution de l'union nationale il s'est présenté comme le champion des principes conservateurs. A la radio, il n'a pas caché son amertume envers les anciens ministres travaillistes et il a donné l'impression à des millions d'électeurs qu'il avait cessé d'être le leader national pour redevenir le porte-parole et l'animateur d'un groupe politique et social déterminé. On assure qu'en adoptant cette attitude, contraire à ses tendances personnelles, il a cédé à la pression de lord Beaverbrook et de Mr Brendan Bracken,

ses conseillers intimes. Cette version ne me semble pas plausible. Je suis cependant porté à croire que ses conseillers l'engagèrent à mettre son nom et son prestige au service du parti conservateur. En cédant à de tels conseils il a, selon moi, commis une erreur politique et psychologique. Ne l'eût-il pas commise, le résultat final eût d'ailleurs été sensiblement le même. Une autre raison a détourné le peuple anglais d'exprimer par un vote politique la gratitude qu'il éprouve à l'égard de M. Churchill : c'est sa conviction que la capitulation de l'Allemagne marquait la fin de la guerre. Les graves problèmes d'Extrême-Orient, l'extrême complication de la situation internationale n'entraient pas dans ses préoccupations immédiates et lui paraissaient sans influence directe sur son destin.

Le peuple anglais a constaté que la deuxième guerre contre l'Allemagne se terminait victorieusement et qu'une autre victoire allait être prochainement acquise sur le Japon ; il a estimé que les problèmes de politique internationale qui viendraient à se poser ne seraient pas résolus différemment par un gouvernement travailliste ou par un gouvernement conservateur. Le fait même que Churchill ait été pendant de longues années le leader indiscuté du pays en guerre explique en partie le revirement de l'opinion. La guerre est terminée, la victoire acquise ; les yeux se détournent d'un passé plein de gloire mais aussi de dangers pour regarder l'avenir avec espoir. Aveuglément sans doute, mais avec passion, les Anglais ont voulu une Angleterre nouvelle ; ils ont eu le sentiment que Churchill n'avait plus la force ni la jeunesse nécessaires pour rester égal à lui-même dans la paix comme dans la guerre. Ils ont voulu — comme ils l'ont dit — « donner leur chance aux travaillistes ». Les élections sont rarement le fruit de la gratitude — sentiment qu'inspire le passé — ; elles sont le fruit de l'espoir, sentiment qu'inspire l'avenir. C'est parce qu'ils avaient oublié le passé, même le plus proche, et qu'ils regardaient vers l'avenir que les électeurs de Grande-Bretagne ont voté comme ils l'ont fait.

Considéré sous cet angle l'événement est moins déconcertant qu'il ne paraît à première vue. D'autres raisons, sans doute moins déterminantes, ont influé sur le résultat final. Pour la première fois, la radio a joué pendant la campagne électorale un rôle considérable. Or, M. Churchill, bien que magnifique orateur, n'est pas au micro en possession de tous ses moyens. Il n'a aucun goût pour la radio et il lui arrive, en l'écoutant, d'émettre des grognements irrités. Il ne peut approcher sans lassitude ou sans colère du micro qui le prive du stimulant d'un auditoire vivant. Or, cet instrument enregistrant fidèlement les plus subtiles inflexions de la voix, le déplaisir de l'orateur est révélé à des millions d'auditeurs. Même à l'époque où ses messages pouvaient exalter l'opinion, M. Churchill n'est jamais parvenu devant le microphone à l'éclatante maîtrise qu'il manifeste à la Chambre des Communes. Lorsqu'il s'est résolu à faire usage de la radio, pour sa propagande électorale et, quittant les hauteurs où il dominait, à descendre dans l'arène, le résultat a été désastreux. D'après certains observateurs, ses cinq messages radiodiffusés lui ont coûté plus d'un million de voix. Ses adversaires ont témoigné de plus de prudence. Leurs discours ont été non seulement adroits mais empreints de réserve et de modération. Il n'y a guère de doute que le comportement maladroit de M. Churchill à la radio, et l'adresse qu'y montrèrent au contraire ses adversaires, n'aient joué un rôle important dans le résultat.

L'attitude de l'armée, qui a voté par correspondance, a largement contribué à la défaite des conservateurs. On admet que les militaires des forces terrestres, navales et aériennes ont voté pour les travaillistes dans la proportion de 60 à 90 p. 100 et qu'ils ne furent pas sans influencer le vote de leurs

familles. Les soldats souffraient depuis des années de leur vie pénible et dangereuse, comme de l'éloignement de leur foyer. Ils attendaient anxieusement d'être démobilisés et de reprendre leurs occupations habituelles. On ne pouvait certes, sans excès d'optimisme, compter sur la gratitude d'hommes voués depuis tant d'années à de si rudes efforts et il est sans doute naturel qu'ils aient englobé dans le même ressentiment les épreuves qu'ils ont traversées, les officiers qui les ont commandés, les classes aisées du pays, le parti conservateur et M. Churchill lui-même. Ils n'éprouvaient contre sa personne aucune animosité. Bien au contraire, lors de chacune de ses visites aux armées, M. Churchill a été accueilli par de cordiales acclamations. Mais les soldats sentaient que leur part dans le succès final n'était pas moins grande que celle de leur chef. Ils doutaient aussi qu'à l'avenir Churchill fût apte à édifier une nouvelle Angleterre. Leur dette de reconnaissance était payée le jour de la victoire ; la fin de la guerre donnait plus de poids à leurs soucis d'avenir. Il n'est donc pas surprenant que les militaires et leurs familles aient contribué à porter au pouvoir un nouveau gouvernement.

Le nombre des jeunes gens appelés à voter pour la première fois est une autre raison du succès travailliste. Il est normal que les jeunes gens portent plutôt leurs regards vers l'avenir que vers le passé. On pouvait s'attendre qu'ils se détournassent de chefs politiques chevronnés, confortablement installés à Westminster tandis qu'ils servaient dans l'armée. Ils ne pouvaient pas ne pas sentir qu'un nouveau monde allait surgir des ruines de l'ancien et ils souhaitaient qu'il fût bâti, non par ceux qui avaient mené l'ancien à la ruine, mais par des hommes nouveaux qui leur semblaient particulièrement désireux de réaliser à tout le moins la justice et la sécurité sociales. La jeunesse préfère toujours le changement au respect de la tradition. Personne ne doutait que les électeurs de moins de trente ans ne votassent à gauche.

Enfin la propagande du parti travailliste a été au cours des dernières années habilement dirigée contre l'ordre établi. Les sentiments de confiance, voire d'admiration, traditionnellement éprouvés par la classe ouvrière à l'égard de l'aristocratie n'étaient pas complètement éteints au début de la guerre. Ils subsistent encore aujourd'hui. L'Anglais moyen continue à penser que les services rendus dans les hautes fonctions de l'Etat par les classes dirigeantes leur donnent droit au respect. L'expression « gentleman » conserve un sens et évoque encore une certaine qualité d'homme probe et désintéressé.

Les travaillistes se sont efforcés de ruiner cette opinion. Tandis que, respectueux de la trêve des partis imposée par la guerre, les conservateurs se sont interdit tout effort de propagande, la propagande travailliste s'est attachée à discréditer les classes dirigeantes. Israël Gollancz, éditeur avisé, a publié plusieurs livres et pamphlets où les conservateurs sont représentés comme dépourvus d'intelligence et d'idéalisme, peu soucieux de la vérité, éloignés des pensées altruistes. L'effet de cette propagande a été, sans nul doute, considérable. C'est que, si la propagande permet rarement d'instruire les masses et de capter leur confiance, elle excelle à créer la suspicion, et il n'est pas difficile en temps de guerre de discréditer dans l'esprit des masses l'autorité établie. Ainsi le parti conservateur, considéré jusqu'à une époque récente comme un rouage normal de l'État, faisait désormais figure d'ennemi de la nation.

Répondant aux préventions de leurs lecteurs, certains journaux disposant d'un vaste public, notamment le *Daily Mirror* et le *Sunday Dispatch*, ont répandu l'idée que les difficultés et les privations causées par la guerre étaient imputables aux « Pouvoirs publics » avec qui s'identifiaient, d'après eux, les classes dirigeantes et le parti conservateur. A l'inverse, les journaux

de droite, même à grand tirage comme le *Daily Express* et le *News of the World*, ont répugné à rejeter sur les travaillistes la responsabilité du mécontentement latent qui régnait dans le pays.

Il est plus facile de ruiner la confiance que de la maintenir. Aussi l'action de la presse travailliste a-t-elle été plus efficace que celle de la presse conservatrice. Certes, rien n'a été plus admirable que la résignation patriotique avec laquelle le peuple anglais a supporté pendant quatre longues années les privations et les horreurs de la guerre. Son endurance a été au-dessus de tout éloge. Mais il n'en demeure pas moins qu'il a souffert pendant cinq ans et qu'il ne pouvait manquer d'être peu à peu gagné par un sourd mécontentement. Si même certains journaux n'avaient pas exploité ce mécontentement en l'imputant à l'action des Pouvoirs publics, il était inévitable qu'un gouvernement au pouvoir depuis le début de la guerre et responsable des mesures de restriction encourût l'hostilité silencieuse d'un grand nombre de citoyens. Il n'est pas moins naturel que ce gouvernement, pourtant issu de l'union des partis, ait été considéré comme essentiellement conservateur et que nombre de mesures impopulaires — bien que dues à l'initiative de ministres travaillistes — aient été elles-mêmes considérées comme adoptées contre leur gré.

Ainsi, tandis que les membres travaillistes du Gouvernement se voyaient associés aux succès intérieurs et extérieurs, les erreurs et les mesures impopulaires ont été mises au seul compte des conservateurs. Tel a été le climat des élections. Les programmes des divers partis n'étaient pas sensiblement différents. Les travaillistes ont été prudents dans leurs déclarations officielles et leurs principaux leaders se gardèrent de promesses inconsidérées. Mais leurs candidats se montrèrent moins réservés et dans nombre de cas ne craignirent pas de faire ces promesses dont s'abstenaient les dirigeants du parti.

Les candidats du parti conservateur ont été plus réservés ou plus scrupuleux. Ils ont souligné principalement les graves difficultés politiques ou économiques du proche avenir en s'abstenant d'annoncer le retour rapide de la prospérité générale. On a eu ainsi l'impression que les travaillistes avaient un programme et que les conservateurs n'en avaient pas. Lorsque les élus travaillistes se feront une idée exacte de l'importance de certains problèmes tels que celui du logement, ils seront sans doute un peu gênés par les engagements irréfléchis qu'ils ont contractés au moment des élections.

Cependant, quelles que soient les raisons du mouvement vers la gauche, rien n'en justifie l'ampleur. Les divisions créées dans certaines circonscriptions, fiefs traditionnels du parti conservateur, par des candidats du parti libéral ne suffisent pas à l'expliquer. Si dans 46 circonscriptions il est, en effet, possible de soutenir que les conservateurs ont perdu leurs sièges par la faute des candidats libéraux, les travaillistes en ont eux-mêmes perdu 44 pour la même raison. On doit donc conclure qu'en juillet 1945 la majorité du corps électoral anglais s'est délibérément prononcée en faveur du parti travailliste.

Ceux qui le regrettent (ce n'est pas mon cas) peuvent se consoler en constatant que cette révolution sociale s'est accomplie sans violence et sans laisser de rancœur. Ils constateront également que le peuple anglais a manifesté son sens politique en éliminant presque complètement les représentants des partis secondaires.

L'expérience enseigne, en effet, que le système des deux grands partis est celui qui permet chez nous le meilleur fonctionnement du régime parlementaire en assurant la stabilité gouvernementale et en garantissant les droits d'une opposition prête à tout moment à assumer les responsabilités du pouvoir. Le résultat des élections a ramené à 12 le nombre des représentants du parti libéral et pratiquement fait disparaître les autres partis secondaires. Ce résultat est en soi heureux. Ceux qui seraient enclins à penser que

la Grande-Bretagne est soudainement devenue communiste n'ont en réalité pas de raisons de s'inquiéter. Avec notre système de scrutin, la répartition des sièges ne fournit pas nécessairement une indication exacte sur l'état de l'opinion. En fait les travaillistes qui disposent de 400 sièges, ont obtenu 14 997 529 voix et les conservateurs et libéraux (211 sièges), ont groupé 9 955 803 voix. C'est en fonction de cette proportion que le résultat des élections doit être interprété. Sans doute les travaillistes disposent aux Communes d'une majorité absolue qui leur permet de faire voter les mesures les plus hardies. Mais la disproportion entre le nombre des sièges qu'ils ont obtenus et celui des suffrages exprimés en leur faveur est de nature à les éloigner des mesures extrêmes. En réalité, ils ont réussi à gagner les voix de la masse des indécis, c'est-à-dire essentiellement de la petite bourgeoisie. Ils ne peuvent douter cependant que le petit bourgeois ne s'inquiète facilement et que, s'ils veulent conserver ses suffrages, ils ne doivent se garder de lui causer d'excessives alarmes.

Que penser de l'avenir ?

On ne s'attend pas que le régime travailliste puisse, pendant la durée de la nouvelle législature, réaliser tout son programme de réformes sociales. Des problèmes tels que ceux du logement, de la démobilisation, du relèvement de notre commerce extérieur, pour ne rien dire des problèmes financiers qui se posent avec acuité, seront pendant longtemps au premier plan des préoccupations gouvernementales. Le grand projet d'assurances sociales dit « plan Beveridge » devra lui-même faire l'objet d'une loi qui exigera des débats prolongés. Les travaillistes se sont d'ores et déjà engagés à nationaliser les mines et ils s'efforceront sans doute de nationaliser aussi la Banque d'Angleterre, l'électricité et peut-être les chemins de fer. On ne pense pas communément que cet accroissement des monopoles d'État soit de nature à entraîner une révolution profonde des conditions de notre vie économique. L'inquiétude tient bien plus aux tendances profondes dont s'inspirent de semblables mesures qu'à leurs effets immédiats. Les pessimistes se déclarent convaincus que la nationalisation des houillères vaudra au Gouvernement ou à l'État la même impopularité et les mêmes pertes qu'ont autrefois subies les entreprises privées. Ils prévoient que si cette nouvelle expérience entraîne une diminution de la production du charbon ou de sérieux déficits financiers, le Gouvernement sera conduit, pour justifier sa politique, à étendre les mesures de nationalisation à d'autres entreprises privées. D'après eux, il ne sera pas possible de maintenir longtemps un régime hybride, mi-socialiste, mi-capitaliste, et le Gouvernement se trouvera peu à peu contraint, s'il veut éviter la faillite, d'accroître sa mainmise sur les entreprises privées. Ils redoutent même que, pour réaliser ces desseins spoliateurs, les Pouvoirs publics ne doivent recourir à la pratique des décrets-lois et que les droits du Parlement, peut-être même la liberté de la presse, n'en souffrent tôt ou tard. En définitive, ils estiment que l'institution d'un système totalitaire est l'aboutissement logique de mesures de socialisation.

A l'opposé, il faut bien reconnaître que les chefs du Gouvernement travailliste et leurs conseillers ne sont ni des ignorants, ni des aventuriers. Ils aperçoivent, aussi bien que n'importe quel conservateur, les dangers de l'inflation et la nécessité de développer nos exportations ; ils ne redoutent pas moins que lui de sérieux accidents dans le fonctionnement de la machine économique. Le danger réside plutôt, à mon avis, dans une scission possible du parti travailliste en deux groupes : d'une part, les travaillistes désireux de prendre en considération les aspirations de la petite bourgeoisie et de conserver la confiance du mouvement trade-unioniste ; d'autre part, ceux qui entendent s'appuyer sur les masses ouvrières et réclament à grands cris des mesures révolutionnaires. Il n'est donc pas exclu que, dans quelques

années, le parti travailliste ne se trouve effectivement coupé en deux à la suite d'un conflit qui opposerait les représentants de la tendance modérée, comme Attlee, Bevin et Morrison, et les extrémistes enrôlés sous le drapeau d'Emmanuel Shinwell et Aneurin Bevan. Ce conflit, s'il se produit, ne sera pas profitable au pays.

Rien ne permet non plus de penser que le nouveau Gouvernement compromette, par des mesures révolutionnaires, ses rapports avec les membres du Commonwealth britannique et de l'Empire. Nos relations avec les dominions ont été définies une fois pour toutes par le statut de Westminster. La politique à l'égard des Indes l'a été elle-même dans de nombreuses déclarations officielles et il n'est pas souhaitable qu'un changement quelconque y soit apporté. Les Indes, dès qu'elles auront pu résoudre leurs difficultés intérieures, disposeront d'un gouvernement autonome et sur ce point capital tout le monde est d'accord. Il n'est pas désirable enfin que le nouveau Gouvernement modifie le régime administratif actuellement en vigueur dans nos colonies, mais il pourra sans doute s'attacher plus que le précédent à développer l'instruction des indigènes et à accélérer l'évolution au terme de laquelle les colonies seront en mesure de se gouverner elles-mêmes. Les modifications probables revêtiront sans doute la forme d'une accentuation de la politique actuelle plutôt que d'un changement caractérisé de l'orientation de cette politique.

En ce qui concerne nos rapports avec les autres pays, on peut également envisager bien plus un changement de climat psychologique qu'une modification de notre ligne politique elle-même. La politique extérieure de l'Angleterre est commandée par l'éternel souci de sa défense et de sa sécurité, problème dont la nature est beaucoup plus d'ordre géographique et physique que politique. En particulier, nous nous trouvons dans la nécessité d'entretenir avec la France des relations fondées non pas sur de vagues sentiments d'estime et d'amitié, mais sur une étroite collaboration politique, économique et militaire. Il est également indispensable que nous poursuivions une politique commune d'une part avec les États-Unis, d'autre part avec la Russie. La présence en Grande-Bretagne pendant les quatre ou cinq prochaines années d'un gouvernement assuré aux Communes d'une forte majorité et spontanément enclin à sympathiser avec les partis de gauche des autres pays est de nature à augmenter plutôt qu'à diminuer notre influence future sur le continent. M. Ernest Bevin, notre nouveau ministre des Affaires étrangères, est une puissante personnalité d'un grand courage moral et d'une remarquable intelligence. Il n'est pas homme à se laisser influencer dans sa conception de l'intérêt britannique par des considérations sentimentales. A l'heure où la paix, la sécurité et la reprise de relations commerciales constituent les principaux objectifs de la Grande-Bretagne, on peut prédire avec certitude que dans leur poursuite M. Bevin travaillera, non seulement pour le bien de l'Angleterre, mais pour celui de tous les pays.

Nos amis français reconnaîtront, je l'espère, que ce changement radical et inattendu des conditions de notre vie politique établit aux yeux du monde entier l'aptitude de la démocratie à donner de ses volontés propres une expression parfaitement nette. Ils admettront, sans doute, que bien que nous soyons nombreux à regretter l'éloignement momentané de ces grandes figures d'Européens que sont M. Churchill et M. Eden, l'avènement au pouvoir en Grande-Bretagne d'un gouvernement fort et uni est de nature à profiter non seulement à l'Angleterre, mais à tous les pays.

HAROLD NICOLSON

(TRADUIT PAR P. ET S. DE LA BAUME)

PAUL VALÉRY

Au lendemain de cette mort, que beaucoup d'entre nous avons ressentie comme un deuil personnel, il a paru tant d'articles sur Paul Valéry que l'on peut maintenant aller droit à l'essentiel. Aucun lecteur, en effet, n'ignore que, de l'extérieur, sa carrière littéraire se divise en trois périodes : quelques remarquables manifestations dans la dernière décade de l'autre siècle ; puis, vingt années de retraite ; un quart de siècle enfin où Valéry fut proclamé, d'un accord quasi-unanime, l'un des maîtres de son époque... Mais, au moment qui aurait dû être celui de ses apprentissages, il apparaissait déjà sûr de ses ressources. Nous savons pourtant que son silence recouvrait une incessante floraison de recherches et de trouvailles. Mais l'homme qui atteignit, vers cinquante ans, à une célébrité universelle, demeurait le même qui dénonçait, en sa jeunesse, « les jeux informes de la gloire ». Tout n'est donc pas tellement simple.

Quand certains carnets de notes qu'il a laissés auront été publiés, on pourra songer à entreprendre une biographie spirituelle de Paul Valéry. Elle constituera l'un des chapitres passionnants de cette « Comédie intellectuelle » dont il a souvent rêvé. En attendant, nous possédons assez de textes pour jalonner et pour éclairer son itinéraire. Il est hors de doute que, chez lui, l'enfant a réellement été le père de l'homme. Par ses origines, par sa vie d'écolier à Sète, la Méditerranée l'a profondément marqué : son corps est resté fidèle à la joie du contact avec la mer, comme son esprit à la notion d'un « monde fini ». Dans ce que lui offrait le collège, qui porte à présent son nom, il puisait exclusivement la nourriture qui lui convenait. Plus importantes étaient ses excursions à travers les livres par lesquelles cet adolescent fut, au plus noble sens du terme, un autodidacte. Ainsi parvint-il à l'étape qu'il a décrite dans son essai *Au sujet d'Euréka* : « J'avais vingt ans, et je croyais à la puissance de la pensée. » Il était pour lors dégoûté de la littérature : il l'accusait de se borner à deux ou trois applications particulières et empiriques de « quelques propriétés attachées à ces fameux secrets » qu'il ne désespérait pas de déchiffrer totalement. Chez les philosophes, il ne percevait aucune réponse aux difficultés qui le tourmentaient. Quant aux mystiques, il les comparait à l'auberge espagnole où on mange ce qu'on a soi-même apporté. Au contraire, l'œuvre d'Edgar Poe l'encourageait à poursuivre dans sa voie : en dépit d'ombres et de lacunes, elle renforçait sa conviction qu'un principe d'unité domine et relie les diverses branches du savoir humain.

C'est donc un Valéry en possession déjà de maintes certitudes qui fit la connaissance de Pierre Louys et d'André Gide, qui vint à Paris et y fut présenté à Stéphane Mallarmé. Envers le « très admirable Stéphanos », qu'il se plut à évoquer jusque dans le dialogue socratique d'*Eupalinos*, l'admiration de Valéry n'a jamais fléchi. On peut même discerner l'influence de Mallarmé dans les poèmes qu'il écrivit alors et qui devaient former l'*Album de vers anciens*. Entre les deux hommes persistait pourtant une différence radicale. Persuadé que l'univers n'a de sens que pour aboutir à un livre, Mallarmé souhaitait absorber le créateur dans son ouvrage. A l'inverse, Valéry s'intéressait moins à l'œuvre produite qu'à la manière dont cette élaboration modifie la conscience de l'auteur. Mallarmé se penchait sur le résultat de l'acte, Valéry sur le travail de l'agent. S'il renonçait à la poésie, nonobstant ses premiers succès, c'est qu'il s'était déjà posé, plus amplement, en l'étendant à tous les domaines de l'esprit, la question décisive : que peut un homme ?

Il l'avait même posée publiquement dans deux ouvrages en prose qui datent de 1894 et 1895. L'origine du premier texte, il aimait à la rappeler plus tard, quand il prétendait, avec un sourire complice, qu'il n'avait pas rempli sa vocation et qu'il était né causeur plutôt qu'écrivain. Un après-midi qu'il discourait, dans un cercle amical, de Léonard de Vinci, Léon Daudet fut si frappé par la nouveauté de ses propos qu'il avertit madame Juliette Adam de lui demander un article pour sa *Nouvelle Revue*. Les abonnés durent être d'abord déçus qui, sur la foi de ce titre : *Introduction à la méthode de Léonard de Vinci*, pouvaient attendre des remarques inédites sur le peintre de Monna Lisa. On espère qu'ils furent nombreux à comprendre que Valéry leur donnait beaucoup mieux : l'image idéale d'un des princes de l'humanité, d'un des rares génies qui eussent trouvé « l'attitude centrale à partir de laquelle les entreprises de la connaissance et les opérations de l'art sont également possibles ». Non moins que celui de *la Joconde*, ce portrait était le fruit d'une intime collaboration entre le modèle et son peintre.

Léonard, en effet, y figurait le type des « individus supérieurs », opposant une rigueur obstinée aux songes invérifiables des métaphysiciens et aux invocations sentimentales de Pascal. Pourtant, ces grands hommes eux-mêmes, n'y a-t-il point une faiblesse dans leur armure ? N'ont-ils pas gaspillé une partie de leur précieuse énergie pour se révéler aux autres et pour obtenir « le pourboire public » ? Edmond Teste le leur reprochait, qui est une cruelle riposte à Léonard glorifié. Car on n'oublie plus Edmond Teste, héros d'un anonymat tout puissant, plus solide en son être légendaire que les personnages historiques les plus adulés. Au point que le pire usage que l'on pourrait faire de M. Teste serait de le retourner contre Valéry lui-même. Mais s'octroyer ce plaisir ramène bientôt à la vérité humaine : Teste doit sa force à ce qu'il représente un Valéry poussé à la limite et que le Valéry réel a nourri de sa substance, non seulement dans la célèbre *Soirée*, mais dans les *Lettres* qui la complètent, dans les fragments de *log-book* qu'il lui prêta. Bien loin de le renier, Valéry l'a toujours conservé avec lui, en témoin et en critique. Ne l'avait-il pas emporté dans sa retraite, puisqu'en se taisant il obéissait au mot d'ordre de M. Teste : *maturare* ?

Mûrir ses pensées dans la solitude : telle fut la tâche de Paul Valéry durant cette longue interruption qui semblait un renoncement absolu. Que son cerveau n'ait jamais été plus actif, nous le devinons par les *Analecta* et autres recueils d'aphorismes. A peine publia-t-il alors quelques confidences dont le titre, *Méthodes*, était curieusement significatif. Edmond Teste l'avait déclaré : « Trouver n'est rien ; le difficile est de s'ajouter ce qu'on trouve ». L'impitoyable fantôme réclamait « un crible machinal » ; Valéry était en

quête d'une méthode qui lui permît d'atteindre à la position centrale qu'occupent les individus supérieurs, à leur science des échanges « entre l'arbitraire et le nécessaire ». Il ne possédait, pour y parvenir, qu'un seul instrument : l'esprit. Il se fit donc « l'homme de l'esprit », celui qui, du chaos initial extrait peu à peu ce qui doit être sauvé, celui qui finit par regagner, dans l'exercice de son inflexible rigueur, une liberté.

*
* *

Se flattait-il de l'avoir conquise lorsqu'il s'adressa de nouveau à un vaste auditoire ? L'imaginer serait attribuer une paradoxale présomption au penseur qui, méprisant la vanité, n'admettait l'orgueil que comme une vertu impersonnelle. Sur les raisons du retour de Valéry à la littérature, on épiloguerait sans fin, car elles furent multiples et enchevêtrées. Leur part faite aux amicales instances de Gide et de Gallimard comme aux circonstances matérielles, à ce hasard que n'abolit jamais nul coup de dés, sans doute y eut-il là une décision analogue à celle que commémore la dernière strophe du *Cimetière marin* : « Le vent se lève !... Il faut tenter de vivre ! » Peut-être cependant faut-il chercher ailleurs le poids qui fit pencher la balance. Ses méditations, en effet, avaient conduit Paul Valéry à distinguer nettement les deux fonctions du langage, à opposer au simple véhicule de relations utilitaires le « discours prophétique et paré » qu'il exalte dans *la Pythie*. Une machine de langage bien ordonnée, avec son vocabulaire choisi, ses règles séculaires, ses contraintes opportunes, pouvait offrir à l'esprit une passerelle au-dessus des abîmes.

Tout naturellement, l'épreuve devait commencer par la poésie : son privilège n'est-il pas de créer des incantations par la mélodieuse alliance des émotions individuelles et d'une prosodie classique ? *La Jeune Parque* était bien, sans fausse modestie ni sans ironie, un « exercice ». D'autres « charmes » allaient suivre ; mais, en les élaborant comme en interrogeant le La Fontaine d'*Adonis*, Valéry serait toujours ramené à la même conclusion : « C'est un art de profond sceptique que la poésie savante ». Pendant ce temps, nous le félicitions d'avoir réconcilié Racine et Mallarmé — plus précisément, de réaliser une des aspirations profondes de notre race. La littérature française, en effet, qui ne peut s'enorgueillir d'aucun équivalent des symphonies cosmiques de Shakespeare ou des architectures épiques de Dante, a triomphé, par une suite de chefs-d'œuvre, dans deux genres originaux : le roman psychologique et le poème d'alchimie lyrique. Quand Valéry se faisait l'avocat d'une poésie « pure », au sens où les chimistes emploient cet adjectif, il ne rejoignait pas seulement Racine et Mallarmé, mais aussi Maurice Scève et Nerval et Baudelaire, qui souhaitait d'avoir accompli son devoir poétique « comme un parfait chimiste ».

Bien qu'il se défendît, non sans humour, d'être autre chose qu'un versificateur, Valéry ne réduisait pas cette poésie à d'adroits calculs de rhétorique. Trois mois avant sa mort, questionné sur les poètes de sa famille, il répondait vivement : « Non, n'inscrivez pas Malherbe sur votre liste ! Je ne lui dois rien. Mettez plutôt Ronsard, celui des *Odes* ». Car il ne se proposait nullement, comme d'aucuns l'en ont accusé, d'éliminer la sensibilité : il exigeait seulement qu'elle fût purgée de tout élément anecdotique et périssable pour se mieux fondre dans l'incorruptible harmonie que crée l'union de l'intelligence avec la sensualité artistique. Il avouait volontiers que tel poème de tendresse avait pour source l'émotion, ainsi transposée,

que lui avait inspiré un épisode de la première guerre mondiale. Il a observé que plusieurs de ses poèmes avaient commencé par « un certain rythme », antérieur à toute idée. Dans *le Serpent*, il goûtait surtout la variété des tons et tels passages du sarcasme à la volupté. Pour *la Jeune Parque*, il voulut procéder par « modulations », en des récitatifs analogues à ceux de l'*Alceste*, de Gluck. Chaque matin, contait-il, en partant pour sa promenade, il emportait dans sa tête l'ébauche confuse de quelques alexandrins, comme un petit problème que la marche l'aiderait à résoudre. Une fois pourtant, les dieux se montrèrent trop généreux : il dut s'arrêter, avenue Victor-Hugo, pour noter une suite de vers qu'ils lui dictaient spontanément. « Ce jour-là, concluait-il avec un coup d'œil malicieux, j'ai compris qu'il était temps de couper le courant. »

A défaut de ces souvenirs, nous aurions le témoignage des poèmes : comment lui reprocher d'avoir méconnu les droits de l'inspiration, alors qu'elle fait le sujet des odes de *la Pythie* et de *Palme*? Elle compte, en effet, parmi ces thèmes du « moi pur » qui sont les motifs élus par le chantre de Narcisse. Lorsqu'il parut renoncer, pour la seconde fois, à la poésie, ce n'était point qu'il eût perdu sa maîtrise de l'instrument poétique : à preuve le dialogue de Faust et des Fées qu'il écrivit à soixante-dix ans. Mais il avait donné leur forme à ces thèmes, en artiste scrupuleux qui s'interdit les délavages. Insister eût été déchoir pour un homme qui s'était toujours fait une si haute idée du poème. Dès 1892, il le tenait pour l'exercice le plus noble et le plus complet des facultés spirituelles. Dans le même paragraphe où il protestait contre la « grossière distinction » entre intelligence et sensibilité, contre le spécieux contraste entre esprit de finesse et esprit de géométrie, il a écrit : « Je ne pouvais donc souffrir que l'on opposât l'état de poésie à l'action complète et soutenue de l'intellect ».

L'intellect, c'est en l'invoquant que Valéry devait formuler sa profession de foi : « Les choses du monde ne m'intéressent que sous le rapport de l'intellect. Bacon disait que cet intellect est une *Idole*. J'y consens, mais je n'en ai pas trouvé de meilleure ». Ces phrases sont extraites de *la Crise de l'Esprit*, qui date de 1919, comme aussi la *Note et Digression*, parachevant l'*Introduction à la Méthode*. Car le retour de Valéry à la prose des grands essayistes n'avait pas tardé à suivre sa rentrée dans le chœur des poètes. Impossible, au reste, de se tromper sur le rapport entre ces deux ordres de production. Parallèles sont les méditations du *Cimetière marin* et de la *Note*. Chez René Descartes comme chez la Jeune Parque, Valéry dévoile les secrets mouvements d'un « mémorable moi ». Qui ne reconnaît le poète dans les dialogues imagés d'*Eupalinos* et de *l'Ame et la Danse*? Il avait édicté qu'un poème doit être « une fête de l'intellect » : le même titre ne convient-il point à ses préfaces pour Stendhal et Montesquieu ? Partout nous y retrouvons cette « combinaison de l'ascèse et du jeu » qu'il définissait comme le but suprême des lettres. Et partout ce Valéry prosateur, écuyer de sa propre pensée, mérite l'éloge qu'il adressait à Léonard : lui aussi, il préserve sa grâce.

« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles » : nul homme cultivé qui ne se soit souvent répété ce début de *la Crise de l'Esprit*, qui n'ait suivi Valéry sur la terrasse d'Elsinore où il affrontait l'Hamlet européen. Dès 1895, dans un essai sur *le Yalou*, qu'il conserva longtemps inédit, il avait tenté de dégager les grandes lignes d'une politique internationale. Il était préparé pour le rôle qu'il a rempli durant l'entre-deux-guerres quand, veilleur dressé sur le cap européen du continent asiatique, il répondait aux sollicitations des hommes et des événements par des textes où la lucidité de la pensée se reflétait dans le miroir d'une prose dense et souple. Ainsi montrait-il en Gœthe le dernier virtuose de la

perfection européenne, dénonçait-il la fragilité des pseudo-lois historiques, multipliait-il les « regards sur le monde actuel », adjurait-il l'humanité de ne plus se comporter « comme un essaim d'absurdes et misérables insectes invinciblement attirés par la flamme ». De ces explorations dans les diverses sphères de l'activité humaine, les cinq volumes de *Variété* forment le témoignage et le durable monument.

*
* *

Néanmoins, Paul Valéry nous détournait d'assimiler ces constructions à une œuvre systématique ; il ne protestait pas quand on leur appliquait son jugement sur Léonard abandonnant « les débris d'on ne sait quel grand jeu ». Ce que nous appelons son œuvre, il le faisait, disait-il, « à côté de sa principale pensée ». Francis Ambrière, au cours d'une interview, a recueilli cette déclaration précise : « Mon œuvre véritable, ce sont des notes, des réflexions que je garde par devers moi et qui ne paraîtront jamais : elles n'ont d'intérêt que pour moi ». Plus familièrement, il racontait : « A cinq heures, je me lève et bois une tasse de café très fort ; puis je m'attaque à mes petits problèmes. A sept heures, la maison s'éveille, on prend du café moins fort, et la journée commence ». Rien ne serait plus faux que de comparer Valéry à des écrivains comme Chateaubriand ou Barrès, qui, dans leur retraite, se soucient encore de styliser patiemment une image d'eux-mêmes qu'ils lègueront à la postérité. Dans sa solitude matinale, Valéry redevenait aussi impersonnel qu'Edmond Teste.

Là, il retrouvait la conscience dépouillée d'attributs ou d'oripeaux, ce « *moi* pur, profonde *note* de l'existence » qu'il évoque avec une sobre éloquence dans le second *Léonard*. Il y poursuivait l'effort qui fut l'invariant et assura la parfaite continuité de sa vie mentale. Cet effort, il fut amené à le définir, dans un débat de 1930 au Studio franco-russe : c'était un incessant travail sur le fond de sa pensée, saisi comme un mouvement et un acte, « constitué, en réalité, par une volonté indéfiniment naissante d'analyse, d'expression toute personnelle ». A la différence de Gœthe, dont on l'a parfois rapproché, il ne se souciait pas d'atteindre à une sagesse individuelle, mais d'élargir la zone de clarté de l'intellect. « Tel quel », suivant l'un de ses titres, l'esprit lui offrait son désordre ; car « mélange, c'est l'esprit ». « Tel qu'elle », selon la devise qu'il choisit pour son épée, il s'exerçait à trancher les nœuds arbitraires des circonstances et des préjugés. Sans doute ne connaîtrons-nous jamais ce que Valéry nommait son œuvre. Mais quelle gratitude nous lui devons pour s'y être inlassablement consacré, pour en avoir tiré la lumière qui rayonne dans tous les écrits qu'il nous a livrés !

En cette éclatante matinée de juillet où son cercueil reposait sur l'esplanade de Chaillot, dans un des plus somptueux décors qui soient au monde, les regards se détournaient parfois du catafalque pour se porter vers les frontons du palais où brillaient les inscriptions qu'il avait composées. Brusquement me revint à la pensée une brève phrase des *Mémoires d'un poème* : « Je ne souhaitais que le pouvoir de faire, et non son exercice dans le monde ». Contraste, oui ; mais non point contradiction. Pour lui-même et pour sa patrie, il est singulièrement honorable que la gloire de Paul Valéry, jusqu'à l'hommage solennel rendu par un peuple entier, ait eu pour source l'ambition désintéressée d'un jeune homme qui se vouait au service de l'esprit.

RENÉ LALOU

LE PROBLÈME DU TRAVAIL FRANÇAIS

Je voudrais essayer de définir et de mesurer la tâche qui s'impose aux Français et va s'imposer à eux dans les années de paix qui viennent. Je voudrais l'essayer, non pour donner à l'Etat des conseils sur la conduite qu'il doit tenir, mais pour fixer celle que doivent suivre, individuellement, les hommes de l'Economie, tous ceux qui concourent à la production ; industriels, ingénieurs, techniciens, ouvriers.

On voudrait (y réussira-t-on?) rétablir dans ce pays la liberté. C'est un point sur lequel l'accord paraît unanime, encore qu'il y ait peut-être quelques divergences sur le sens qu'il y aurait lieu de donner au mot : liberté. En dépit de ces divergences, nul ne discute encore cette vérité de bon sens : pour avoir et conserver la liberté, il faut en être digne. Ce n'est point là une vaine formule ; c'est la constatation d'un fait patent. La liberté implique pour l'homme libre une responsabilité et la conscience de cette responsabilité. Elle suppose que chacun accomplit de lui-même sa tâche : il l'a choisie librement, il choisit librement les moyens de l'accomplir, mais, ayant choisi, il n'est plus libre de ne pas accomplir cette tâche, ni de l'accomplir d'une façon qui dessèrve l'intérêt commun. Sinon, l'intérêt commun se révolte, et, devant l'anarchie et la misère, la tyrannie s'instaure. La liberté doit constamment se sauver elle-même. Elle doit, à chaque instant, montrer qu'elle sert l'intérêt public.

C'est ce que beaucoup ont cessé de comprendre depuis des années déjà : c'est cette conscience que l'état de guerre et quatre ans d'occupation étrangère ont de plus en plus effacée en nous, cette conscience que la pénurie et l'étatisme qu'elle impose achèvent, depuis notre libération, d'anéantir. Nous avons pris l'habitude de nous laisser mener par l'Etat et de ruser avec lui et avec nos devoirs, comme avec le maître d'école des enfants turbulents et irréfléchis, comme avec son propriétaire l'esclave humble et sournois. Comme eux, nous trouvons au maître d'école ou au propriétaire tous les défauts et nous prenons prétexte de ces défauts pour agir, dès qu'on ne nous regarde pas, non selon ce que nous devons, mais selon ce qui nous plaît. Les excuses paraissent valables ; la fiscalité est décourageante ; le ravitaillement et sa répartition sont déplorables. Lorsque l'effort et le travail ne sont plus respectés par le plus grand nombre, chacun se juge stupide de les respecter encore, alors qu'autour de lui, les exemples se multiplient de profits sans efforts et sans travail. Certes, pour rendre aux citoyens le respect et le goût du travail, l'Etat devrait changer maintes de ses méthodes. Mais il est vrai aussi que, si ne renaît pas le respect du travail et de l'effort, toute liberté est à jamais perdue. Je voudrais montrer ici que si ce respect ne renaît pas, ce n'est pas seulement la liberté, mais la vie même du pays

qui doit disparaître dans la misère et le désordre, à moins qu'une tyrannie intérieure ou extérieure ne rétablisse, par la force et la terreur, l'effort et le travail. Cette fin est inéluctable, indépendante des opinions, des influences politiques et des théories économiques ; tout au plus, les opinions et l'action politique peuvent-elles intervenir pour décider qui exercera la tyrannie, quel homme ou quel groupe sera le maître ; mais rien ne peut faire qu'il n'y ait la misère d'abord, le désordre ensuite, la tyrannie enfin.

*
* *

Il y a, pour la France, trois nécessités essentielles :

1° La reconstruction de ce qui a été démoli ou volé pendant la guerre ;

2° La reconstitution de nos stocks et le développement de nos exportations à un niveau suffisant pour nous permettre de payer les produits indispensables à notre existence ;

3° La mise à niveau de notre équipement économique et social auquel, depuis des années, nous n'avons pas consacré, à beaucoup près, l'effort indispensable.

Il y faudrait ajouter la nécessité de rétablir, avec une amplitude encore indéfinie, notre équipement militaire et une défense nationale qui puisse réussir, enfin, à nous défendre.

Rappelons d'abord les besoins de la reconstruction.

Le ministre responsable les a évalués à 2 000 milliards de francs en novembre 1944, au moment où il a rendu compte de la situation à l'Assemblée Consultative. Un chiffre aussi monstrueux suscite d'abord l'incrédulité. Il paraît si démesuré qu'on hésite à l'accepter. On croit entendre une de ces formules grandioses, poétiques qui remplacent, dans les discours politiques, les réalités. On n'y ajoute pas foi ; sitôt entendue, on l'oublie et on pense à d'autres soucis. D'ailleurs, le mot milliard n'a plus grand sens ; c'est, lui aussi, un mot de rêve. Pour savoir ce qu'il représente, quel effort il mesure, il faut le ramener à une quantité de travail. C'est ce que je voudrais faire pour convaincre que non seulement ce chiffre est vraisemblable, mais encore qu'il est probablement au-dessous de la réalité.

Sommairement, on peut diviser la reconstruction en quelques postes essentiels :

— la reconstruction des immeubles privés, d'habitation et de travail,

— la reconstruction des équipements privés de toute nature, détruits ou volés,

— la reconstruction des ouvrages, infrastructure et superstructure, établis sur le domaine public,

— le rétablissement de l'outillage correspondant à l'usage de ce domaine.

A ces travaux principaux, il faut ajouter des travaux accessoires, dont les plus importants sont : les déminages, les déblaiements, les démolitions et les constructions provisoires destinées à protéger les sans-abris jusqu'à la reconstruction définitive.

La *reconstruction des immeubles* est le travail le plus considérable. Le compte des destructions a donné environ 1 100 000 immeubles partiellement et plus de 400 000 totalement détruits. On évalue la surface de plancher qu'il faut rétablir et couvrir à près de deux cents millions de mètres carrés. La construction d'un mètre carré coûtait, en moyenne, en 1938-39, 2 000 francs. La dépense correspondante eût donc été de l'ordre de 400 milliards.

Les équipements pour les maisons d'habitation (installations diverses, mobilier, matériel, vêtements, etc...) représentaient souvent plus de la moitié du prix de construction de l'immeuble ; un peu moins dans les maisons ouvrières, souvent beaucoup plus dans les appartements des classes aisées. Pour les usines et ateliers, les outils, aménagements et outillages montaient en général à plusieurs fois la valeur de la construction. En estimant la reconstruction de l'équipement à la moitié de la valeur totale des immeubles, on est vraisemblablement au-dessous de la réalité. Il s'agit là de 200 milliards de francs de 1939. Cette évaluation est probablement particulièrement faible.

Les ouvrages du domaine public comportent les ponts et les viaducs, les chaussées, les canaux, les ports maritimes, les chemins de fer, les aérodromes ; l'outillage correspondant consiste en camions, péniches, chalands, appareils de manutention, locomotives, automotrices, voitures, wagons. La reconstruction est ici évaluée, aux prix de 1939, à 180 milliards de francs. On se rendra compte que l'évaluation est modérée si l'on observe que, dans ce total, la réfection des ponts, dont 7 350 sont démolis en tout ou en partie (les brèches ouvertes sur les seuls ponts-routes, totalisées, atteignent une longueur de 140 kilomètres) est évaluée seulement à 25 000 francs par mètre courant de brèche. La réfection des ponts n'atteint ainsi que 3 milliards et demi sur le total de 180.

L'ensemble de la reconstruction des immeubles, de la reconstitution des équipements, des ouvrages du domaine public et de leurs outillages coûterait ainsi, si les prix étaient encore ceux de 1939 : 400 + 200 + 180, soit 780 milliards.

Les travaux accessoires (déminages, déblaiements, démolitions, constructions provisoires) peuvent atteindre, ensemble, 15 % des travaux principaux soit environ 120 milliards.

C'est donc plus de 900 milliards qu'aurait coûté la reconstruction en 1938 ou 1939. Mais, depuis, les salaires se sont élevés, et l'expérience montre que, quelles que soient les mesures prises pour limiter les prix, ceux-ci s'alignent assez rapidement sur le niveau des salaires. En novembre 1944, au moment où le ministre de la Reconstruction a énoncé ses chiffres, les salaires dépassaient légèrement le double de ceux d'avant-guerre. C'est dire que les prix calculés devaient être plus que doublés. Le chiffre de 2 000 milliards était donc, à ce moment, une approximation raisonnable et modérée.

Depuis, de nouvelles hausses de salaires ont été prescrites. Les chiffres suivants donnent une idée de la révolution qui, depuis trente ans, s'est faite dans les salaires. En 1913, le salaire horaire du manœuvre à Paris variait de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 En 1938, il montait à 8 francs ; il est aujourd'hui de 22 francs ; mais en même temps, les charges sociales se sont élevées dans une forte mesure. Les assurances sociales, les allocations familiales, les congés payés ajoutent au salaire nominal une charge qui, presque nulle en 1913, était de l'ordre de 15 % en 1938 et atteint aujourd'hui 30 %.

Les salaires totaux, ceux qui interviennent dans les prix de revient, sont donc :

En 1913	Fr.	0,40	à	0,50
En 1938		9 »	à	9,50
En 1945		28 »	à	29 [1]

1. Salaire horaire de manœuvre non spécialisé dans la région parisienne. Les autre salaires ont moins varié (resserrement de l'éventail des salaires), mais le nombre des manœuvres est largement prédominant.

Si l'on prend pour unité le salaire global de 1938, le prix du même travail était de 1/20 en 1913. Il est de 3 en 1945[1].

Ainsi, un travail de 900 milliards aurait coûté seulement 45 milliards en 1913 ; il coûterait aujourd'hui 2 700 milliards.

En fait, la majoration des prix est plus forte depuis 1939 ; cela tient à la pénurie et aux baisses de rendement qui s'ensuivent. L'ouvrier produit moins parce qu'il est moins bien nourri ; le défaut de matières premières ralentit l'exécution ; la production diminue tandis que les frais généraux demeurent les mêmes. Aussi, pour l'instant, doit-on appliquer aux prix un coefficient supérieur à 3 par rapport à 1939. Mais c'est là un phénomène provisoire destiné à s'atténuer et à disparaître à mesure que la production reprendra.

Cependant, cette jonglerie de milliards est, par nature même, obscure, puisqu'on donne le même nom à des valeurs qui varient de 1 à 60. Elle le deviendra de plus en plus, si, comme il est à craindre, la course des salaires et des prix ne cesse pas bientôt. Je reviendrai donc aux valeurs de 1938-39. Les chiffres sont moins impressionnants, mais permettent une comparaison avec une situation à peu près normale de l'Economie. Je parlerai donc, maintenant, en francs de 1939, correspondant à un salaire horaire du manœuvre à Paris de 8 francs, accru de charges sociales de l'ordre de 1 fr. 20. Le montant calculé de 900 milliards ne fournit évidemment, étant donné l'imprécision de toutes les bases de calcul, qu'un ordre de grandeur, mais un ordre de grandeur très vraisemblable.

***

Cependant, la reconstruction des régions dévastées laisse de côté d'autres besoins de première importance qui présentent un égal caractère d'urgence, mais qui sont moins sentis par la masse parce qu'ils n'ont pas été concrétisés, comme ceux de la reconstruction, par des images de villes bombardées, de ponts détruits, de foules sans abris.

J'ai évoqué ces besoins principaux ; les voici, mieux précisés.

Ce sont :

a) La *reconstitution de nos stocks* industriels, commerciaux et privés. Au moment de l'entrée en guerre, ils étaient importants, voire superflus pour une période de paix, comme il s'est vu par l'importance des prélèvements faits par l'ennemi pendant des années. Ils ne doivent, ni ne peuvent être reconstitués en entier ; mais leur disparition nous met dans une insupportable dépendance des événements imprévus de toutes natures : intempéries, grèves, sans compter la guerre. Elle accroît considérablement nos prix de revient ; elle est responsable d'un chômage larvé endémique. Les stocks en matières premières, produits agricoles, produits demi-finis, produits en cours de fabrication, stocks commerciaux chez les industriels, les grossistes, les détaillants et les réserves des particuliers doivent représenter normalement entre dix mois et un an de consommation. En 1938-39, la consommation annuelle de la France s'élevait à environ 350 milliards. Les stocks devaient donc atteindre environ 300 milliards, et le déficit actuel est au minimum de 175 milliards de 1939. La reconstitution des stocks est de première nécessité Elle est même de première urgence. L'inertie économique du pays, est essentiellement déterminée par leur insuffisance. Tant qu'ils ne seront pas,

1. Sous réserve du progrès technique, qui diminue le nombre d'heures de travail utiles à une production donnée. C'est ainsi que, tandis que le salaire augmentait de vingt fois de 1913 à 1938, le prix de la bicyclette ne s'élevait que de cinq fois, celui de la lumière de deux fois.

ou à peu près, redevenus normaux, le travail de remise en état du pays ne pourra être sérieusement entrepris.

La reconstitution des stocks, c'est le problème dominant de l'heure présente.

b) Il nous faut aussi effectuer la remise à jour de l'*outillage industriel.* C'est un fait aujourd'hui connu de tous que, depuis une quinzaine d'années, l'industrie française, dominée par la crise d'abord, par les mouvements sociaux ensuite, par la guerre enfin, n'a pu faire l'effort de renouvellement d'outillage qui aurait été nécessaire. Une politique fiscale trop peu soucieuse de la production a aggravé cette situation. Notre retard est considérable ; nous ne pouvons espérer tenir une place, même modeste, dans la concurrence mondiale si, dans nombre de domaines industriels, l'outillage n'est pas remis à jour. Il le sera, avec l'aide du Ministère de la Reconstruction dans la partie qui dépend de lui, c'est-à-dire pour 10 à 15 p. 100 de l'industrie. Il ne le sera pas pour le reste.

Si le renouvellement annuel de l'outillage, nécessaire pour maintenir celui-ci au niveau de l'outillage mondial, doit coûter 3 p. 100 du chiffre d'affaires annuel, soit 10 milliards de 1939, notre retard actuel qui est de quinze ans, et qui croîtra chaque année, exigerait d'ici quinze ans, 300 milliards de 1939. A mesure pourtant qu'un outillage vraiment moderne sera rétabli, il réduira les prix de revient de manière à couvrir en partie les besoins ultérieurs de renouvellement. La dépense ne saurait cependant descendre au-dessous de 200 milliards [1].

c) Une *politique de logement*, tant urbain que rural, est nécessaire. Dans ce domaine, notre situation est presque intolérable. Le mauvais logement est à la base de difficultés sociales, comme de l'exode rural. La construction de logements convenables est un des problèmes les plus angoissants, de ceux qui devraient être résolus au cours des prochaines années. La construction annuelle, en sus de la reconstruction des logements détruits, de 65 000 logements, ouvriers et paysans, donnerait, en quinze ans, 1 million de logements, soit le dixième seulement du nombre total de foyers français. C'est très peu : la Grande-Bretagne a établi un programme immédiat de 4 millions de logements. Aux prix de 1939, la construction d'un million de logements exigerait une dépense annuelle de 6,5 milliards de francs, soit, en quinze ans, environ 100 milliards de 1939 [2].

d) En outre, l'*équilibre de notre balance des comptes* était loin d'être assuré dans les années qui précédèrent la guerre. En 1938, nos importations, France et colonies, dépassaient nos exportations de 20 milliards de francs. La différence était loin d'être compensée par les exportations invisibles (tourisme, fret) et les revenus des investissements à l'étranger. Nous nous appauvrissions sans cesse. Cette situation ne peut être maintenue. Nos ressources en or et en devises, tant appartenant à la Banque et à l'Etat qu'aux particuliers, n'atteignent pas 8 milliards de dollars, et une grande part en sera rapidement absorbée par les importations considérables de matières premières, d'outillage et de produits alimentaires, exigées par la situation actuelle. Si ces fonds ne sont pas tous utilisés pour des paiements, ils seront la garantie de prêts, dont l'intérêt absorbera l'équivalent de leurs revenus. D'autre part, le tourisme va évidemment connaître, dans la pauvreté du

1. On reconnaîtra que ce chiffre est extrêmement modeste, en constatant que la reconstruction de l'outillage des seules voies de transport, détruit pendant la guerre, dépasse 100 milliards.

2. Un programme plus large serait souhaitable. Mais il faut d'abord loger les sans-abris et rétablir des moyens de travail. Ce chiffre de 100 milliards est donné comme un strict minimum.

monde, une période difficile ; enfin notre marine marchande a pratiquement disparu. Il est donc indispensable que nous couvrions une part du déficit ancien, soit par des restrictions d'importation, soit par des développements d'exportation. Mais nos importations sont, pour une grande part, obligées ; cela tient à l'insuffisance actuelle de nos ressources métropolitaines et coloniales dans certains domaines : charbon, cuivre, caoutchouc, laine, coton, etc. et aussi à la disparition de nos stocks nationaux. Les besoins mêmes de la reconstruction et de la reconstitution de l'outillage doivent accroître encore nos achats à l'étranger. Il faut donc que nous fassions un *énorme effort d'exportation*.

La remise en état de l'outillage en est une condition première. Elle ne suffit pas. En tous cas, nos exportations seront prélevées sur la production nationale et soustraites à la consommation et à l'usage intérieur. Dans la mesure où l'exportation n'économisera pas l'affectation d'une partie du travail national réclamé par la reconstruction, elle apportera à notre Economie une charge supplémentaire. Un effort de 10 milliards par an, réduisant de moitié notre déficit antérieur, coûtera à notre consommation, en quinze ans, 150 milliards de francs de 1939. Si ce sacrifice n'est pas fait, la France demeurera un pays incapable de résister à la concurrence internationale, envahi peu à peu par l'argent étranger, colonisé enfin. Le refuser, ce n'est pas seulement renoncer à toute grandeur future, c'est renoncer à la vie même, ou à cette autre forme de liberté qu'est la liberté nationale.

e) Enfin, la situation générale du monde ne paraît pas telle que nous puissions nous dispenser, pour conserver cette liberté, de rétablir un *armement*. Navires de guerre, avions, armement de l'armée de terre ; presque tout chez nous est à faire ou à refaire. Cela nous imposera encore une charge de production qui peut être énorme et dont il ne semble pas qu'on puisse aujourd'hui se faire une idée précise. Si notre sécurité ne devait être assurée que par des accords régionaux, nous serions obligés à un effort démesuré, sans doute irréalisable ; si, au contraire, une organisation internationale efficiente, si une véritable police internationale étaient créées, en qui la France pourrait avoir confiance, alors notre effort serait, en principe, réduit à une part proportionnelle à notre population et à notre territoire, dans un armement universel évidemment limité. Dans le premier cas, nous aurions à envisager des dépenses très supérieures à nos dépenses d'avant-guerre, qui se sont révélées insuffisantes, et en outre, un service militaire permanent qui soustrairait à notre production, sans les soustraire à notre consommation, quelques centaines de milliers de travailleurs ; dans le second cas, malheureusement encore peu vraisemblable, nous pourrions espérer au contraire une réduction de nos charges. Dans le doute, je supposerai que la guerre n'aura ni aggravé, ni diminué pour nous le poids de la défense nationale.

En totalisant les derniers chiffres (stocks 175 milliards, outillage 200 milliards, logement 100 milliards, exportations 150 milliards), on voit qu'il faut envisager, en faisant abstraction des dépenses militaires, une dépense totale en francs 1939 d'un peu plus de 600 milliards.

Le total de la dépense indispensable, reconstruction et reconstitution, s'élèverait donc à un chiffre d'au moins 1 500 milliards. Cette évaluation comporte une part d'arbitraire, mais est aussi réservée que possible, notamment en ce qui concerne l'outillage et l'équipement social. Elle laisse de côté bien des nécessités dont il faudra tenir compte, en ce qui concerne, par exemple, la santé publique, l'enseignement, l'équipement colonial, les retraites. Il faudra donc se rappeler que ce chiffre est un minimum : 1 500 milliards de 1939 (ou 4 500 milliards d'aujourd'hui) doivent être produits en quelques années, en sus de notre production normale d'avant-guerre.

J'essayerai maintenant d'évaluer ce que représente cette charge par rapport au revenu national et au travail. C'est le seul moyen de la rattacher à la réalité.

En 1938, année dont l'activité n'a pas été profondément troublée, comme 1939, par la préparation de la guerre, le revenu de l'ensemble des particuliers, en France, était évalué à 350 milliards.

La production nationale s'élevait, comme le revenu, à 350 milliards.

Le chiffre de 1 500 milliards est donc égal à quatre ou cinq ans de la production de 1938, à quatre ou cinq ans aussi du revenu national. Cela veut dire que, *théoriquement*, on pourrait tout reconstruire et reconstituer en quatre ou cinq ans, s'il était possible d'affecter à ce travail toute la population française, industrielle, commerciale, libérale et paysanne. Hypothèse absurde. Nous avons à chercher combien d'heures, de journées ou d'années de travailleurs réclame l'exécution de ce programme et aussi de quels hommes compétents nous disposons pour cela.

On sait que, dans un prix de vente, les salaires (y compris ceux qui sont incorporés dans les matières premières) représentent en moyenne 60 p. 100 du total. Sur un total de 1 500 milliards, il y a donc 60 p. 100 ou 900 milliards environ de salaires, le reste correspondant à des amortissements, à la rémunération du capital et aux impôts. Or, on peut estimer, en 1939, à 15 000 francs par an le salaire moyen des salariés, ouvriers et ingénieurs, des industries affectées aux équipements (industries minières, bâtiment, métallurgie, bois, partie des industries chimiques). A raison de 15 000 francs par année de travail, une dépense de 900 milliards de travaux correspond à *60 millions d'années* d'ouvriers et d'ingénieurs : telle est à peu près la quantité de travail qu'exigent la reconstruction et la reconstitution du pays.

Sur la population active totale, qui était environ 20 millions de personnes, le personnel total susceptible de concourir aux travaux d'équipement était, en 1938, d'environ trois millions. Si on l'employait tout entier à ces travaux, vingt ans seraient nécessaires, vingt ans pendant lesquels aucun des travaux normaux de même nature ne pourraient être entrepris, pendant lesquels il n'y aurait ni réparation d'immeubles, ni fabrication de meubles, ni de cuisinières, ni d'interrupteurs, ni de voitures à la disposition de tous ceux qui ne sont pas des sinistrés. D'ailleurs, un délai de vingt ans n'est-il pas insupportable? Peut-on attendre vingt ans la remise en état de ce pays? Peut-on demander à certains sinistrés d'attendre vingt ans? Le pays peut-il, durant la plus grande partie de ces vingt ans, rester dans une situation inférieure à celle de l'étranger? Pendant ce temps, nos dettes ne s'amoncelleraient-elles pas d'une façon écrasante? En se fixant un délai de quinze ans, il semble bien qu'on atteigne le maximum supportable pour le pays. Dix ans vaudraient mieux, sans aucun doute. Mais, à mesure qu'on diminue le délai d'exécution, les charges imposées au revenu national, c'est-à-dire les privations qu'on demande à tous d'accepter, s'accroissent, elles aussi, de façon insupportable. Exécuter le programme en dix ans, ce serait se charger annuellement de 150 milliards de travail supplémentaire et, à égalité de travail, réduire la consommation qui était de 350 milliards en 1939, à 200 milliards, ce qui est humainement inconcevable.

En consacrant quinze ans au programme, soit 100 milliards par an, la consommation serait ramenée de 350 à 250 milliards, ce qui est encore un sacrifice excessif. Mais on peut, sans doute, accroître la production. Il est naturel de songer d'abord à accroître la durée de travail. Il serait dange-

reux pour la santé publique de s'astreindre à une durée de travail de plus de quarante-huit heures par semaine dans l'industrie. Or, passer de la semaine de 40 heures à celle de 48 provoquerait un accroissement de la production *industrielle* de 20 p. 100 seulement[1]. Comme cette production n'atteignait guère en 1938 que 150 milliards, le retour à la loi de 8 heures ne procurera guère que 30 milliards de production supplémentaire[2], et tout le personnel des industries d'équipement serait encore employé à ces travaux spéciaux.

Un supplément de deux millions d'hommes, au moins, doit s'ajouter aux trois millions de Français affectés aux travaux d'équipement. Sur les cinq millions de travailleurs ainsi disponibles, trois millions pourraient alors être affectés à la reconstitution ; deux millions resteraient employés aux travaux normaux, soit les deux tiers de ce qui y était affecté avant la guerre. La production nette, pour les besoins de la population actuelle, serait accrue, par la loi de 48 heures et l'apport de travailleurs supplémentaires, de quelque 50 milliards. Les 50 autres milliards affectés au programme devraient provenir de progrès techniques ou être compensés par des sacrifices demandés à la population. Comme de tels sacrifices seraient mal supportés par un peuple qui souffre déjà depuis cinq ans, il est indispensable qu'un progrès technique massif, permettant de produire autant avec moins d'hommes, apparaisse. Il s'agit de gagner 15 p. 100 environ de productivité ; cela n'est pas impossible. Ce chiffre doit correspondre sensiblement à l'amélioration de la productivité en Amérique et en Angleterre au cours des six dernières années. Il s'agit, pour nous, de rattraper notre retard.

*
* *

Tous ces calculs, à la fois simples et assez théoriques, ne prétendent évidemment à nulle précision. Ils négligent, en particulier, les transformations démographiques que la France a subies depuis la guerre. On y a admis que la population travailleuse actuelle est la même qu'en 1938. Il semble bien qu'elle soit plus faible et qu'elle doive continuer à décroître dans les années prochaines ; les efforts récents pour accroître la natalité n'ont pas jusqu'ici donné de résultats éclatants et leur effet sur le nombre de travailleurs est à longue échéance. En revanche, les pertes dues à la guerre, soit sur les fronts, soit dans les bombardements, soit par les déportations, les déficiences qui dérivent d'une insuffisante alimentation ont réduit le nombre d'hommes disponibles ; le développement des organisations non productives de répartition et de contrôle de toute nature a retiré de la population productive un nombre appréciable d'hommes et de femmes, nombre qui doit dépasser sensiblement le million. Enfin, le rendement individuel, à égalité de moyens d'action, s'est affaissé pour des causes dont la plupart sont évidemment passagères mais dont certaines ont peut-être un caractère durable, héritage de l'occupation et d'un passé laisser-aller. Aujourd'hui, le défaut de charbon empêche totalement le démarrage du programme. Avec une production qui est seulement de 25 à 30 millions de tonnes par an (au lieu de 50 en 1938, auxquelles s'ajoutaient 20 millions de tonnes importées), presque aucune activité industrielle n'est possible. Moins de dix hauts fourneaux

1. La durée du travail dans l'agriculture n'est pas légalement limitée. On ne peut donc l'accroître.

2. Pour espérer la production supplémentaire nécessaire en quinze ans, par l'accroissement seul de la durée de travail, il faudrait une durée de travail hebdomadaire de 66 heures dans toute l'industrie.

sont à feu sur plus de cent. Il faudrait, pour fabriquer les matériaux nécessaire à la seule reconstruction, de 250 000 à 300 000 tonnes de charbon par mois. On n'a pu en livrer que 30 000 en mars, 75 000 en avril, 25 000 en mai et moins encore en juin, soit, sur quatre mois, 35 000 tonnes en moyenne. A ce taux, il faudra cent cinquante ans pour la reconstruction seule. A ce taux, le reste de la France ne peut travailler ; chaque jour accroît notre déficit économique. Etat de désastre qui fait que le monde entier doute aujourd'hui de la France, état qui menace de chômage une part de notre population ouvrière, de ruine une part égale de nos industries et qui réduit le pays à l'inaction, au moment même où sa tâche devient écrasante. Combien de temps faudra-t-il pour que nous sortions de cette pénurie par nos propres moyens ? Des mois, sinon des années. La France ne peut pas attendre. Il lui faut nécessairement faire usage des importations étrangères pour déclencher le mouvement. Cela exige que l'on agisse de manière à les obtenir. Et cette nécessité doit dominer notre politique extérieure. Il semble que le Gouvernement attache maintenant à la question l'importance qui convient et que nous soyons sur la voie du redressement.

En attendant, ce pays ne doit pas être jugé sur sa situation morale actuelle. Il a trop souffert, il a été et il demeure trop désarticulé. Surtout, les conditions dans lesquelles il vit demeurent démoralisantes. Mais de nombreux indices témoignent, en dépit des apparences, de sa vitalité. Que des conditions normales renaissent, que la nécessité et la récompense du travail réapparaissent, et il donnera l'effort qu'il faut. Le tout est de rétablir ces conditions. Un acte de foi et de volonté est nécessaire. Les vides en hommes pourront sans doute être comblés par la mise au travail des oisifs, dont le rendement, d'abord faible, croîtra dès qu'aura disparu tout espoir de retour à l'oisiveté. De même, dès que nous serons sortis de la pénurie qui nous domine, le nombre des fonctionnaires pourra être considérablement réduit ; ainsi seront rendus disponibles pour une production efficiente beaucoup d'hommes et de femmes aujourd'hui sans rendement. Enfin, au lieu de l'apathie de 1938, on rencontre aujourd'hui dans la jeunesse un goût du risque et des enthousiasmes qui se dispersent, mais qui peuvent se réunir sur l'idée d'un travail constructif. En prenant pour base la France de 1938, on ne fait donc pas une hypothèse trop favorable.

Des chiffres fastidieux qui viennent d'être énoncés, je veux seulement retenir ceci :

Il est très difficile de remettre la France sur pied, économiquement, avant quinze ans ; il est impossible d'admettre un plus long délai. La réalisation en une quinzaine d'années exige de tous un grand travail et du cœur au travail : un accroissement de la durée journalière, là où elle est possible, la remise au travail des oisifs, la diminution du nombre des fonctionnaires, l'importation de main-d'œuvre étrangère ; elle exige surtout des dirigeants de l'Économie, non seulement un travail intense, mais un progrès technique massif. Il faut que cette dernière action soit menée le plus rapidement possible, car le programme nécessaire ne pourrait être exécuté si l'effet de ce progrès était tardif. En outre, les dirigeants ont à exercer un effort vigoureux et large vers l'exportation.

Dans cet effort, le patron et l'ingénieur ont beaucoup à donner ; la façon dont seront conduits les comités d'entreprises, de manière à donner au personnel le sentiment de sa solidarité avec le sort de la maison ; la façon dont seront étudiées les rémunérations, primes au rendement, travail aux pièces, salaires proportionnels, etc ; l'effort qui sera fait partout pour une meilleure orientation professionnelle et une meilleure adaptation des hommes aux tâches qu'on leur confie, par l'usage de la psychotechnique par exemple,

auront une importance majeure ; l'effort fait pour adapter les outillages, les rénover, diminuer la peine des hommes et accroître l'efficience du travail en utilisant l'expérience américaine et, s'il se peut, les ressources des Etats-Unis ; enfin et surtout, les progrès techniques, générateurs d'économies de toutes sortes, réducteurs des prix de revient, promoteurs de l'exportation sont des éléments essentiels de notre redressement.

***

Comment faire pour obtenir de tous un tel effort ? Il ne peut s'agir, simplement, d'encourager les hommes au travail par des paroles, par la presse, par la radio. Propagande nécessaire, encore trop négligée, mais qui certainement ne suffira pas à changer des tendances profondes. En dépit de toutes les déclarations sentimentales, le travail est, dans l'ensemble, une peine. On ne travaille, on ne concentre ses efforts sur une tâche continue, et en fin de compte fatigante, que si la vie vous y force. Le travail a deux moteurs essentiels : la nécessité de vivre et l'ambition — ambition devant soi-même ou devant les autres. Si ces moteurs manquent, il n'y a pas de travail, ou il y a un mauvais rendement du travail. Les procédés tyranniques n'obtiennent point de rendement : on sait que le rendement des esclaves et des prisonniers a toujours été très faible. La première condition d'un bon travail, c'est que la nécessité du travail apparaisse à chacun directe, personnelle. On ne travaille pas parce que le pays a besoin qu'on travaille ; on travaille lorsqu'on sent directement, personnellement, qu'il faut travailler ou qu'on ne grandira pas sans travail. Il est vrai que lorsqu'on sent, personnellement, le travail indispensable, il arrive souvent qu'on y prenne goût. Et l'on prend goût à sa tâche d'autant plus qu'on l'a choisie. Sur ce sentiment se fonde la conscience professionnelle qui, en dépit de maintes apparences passagères, existe encore. Le goût au travail est d'autant plus vif, la conscience professionnelle d'autant plus intense que la nécessité de travailler n'apparaît pas imposée par un homme ou par un groupe d'hommes, qu'elle l'est, ou semble l'être, par la nature des choses, que le choix du travail apparaît plus libre. Car c'est là toute la définition de la liberté. La liberté, ce n'est pas la constatation qu'on n'est pas obligé, c'est la conviction que l'obligation n'est pas le fait des autres, mais celui des choses.

Le travail doit sauver la liberté ; il apparaît ici que la liberté doit sauver le travail. Profitons de ce que la liberté existe encore pour la sauver, par le travail.

La tâche de l'Etat est d'allier et d'harmoniser, d'équilibrer quatre actions :

1° Un programme national fixant les conditions générales et les ordres d'urgence ;

2° La formation par l'Etat d'un sentiment national de la nécessité du travail ;

3° Le maintien de la liberté, c'est-à-dire des initiatives et des choix, toutes les fois où ils sont possibles ;

4° La création ou le rétablissement des responsabilités personnelles, divisées de manière à établir partout l'obligation du travail. Il faut que le problème national de retour à l'existence soit divisé en autant de petites fractions que possible et que chacun sente peser sur ses épaules une responsabilité directe ; sente qu'il ne peut continuer à vivre, ou à maintenir son niveau de vie, ou à améliorer son sort, que s'il travaille. Il faut que, s'il s'incline devant cette nécessité, la liberté la plus grande possible lui soit laissée sur le choix de son activité, sur la nature de son travail ou de son entreprise. Mais il faut aussi que si certains ne comprennent pas cette nécessité — et

il y en a toujours — s'ils demeurent oisifs ou paresseux, la contrainte légale intervienne.

Aussi bien pour le patron que pour l'ouvrier, il sera nécessaire que la vie ne soit pas assurée sans effort ; il sera nécessaire que la concurrence redevienne vigoureuse et efficace ; que la faillite soit effective, c'est-à-dire qu'elle entraîne la ruine du failli ; il sera nécessaire que, grâce à une diminution progressive des droits de douanes, la pression de la concurrence internationale se fasse peu à peu sentir et oblige chacun à ne produire que des biens de classe internationale ; il faudra aussi que le salarié sente une différence considérable entre l'état de travailleur et celui de chômeur volontaire, entre l'état de celui qui produit beaucoup et l'état de celui qui produit peu.

Mais ces sévérités, cette dureté de l'existence ne peuvent être immédiatement imposées : il faut d'abord que le ravitaillement, condition de la force et de la santé du travailleur, fonctionne normalement ; il faut que, du même coup, ait disparu le marché noir démoralisateur, qui dérive les activités productrices vers des activités de pur profit ; il faut qu'un minimum de moyens d'action : énergie, matières premières, soit fourni à l'industrie, que des produits finis soient livrés au commerçant, enfin qu'un crédit bien réparti et bien contrôlé soit offert à tous ceux dont la trésorerie a été absorbée par les mesures sociales des derniers douze mois.

En un mot, la vie redevenue normale, il faudra que, si l'inaction est punie, la production soit encouragée ; et puisque, même parmi ceux qui sont les plus confiants dans la substitution de l'Etat à l'initiative privée, nul ne songe à étatiser toute l'Economie, il faudra que l'initiative privée soit favorisée et honorée. Cela mène à rendre aux dirigeants, lorsqu'ils en sont dignes, tous leurs risques, toutes leurs espérances, en leur laissant tous leurs moyens d'action. Si on limite leurs actes — et il est nécessaire de les limiter — il convient que les limites soient précises ; et que, dans ces limites, ils soient aidés et non gênés ; si on leur fixe des devoirs sociaux (et il est nécessaire de les fixer) il convient que, dans la limite de ces devoirs, on leur rende toute leur autorité. Si on rétablit une faillite sévère et si l'Etat prélève une part des bénéfices, il convient que ce prélèvement ne soit pas décourageant et ne constitue pas une pénalité infligée aux plus habiles et aux plus travailleurs. Ces erreurs seraient graves ; la plus grave est celle qui a jusqu'ici laissé se développer contre les dirigeants de l'Economie, indistinctement, une suspicion générale et ébranlé ce minimum de confiance sans lequel des chefs ne peuvent rien sur ceux dont ils ordonnent les activités. L'incertitude sur les droits, l'excès des prélèvements sur les bénéfices, la suspicion générale étaient, dira-t-on peut-être, de peu de conséquences nationales dans un climat de pénurie où l'action efficace était presque impossible : elle deviendront impardonnables dès que les conditions d'un travail normal seront rétablies. Ici non plus, la France ne pourra plus attendre.

La nation comprendra-t-elle la nécessité de cette politique ? Nos gouvernants pourront-ils la pratiquer ? Je ne sais. Je sais seulement qu'elle est la condition même du redressement de la production nationale.

Pour nous, la vraie guerre commence ; comme en Angleterre, une véritable mobilisation du travail est nécessaire : on ne doit plus voir de ces inutiles qui, dans la journée, encombrent les cafés, les bars ou remplissent les champs de courses. Les femmes qui n'ont point charge d'enfants doivent, elles aussi, travailler, à quelque classe sociale qu'elles appartiennent. Il y a du travail pour toutes. Le choix doit être aussi libre qu'il est possible, mais on ne peut pas choisir l'oisiveté. Lorsque, comme aujourd'hui, la patrie est en danger, il faut que chacun soit en danger. Alors tous, en cherchant à se sauver eux-mêmes, sauveront en même temps la patrie.

*
* *

Ce sont ces actions qu'avant de me préoccuper des aides qui peuvent nous être données, j'évoque, parce que la volonté de s'aider soi-même, la volonté de se dominer soi-même et de triompher de ses propres difficultés est la condition nécessaire de toute autre action. Les secours qui viendront d'ailleurs ne peuvent et ne doivent être que des suppléments ; si c'est sur autrui que l'on compte, on n'est jamais ni un grand homme, ni un grand peuple, ni même un homme, ni même un peuple. Mais si l'on fait soi-même l'effort qu'on doit faire, alors on peut demander de l'aide, on peut même l'exiger et l'obtenir. C'est donc dans l'hypothèse d'un grand effort français que je vais maintenant examiner, rapidement, comment nous pourrons être aidés par des secours extérieurs.

Nous pouvons d'abord espérer des crédits. Ces crédits sont même indispensables pour les premières années où nos moyens d'action, stocks, outillage, ne nous permettront pas d'obtenir de notre production un rendement suffisant. Mais de tels crédits, dont la durée ne peut guère dépasser une génération, ne sont que des déplacements de charges, aggravées d'un intérêt. Aussi, si nous ne voulons pas écraser sous les remboursements les années lointaines du programme, ces crédits doivent-ils être limités au strict minimum. Ceci veut dire que le développement de nos exportations est primordial et doit être repris aussi vite que possible, avec ce qui nous reste d'outillage.

Les crédits nous aideront à rétablir une alimentation normale, à faire disparaître le marché noir, à compléter et à rénover notre premier outillage, à refaire nos premiers stocks ; mais ils ne diminueront pas l'effort qui nous incombe. La charge imposée au revenu national ne sera pas atténuée par ce moyen.

On peut envisager aussi que les travaux de reconstruction et les autres soient allégés, soit par l'importation des travailleurs étrangers que j'ai montrée être indispensable, soit par celle de produits bruts, demi-finis ou finis. La main-d'œuvre étrangère peut être constituée par des prisonniers de guerre ou par des volontaires. On verrait avantage à utiliser pour ces tâches des prisonniers allemands ; mais sans doute l'état de l'opinion mondiale s'opposera à ce que l'emploi de ces prisonniers dure longtemps après la fin de la guerre. Dans ce sens joueront, en effet, la situation de l'Allemagne, le souci des occupants d'y maintenir l'ordre et même d'en assurer la prospérité pour des raisons à la fois politiques et économiques, l'oubli rapide des atrocités commises et l'effet d'une propagande fondée sur la misère et la faiblesse du pays vaincu. Tout en s'efforçant d'obtenir la plus grande masse possible d'ouvriers et de les conserver au moins un temps égal à la détention subie par les nôtres, il ne faut pas trop compter sur un succès complet.

Il convient donc de songer dès maintenant aux importations volontaires d'ouvriers étrangers. Elle ne se fera pas non plus sans difficultés. En dehors des Belges, les hommes les plus efficients et les plus disposés à s'expatrier sont les Baltes (Lithuaniens, Lettons, Esthoniens) et les Slaves (Yougoslaves, Tchèques, Polonais). Ces peuples sont tous actuellement sous l'influence russe. Les immenses travaux de reconstruction de l'Est, qui dépassent encore de beaucoup les nôtres, décideront vraisemblablement l'U.R.S.S. à réglementer étroitement l'expatriation. Cette ressource est donc aléatoire. Par ailleurs, les Piémontais, les Basques et les Catalans sont un bon recrutement pour les pays du Midi. Un dosage devrait être tenté en même temps

qu'un contrôle de la qualité humaine devrait être établi. Mais il y a là plus qu'une décision à prendre : il y a une immense tâche d'administration, de législation et de négociations à mettre sur pied.

L'immigration est un des problèmes centraux pour le Gouvernement, d'autant plus difficile qu'il ne doit pas être traité seulement en vue de la reconstruction matérielle, mais dans l'esprit plus large d'une préparation à la reconstitution d'une démographie française. Le rôle des hommes privés est seulement de bien accueillir les immigrants et de les aider à accepter les méthodes de travail françaises et à s'assimiler.

Comme nous l'avons vu, l'immigration réduira la quantité de travail à exécuter par les Français ; elle ne soulagera que partiellement les consommateurs, puisqu'une partie du revenu créé par les immigrés sera consommé par eux-mêmes. La nourriture de ces habitants supplémentaires exigera un effort agricole, qui s'ajoutera à celui que rend nécessaire, dans l'agriculture, le développement de nos exportations.

Enfin, il doit être possible de substituer à du travail français des importations de matières premières ou de certains produits finis. Mais les importations devront être payées, soit au comptant, soit avec un certain crédit. Cela veut dire que ces importations se borneront à substituer à du travail direct un travail égal, mais indirect, incorporé dans les exportations destinées à les payer. Ce sera là une facilité ; mais ce ne sera guère un allègement de la charge financière, ni du travail national. Seules les restitutions et les prestations de réparations de l'Axe diminueront nettement, sur les deux plans, notre charge.

Quelle pourra être leur importance ? La France soutiendra certainement que l'élémentaire équité exige au moins la restitution de l'équivalent des prestations imposées et des prélèvements effectués par l'Allemagne au cours de l'occupation, en même temps que la réparation d'une part notable des destructions nationales. Mais ici encore, on se trouvera en face d'une capacité réduite de l'Allemagne, de demandes simultanées de tous les pays envahis et bombardés, et de l'invraisemblable faculté d'oubli des peuples. Il faut donc penser qu'en dépit de tous les efforts, ces prestations ne couvriront qu'une faible part de nos besoins. Il convient, en tous cas, de s'efforcer de les accumuler dans les premiers temps, où elles seront psychologiquement possibles.

***

Ainsi l'examen général de l'ensemble de la question ne nous promet, à vrai dire, comme secours notable et durable, que ce que pourrait nous donner l'immigration de travailleurs étrangers, obligés ou volontaires, et les restitutions allemandes. Ce secours peut être important : il ne changera pas profondément l'ordre de grandeur de l'effort que nous aurons à fournir. Il suppose que nous ayons totalement acquis la confiance de nos alliés et que nous les ayons convaincus de la nécessité de notre relèvement, ce qui n'est pas impossible ; il suppose, en tous cas, que nous ayons entrepris avec assez de cœur notre tâche pour que le monde estime notre effort, voie en nous une force utile de demain et tâche lui-même à en hâter l'éclosion ; si important qu'il soit, ce secours ne nous dispensera pas d'une longue période d'infériorité économique et de vie difficile.

Pendant quinze ans, nous serons un pays pauvre, gêne, obligé à une tâche ingrate, un pays où l'existence sera pénible, où l'aigreur montera entre les hommes et entre les classes, où la vie politique sera heurtée et douloureuse.

Il est clair, par exemple, que le retour au travail de 8 heures par jour paraîtra à tous une pénible obligation. Il n'est pas nécessaire seulement parce que cette durée de travail accroîtra de près de 20 p. 100 la productivité, compensera ainsi une partie de notre insuffisance de revenu national et ramènera à une quinzaine d'années la durée de la reconstitution ; c'est parce qu'il n'est pas possible de travailler moins que les autres pays du monde quand on est plus pauvre, plus mal outillé, moins ardent qu'ils ne le sont dans la défense et la conquête pacifique.

Mais il est clair aussi qu'un effort, moralement et physiquement plus pénible, doit être accompli par les travailleurs intellectuels, plus grand encore par les entrepreneurs, qui doivent reprendre leurs initiatives perdues, connaître à nouveau le risque dans la marche à corps perdu vers le progrès. La charge de reconstitution sera trop lourde encore, en dépit du travail de 48 heures par semaine, si des progrès techniques massifs ne sont pas accomplis, si tout n'est pas fait pour dépasser largement le rendement de 1939 : transformation de l'outillage, rationalisation volontaire des entreprises, procédés nouveaux de formation des travailleurs et des cadres, tout doit être mis en œuvre, et rien de tout cela n'est aisé.

Pour tous, la vie sera à la fois fatigante et difficile. Elle sera pourtant moins dure qu'on ne le pense. Une telle vie est pénible quand rien ne fait espérer qu'on en sortira ; mais ici, il s'agit d'aller d'une façon continue vers le mieux. Il s'agit de refaire une France où, la tâche de reconstruction accomplie, la vie sera pour tous plus large et plus belle, dans le travail et dans la force.

Je me souviens d'avoir vu à Moscou, en 1935, des masses d'hommes pressées autour d'immenses affiches annonçant que, dans dix ans, chaque famille aurait une chambre pour elle seule. Ces gens, qui vivaient entassés à six ou dix dans la même pièce, avec un robinet et un seul réchaud pour deux ou trois familles, manifestaient une joie profonde à savourer cet espoir, qui d'ailleurs ne s'est pas réalisé, la guerre étant survenue. Nous sommes loin d'être aujourd'hui dans une situation aussi tragique ; mais nous pouvons tous avoir, par la reconstitution de ce pays, un magnifique espoir de bien-être, de force et de fierté. Ferons-nous moins dans la liberté que les Russes n'ont fait, sous une autorité qui a longtemps été tyrannique et qui l'est peut-être encore ? Serons-nous un peuple définitivement avili, sans ressort et sans volonté ? Attendrons-nous que l'Etat se charge, non seulement de ce qui le concerne : les programmes, l'ordre dans les programmes, les conditions générales à satisfaire pour que les villes rétablies soient plus saines et plus commodes, les usines mieux réparties et mieux outillées, les maisons mieux adaptées aux conditions nécessaires d'hygiène ; mais que l'Etat se charge encore de toute la production, de toute la répartition, des achats et des ventes, du travail attribué à chacun, et nous prive, non seulement de ce qui peut et doit subsister de liberté économique, mais encore de toutes les autres libertés ? Car il s'agit ici de salut public, d'un salut qui ne peut être obtenu que par le travail et la volonté, par la recherche, par l'audace, en un mot par tous les courages.

La France et les Français doivent gagner en même temps, une fois de plus, leur vie et leur liberté : sachons que nous avons à les gagner, et nous les gagnerons.

AUGUSTE DETŒUF

SAINT TROPEZ, martyr

Parfois, un pêcheur de Sainte-Maxime, le voyant passer le long des barques en éternel radoub, avec son bidon de lait, son pain, ses yeux craintifs, son pas de chèvre, l'appelait « saint Tropez », en manière de dérision. De vindicte aussi contre la Saint-Tropez jalousée, l'ancienne cité corsaire qui, de l'autre côté du golfe des Maures, devenue ville de plaisir, montrait ses boîtes de nuit, ses tartanes, et, la guerre venue, raflait tout le poisson. Mais ce faisant, le pêcheur de petite marine rendait sans le savoir hommage à de la graine de saint. Car Tropez, ainsi baptisé du nom de son patron, comme la cité corsaire elle-même, n'avait déjà rien à envier à la candeur des bienheureux. Cependant, Tropez s'appelait également Sauveur-Baptiste, Tropez-Sauveur, Baptiste Jaume, et n'aimait pas être béatifié en sa qualité de Tropez. Cela sentait le sacrilège. Non que Tropez remplît ses devoirs de chrétien, mais l'histoire du martyr à la tête coupée qui, entre le coq et le chien, était venu jadis aborder près du cap Saint-Pierre, hantait toujours son imagination prompte aux délires. Mieux valait, de toute façon, et qu'on y crût on non, ne pas plaisanter autour du Décapité, dont l'effigie ornait la mitre des garde-saints de la Bravade, la fête patronale tropézienne, et sautait aux coups de mine de leurs tromblons assourdissants.

Tropez s'abstenait donc de répondre aux lazzis, et, son bidon de lait vide à la main, évitant aussi les joueurs de boules de la plage, reprenait la route du bord de mer qui le ramenait à sa petite campagne des Mûres. On se retrouvait entre frères, sur la côte pauvre de pinède, de sable et d'algues rendue par la guerre à sa vérité. Vers la Pointe, Tropez croisait les maçons qui quittaient à cette heure-là leurs chantiers, et qui, sur leurs vélos rouillés par l'air marin, flottaient dans le mistral, comme des feuilles mortes. Les pieds nus, Tropez se sentait, lui aussi, si léger, sous son pantalon de toile sans genoux, que parfois il avait du mal à doubler, contre le mistral, le coude de la pointe. Certes, Tropez n'avait jamais été gras. Il avait toujours eu, avec ses yeux craintifs, couleur de châtaigne, une légèreté de chèvre. Mais il n'en avait pas moins maigri de douze livres depuis 40 : à peu près tout son poids de chair. Le charpentier qui s'était pesé en même temps que lui, entre deux cageots de choux-fleurs — on en était écœuré, de choux-fleurs — le charpentier, noueux comme un olivier, et qui avait perdu, lui, ses quarante livres, était tombé de faiblesse sur cette même route, quelques jours à peine plus tôt, et il avait fini dans le fossé. Depuis ce jour-là, Tropez avait renoncé à son entreprise de défonçage pour le potager d'un voisin. Vingt fois, en soulevant la pioche pour frapper la roche jaune du dessous, il avait senti son cœur rompre, et, bouche ouverte, il

était resté à court de souffle. Bonne leçon, car il ne voulait pas mourir, bien qu'il fût seul au monde, et, passant devant le lieu funeste où achevait de brûler un feu de mimosas, il entamait son pain, afin de survivre au fantôme du charpentier.

Quand finirait la guerre ? La vache de Tropez maigrissait, elle aussi. Attachée au coin de la maison, débris de bergerie qui dominait le golfe sous un bouquet de chênes-liège, elle avait flairé l'approche de son maître, et, sans le voir encore, elle meuglait. Encore la faim. Car la sécheresse dévastait le pays. S'il ne pleuvait pas, ce serait, même avant le temps des incendies de pins, la ruine des jardins, de l'herbe. Cependant, la vache de Tropez n'était pas, comme celle de Bruno, le charbonnier italien du col de Bartole, une vache trop belle pour le pays, incapable de se nourrir sur un sol aussi misérable. Bruno avait péché par orgueil. Menue et efflanquée comme son maître, la vache de Tropez n'avait donc pas besoin de prairies grasses, mais elle ne donnait qu'un lait avare, à la mesure de sa chair. Dieu voulût au moins qu'elle le donnât jusqu'à la fin de la guerre et de son souci. Car Tropez vivait de la vente de son lait aux bourgeois de Sainte-Maxime, et, pour le reste, de ses trois poules et de ses lapins. Mais, depuis quelque temps, la vache s'était mise à dépérir, comme les gens. Il lui faudrait, pour la sauver, le foin du bout du pré que Tropez avait loué près de la mer, face au clocher de Saint-Tropez.

La pluie viendrait-elle, ou ne viendrait-elle pas, achevant la misère, y aurait-il ou n'y aurait-il pas d'eau pour le potager conquis sur les pins, de vert pour la vache et pour les lapins, telle était la préoccupation de Tropez, le motif, le cycle de ses angoisses. Sinon, il eût connu une satisfaction inespérée. Il avait fallu en effet la guerre pour rendre le pays aux siens, le nettoyer de l'étranger. Les pêcheurs maximois avaient beau l'appeler « saint Tropez » au passage, Tropez n'était certes pas un saint, ou, du moins, pas encore. Mais, n'ayant jamais trafiqué avec l'estivant, il n'avait aucune raison de le regretter. Bien au contraire, dans les nuits d'août, où sa fenêtre, toujours ouverte, ne cessait de flamber sous les phares des voitures, les bouquets des feux d'artifice, et où la brise d'est lui apportait les musiques nègres, il maudissait ces fêtes de perdition, et se prenait à souhaiter qu'une tempête les balayât, elles et leur bruit. « Que seulement la mode change, il n'en faudra pas davantage », lui disait sagement son cousin Ange, le pêcheur, lequel, d'ailleurs, souhaitait bien qu'il n'en fût rien. Mais les étés se succédaient, et la mode ne changeait pas. Les femmes devenaient plus nues. Les musiciens semblaient plus fous. Ne nous y trompons pas, nous qui avions cru à la métamorphose de ce pays en un Montparnasse d'été : ils étaient nombre d'hommes comme Tropez, d'un naturel trop bon enfant pour laisser voir leur blâme, mais qui attendaient la fin des temps, dans l'espoir de retrouver leur lac de Tibériade. La fin des temps était venue avec la guerre, qui avait à peu près balayé l'étranger et rendu le pays à la pureté de la mer et des arbres.

Mais pour la mer, bien qu'il passât des journées à son bord, Tropez en avait une idée craintive. Et Ange, son cousin, malgré son métier de pêcheur, l'entretenait dans cette crainte. Sans doute, commençait-il à soupçonner Tropez, pour lui laisser croire qu'il ne sortait pas, et garder ainsi son poisson pour le marché noir. Pour peu que le mistral soufflât, avec ses risées d'un bleu dur, et surtout par ce temps de pirates, mieux valait, à entendre Ange, ne pas s'aventurer plus loin que les balises. Aussi ne risquait-on pas de voir jamais une escadre affronter la côte du golfe. A plus forte mison, y tenter un débarquement. De toute l'étendue de la Méditerranée, c'était le seul point à l'abri d'une tentative par mer. La montagne des Maures,

la Colline, comme disent les gens du pays, avec son maquis, sa pinède et ses taillis de mimosas, s'élevait presque droit des plages. Nulle plaine pour recevoir les tanks et les convois, et les mener vers l'intérieur. Aurait-on conçu qu'une armée s'engageât dans la route de col de la Garde-Freinet et les lacets de sa châtaigneraie ? On n'était plus au temps des Maures. Aussi avait-on bien ri dans la micheline du bord de mer qui emmenait un jour Tropez et Ange vers Saint-Raphaël, lorsque le pêcheur de moules, montrant deux ou trois barques par le travers de La Nartelle, avait galégé, pour distraire les gens de leurs pensées J3 ou lettre D :

— Les Américains ! Tu les vois ?

Les Américains ? Ils choisiraient pour débarquer un autre endroit que la plage de La Nartelle. Un peu d'huile plutôt ! avaient aussitôt réclamé les femmes aux couffins. Comment se faisait-il qu'on manquât d'huile et de vin dans le pays ? Manquait-on d'aiguilles de pin pour les litières ? Pas la peine d'avoir l'olive et le raisin ! Quant à La Nartelle, elle chauffait ses villas roses au soleil. Des poules blanches picoraient. La Nartelle était le coin tranquille. La micheline avait poursuivi le long de la mer, classes confondues, sa course commencée à la gare aux soucis de Saint-Tropez. Les étrangers restés, ayant adopté le pays pour lui-même, n'en troublaient pas, en effet, la nouvelle intimité. Certes, les femmes portaient encore le short, mais la rareté des tissus leur créait une excuse. Et, elles aussi, elles traînaient bravement leurs couffins chargés d'artichauts, de fenouil, de pêches de Fréjus, et faisaient les queues jacassantes. Plus une voiture, en tout cas, sur la route qui jouait avec la voie de la micheline et les plages abandonnées. On avait appris la patience. Quelquefois, à La Foux, on attendait des heures la correspondance de Toulon, le temps d'y admirer les plus beaux pins parasol, les centenaires de la Côte, qu'avant la guerre, le corso des étés ne laissait voir ni jour, ni nuit.

Ainsi allait la vie, avec son « ravitaillement », ses tickets, ses travaux. Tropez bêchait son potager dans la clairière, paissait sa vache. Puis il montait dans la Colline faire du bois, et, après les grands coups de mistral, remplir les sacs de « pignes », les pommes de pin qu'il allait vendre avec son lait. Tropez reprochait au régime le vol de son fusil de chasse. Trop soumis, il l'avait, en effet, porté à la gendarmerie le jour fixé par les journaux.

— Tu ne le reverras pas. Il est pour les Boches, lui avait assuré pardessus le marché le charbonnier Bruno.

— Tu crois ?

— Puisque je te le dis ! Je les connais, les Boches, moi.

Le remords supplémentaire d'avoir armé, ne fût-ce qu'un garde-voie ennemi, hantait depuis lors la conscience de Tropez. Pour sa part, il en était réduit maintenant à chasser au furet — un voisin lui prêtait la bête — les lapins qui venaient jusqu'aux potagers. Damnés lapins de la Colline, ils trouvaient toujours à se nourrir, tandis que ceux de Tropez menaçaient de mourir s'il n'allait pas à l'herbe ! Enfin, la guerre finirait tout de même un jour dans les pays dont Tropez, frissonnant, pour peu que soufflât le vent humide d'est, imaginait les éternelles pluies. Est ou nord, c'était la patrie de la guerre.

*
* *

Un soir tiède et lourd, Tropez faisait son herbe le long du talus de la voie suivie maintenant par le « train des pignes », le vieux train ressuscité par la misère de mazout, lorsque passèrent dans son dos, avec un souffle saisissant, deux motocyclistes en armes, dont les plumes volaient au vent.

— Les Italiens ! cria le cantonnier, cloué sur place avec son balai languissant.

La radio d'Ange avait bien dit que les Italiens arriveraient, à présent que l'armistice était rompu, et que la Côte serait occupée comme le reste de la France. Le lendemain, dans la rue de Sainte-Maxime, Tropez, avec son bidon de lait vide, tombait, en effet, sur un régiment de cavalerie, qui paraissait venir des Sardinaux. Mais il fit un détour, pour ne pas avoir l'air de regarder des gens qui avaient frappé les nôtres dans le dos. Ils auraient pu se souvenir qu'Ange était allé les aider, en 17, lorsque les chosses allaient si mal chez eux. D'ailleurs, quels cavaliers ! Au lieu de selles, ils avaient des peaux de mouton, des équipements de misère. Ils sautaient à terre, tout poudreux, et laissaient pisser leurs bêtes au poil bourru, qui ressemblaient à des mulets.

— Ils arrivent de la Dalmatie, expliqua quelqu'un, dans l'odeur d'urine chaude et de poussière.

Les pêcheurs avaient interrompu leur éternelle peinture de coques. Pour eux, pas plus que pour Tropez, la Dalmatie ne représentait rien. Tout juste quelque éloignement majeur, par delà Vintimille.

— Ils ne sont pas fiers, en tout cas.

— Penses-tu ! ce sont des types comme nous.

— Et qui en ont assez, eux aussi, de la guerre, acheva le douanier présent.

Le douanier ne croyait pas si bien dire. Les cavaliers verts, démontés, regardaient, avec l'air de s'excuser d'être là. Il faisait meilleur que là-bas, où les indigènes les tuaient par paquets, dans leurs embuscades. Certains s'enhardissaient pourtant, et, sachant qu'ils avaient des compatriotes dans le pays, adressaient la parole aux filles. Le soir, faute d'avoir osé réquisitionner les remises, le régiment laissait ses chevaux dormir sous leur sueur et risquer la mort dans les brouillards du Préconil.

Deux jours après, c'étaient les alpins à plume noire qui arrivaient, sans musiques, unité de 1914 avec son train régimentaire de mulets.

— J'y ai retrouvé un de mes cousins de Cunéo, annonçait Bruno, le charbonnier, qui, avant de déserter l'Italie mussolinienne, avait servi, lui aussi, sous la plume noire.

Tropez fut invité à manger la polenta avec le cousin de Cunéo. Il n'y avait rien à dire : c'était la famille. L'alpin, maçon de son métier, las de courir de l'Erythrée à l'Albanie, et d'y risquer le poil, n'attendait que la fin de la guerre pour rentrer chez lui, et retrouver sa truelle. Pût un jour Mussolini en prendre un bon coup, lui et sa bande ! Ensuite viendrait le tour d'Hitler. A entendre le Piémontais, seuls les officiers du régiment étaient fascistes. Cependant, tant que durait la guerre, et même dans ce pays de cousinage, le soldat était bien forcé de travailler, ou, tout au moins, d'en avoir l'air. Des Germains déguisés sous le feutre empenné rôdaient, pour surveiller le régiment.

La semaine suivante, l'homme de Cunéo maçonnait une chicane de grosses pierres à la hauteur des Saladelles. Obligé de tourner dans la chicane, avec un air de chien de cirque, Tropez grognait. Imbécillité de la guerre ! Au lieu de bâtir des maisons dans sa montagne de Cunéo, l'Italien gâchait temps et ciment pour finir d'abîmer la belle route française et pour brimer les gens .Il y avait aussi de la jalousie : les mangeurs de châtaignes de l'autre côté de la frontière ne pardonnaient pas aux Français leur bien-être.

Plus loin, vers l'usine des torpilles, d'autres alpins avaient de même creusé un abri pour canon antichars, tourné vers le blanc vaisseau abandonné de « Latitude 43 ». Interrogé, leur capitaine avait répondu que la pièce était destinée à arrêter les Américains, mais que, pour sa part, il

aurait alors pris le large. Aucun danger, pensait Tropez. Comment les Américains seraient-ils venus se perdre à Saint-Tropez ? Tout cela n'était que prétexte à occuper des fainéants. Cependant, les alpins italiens, au chant de « Vincere... », dont ils avaient sournoisement fait « Vivere... », terrassaient, maçonnaient, abattaient, et, sur les terres du bord de mer, avec accompagnement de plaisanteries, accrochaient des panneaux à tête de mort. « Attention aux mines ! » Des mines, à présent, mais pourquoi ? Pour empêcher les gens d'aller couper leur herbe, la saison venue, et pour mettre plus de misère ? Les plumes noires déroulaient le long des plages et des calanques leurs vieux réseaux de barbelés, retour eux aussi de Dalmatie. Tropez ne pouvait pas voir sans souffrir pareille débauche de fil de fer, lui qui cherchait en vain quelques mètres de grillage pour sauver ses poules des matelots pillards de l'hôpital du Golf-Hôtel, une pègre de Siciliens.

— Pas la peine que tu te fatigues ! jetait-il avec humeur à l'homme à la plume noire, en train de planter ses piquets et de tendre ses réseaux rouillés au pied du talus. La mer se chargera de te les enlever !

— Et après ? Bravo, la mer ! riait l'alpin.

Soulevée par la tempête d'est, la mer chassait, en effet, ses embruns sur la route, ses lames et ses paquets d'algues, et le réseau des barbelés, piquets et fil, irait se promener au diable. On ne fait pas la mer prisonnière. Pourquoi donc gaver ces paresseux de pâtes et de riz, alors que les gens du pays ne trouvaient plus rien dans les boutiques ? La tête de Tropez n'était plus qu'interrogations, auxquelles Ange lui-même était embarrassé de répondre.

La guerre était pourtant aussi lointaine que jamais. Pour le pays, l'été de feu allait en déchaîner une autre : la guerre contre les incendies de forêts, si dangereux avec des sous-bois broussailleux comme l'étaient ceux de la Colline, et qui, dans les années funestes, ravageaient Maures et Estérel. Or il était écrit que l'année 43 serait une année de misère. Un jour, en effet, Tropez fut appelé par le tocsin, avec ceux des Mûres et de Guerrevieille. Si le mistral ne tombait pas dans la journée — et, depuis trois grands jours, il soufflait comme un forcené, chassant vers une mer bleu noir une brume jaune, un soleil de fin de monde — le feu atteindrait le bord de mer avant la nuit. Il faudrait alors évacuer par barques gens et bêtes, ainsi qu'on l'avait vu jadis. Depuis trois nuits déjà, Tropez suivait, sur les nids d'aigle de Gassin et de Ramatuelle, la lueur rougeâtre des fronts de feu en marche vers la mer, et il s'attendait à l'alarme. Il fit donc rentrer sa vache à l'étable — pourvu qu'elle n'y fût pas surprise par les flammes ! — et, armé d'une forte branche à battre les foyers, il monta vers Bartole, où un gendarme français recevait les volontaires et les distribuait entre les secteurs menacés.

Peut-être y avait-il eu une imprudence de la part de Bruno, le charbonnier. Lentement refoulé par le feu vers sa tente, il luttait seul, auprès de son chantier.

— Qui l'a mis ? lui demandait en vain Tropez.

— Ceux qui y avaient un intérêt, peut-être, insinuait, avec un air plein de sous-entendus, un berger de l'équipe de sauveteurs.

Le charbonnier se défendait à coups de branche :

— Et les avions, qu'est-ce que tu en fais ? Pourquoi tournent-ils toutes les nuits, les avions ?

Cependant, les alpins italiens campés dans la colline étaient montés à la rescousse, et, lâchant leurs fusils pour des branches, bataillaient auprès de Tropez avec une ardeur jamais vue. Ils retrouvaient enfin la vraie peine de l'homme. Après leur combat pied à pied contre le feu rampant, dans l'haleine du feu volant, porté de pin en pin par les « pignes » enflammées

et leurs grenades incendiaires, il n'aurait plus fallu dire à Tropez du mal des plumes noires. Du moins de ceux qui campaient vers Bartole. C'étaient des frères. Jusqu'à la chute providentielle du mistral, ils avaient lutté auprès de ceux des Mûres et de Guerrevieille, et pour préserver un pays qui n'était pas le leur. Même l'un d'eux, un capitaine, avait été tué par le feu, comme le cantonnier de Saint-Aygulf. Et Tropez, en considération de pareil service, pardonnait presque à leurs compatriotes, les matelots siciliens de l'hôpital, d'avoir fini par lui voler ses poules.

Le régiment des plumes noires n'aspirait d'ailleurs qu'à la paix. Celle-ci sembla miraculeusement descendre une nuit, une nuit d'étoiles, sur le pays sauvé du feu. Comment ? le phare du cap Camarat, jusque-là éteint par le black-out de la défense, clignait comme aux beaux jours, par-dessus l'épaule de Sainte-Anne ? Tropez n'en croyait pas ses yeux. Répondant au grelot des troupeaux de la mer — tressaillement des filets invisibles — un chant à la Tino Rossi, une musique de guitares suivait le rivage endormi, avec un roulement de caravane.

— Ce sont les Italiens qui s'en vont !

— Ils partent ?

— Mussolini est renversé !

Les volets s'entr'ouvraient, échangeant leurs voix de onze novembre. Bonne mère ! Tropez courut, pour voir tout juste la dernière des voitures régimentaires — modèle 1874, il les connaissait bien, avec leurs bâches, leurs mulets — ses chanteurs napolitains et ses joueurs de guitare défiler vers la Pointe. Le lendemain, quelle frairie ! Oubliés, l'oignon, le pain gluant, et les tomates, et les courgettes perpétuelles. Pour fêter la chute du dictateur et la fin de la guerre, le régiment parti vers ses foyers et les oliviers de la paix avait distribué les restes de ses deux vaches et de ses chèvres. Et tout le monde, aux Mûres, fit ripaille, pour une fois.

— Mange, « saint Tropez » !

Tropez, rongeant son os de chèvre, à la manière des chiens maigres, était trop occupé pour protester contre son saint nom. La faim l'avait réduit à rien. Un peu plus, et, Ange avait raison, on aurait vu au travers. Des ermites et des saints, Tropez Jaume aurait eu au moins la maigreur. Mais la guerre n'était-elle pas près de finir ? Tropez redeviendrait alors un homme, et personne n'irait rejoindre le fantôme du charpentier.

***

— Il paraît qu'ils sont revenus ?

— Oui. Vers deux heures. Vous ne les avez pas entendus ?

Tropez, lui qui disait ne pas dormir, n'avait donc pas entendu le retour des voitures italiennes ? Les femmes, sorties de bonne heure pour l'herbe, s'en étonnaient. Mais tout le monde savait la nouvelle ! Les alpins étaient tombés à la frontière sur quelques Allemands qui leur avaient fait faire demi-tour. Tout simplement. Ils étaient donc remontés vers Grimaud. La guerre n'était pas finie, pas plus que le malheur pour les pauvres gens.

Dans les clapiers, faute de vert, les lapins se mirent à mourir comme ils savent le faire. Tropez fut parmi les plus éprouvés. Il fallait bien qu'un saint montrât comment souffrir. La belle lapine des Flandres, dont une de ses clientes lui avait fait cadeau le premier été de la guerre, et qui avait déjà perdu tous ses petits, s'en allait à son tour. Sous son poil terne, ses flancs creux battaient à coups profonds. Tropez, ne pouvant plus en endurer la vue,

songeait à l'achever. Un soir qu'il revenait de Sainte-Maxime, où il était allé conduire un charreton de bois de bruyère et demander au pharmacien une drogue contre le mal, il fut surpris, peu avant le tournant de la Pointe, par un grondement qui faisait retentir tout le bord de mer.

— Gare-toi, vieux ! Tu les as dessus ! lui jeta le conducteur d'une camionnette qui arrivait dans le même sens que le tonnerre et qui, fuyant pleins gaz, bâches au vent, et à grand tintamarre, semblait sonner l'approche de quelque monstre.

Tropez ne pouvait pas se garer davantage. Déjà, il avait mis la roue de son charreton dans le fossé. Mais il eut cette fois la sensation qu'il s'agissait de quelque chose d'inhumain, qui passerait sur son pauvre corps et le laisserait là, comme une grenouille écrasée. Abandonnant alors son charreton, il grimpa le talus. Il était temps. Serrant le virage, un char Tigre passait, gueule de canon menaçant le ciel, ses garçons à képi noir debout. A peine venait-il de tourner, avec son échappement de mazout, son fracas de chaînes, son tonnerre, qu'un autre grondement montait, une autre vague : d'autres Tigres pareils, dont la file foulait le rivage, étouffait le halètement éperdu, le cri du Train des Pignes implorant pour sa Côte.

— Tu les as vus ? fit une voix. C'est le moment de nous montrer si tu es un saint !

Le temps des saints et des martyrs était venu pour le pays jusqu'alors épargné. Mais Tropez Jaume ne croyait pas encore à ses voix. Ni son bras débile, ni sa prière n'eussent suffi à défendre la terre envahie. Les hommes au képi noir étaient évidemment, ainsi qu'il l'avait pressenti, d'une espèce inhumaine. Qu'il était loin, le temps des cavaliers timides et des maçons aux plumes d'aigle ! Les képis noirs regardaient le golfe et la Colline, comme ils l'avaient sans doute fait des plaines d'Afrique, pour les écraser au moindre sursaut. On sentait qu'ils n'avaient plus nulle possibilité de descendre de leurs machines car, s'ils s'étaient trouvés au sol, ils n'auraient plus su que faire de leurs corps, faits pour fouler, martyriser hommes et terres sous leurs roues. Déjà, sur leur passage, la route était creusée et mordue dans sa chair, et tremblait jusqu'aux pins parasol de La Foux.

Les jours suivants, pour la première fois, Tropez se prit à penser à son saint patron, qui avait été battu de verges, roué, jeté aux bêtes pour sa foi, décapité enfin, et conduit par l'ange de Dieu au rivage du cap Saint-Pierre. Il en portait le nom, et pareil baptême l'engageait. D'ailleurs n'avait-il pas commencé à souffrir ? La voix qui lui avait demandé de faire ses preuves était peut-être le premier appel de son destin. Un soir, il enferma sa vache — il n'avait plus de précautions à prendre pour ses poules ni ses lapins — et il monta dans la Colline voir Bruno. Mais jamais il ne lui eût confié ses pensées. Le charbonnier non plus n'imaginait plus que malheur, mais sans entrevoir le ciel des martyrs. A côté des charistes noirs, que pesaient même les fascistes à plume blanche, les officiers du régiment d'alpins ?

— On les regrettera, les Italiens ! répétait-il, pensant à son cousin de Cuneo, dont le sort le préoccupait.

— Peut-être que je te demanderai de venir avec toi ? lui fit Tropez, saisi tout à coup par la peur de la solitude.

Les saints eux-mêmes n'eurent-ils pas leur jour de doute ?

— Tu sais qu'il y a toujours de la place pour toi, se contenta de répondre le charbonnier, sans remarquer la défaillance.

Il y avait en effet de la place sous la tente toujours tendue contre le vent et le malheur. La Colline semblait à l'abri des méchants. Mais Tropez avait désormais son calvaire.

Une nouvelle loi régnait, rude et rauque. Plus de romances napolitaines. Le pas ferré, l'aboi des airs de marche germaniques. Menant sa vache le long des chemins détournés, dans la peur, Tropez voyait passer les nouveaux prisonniers. Fusil jeté, plume arrachée, un geste avait suffi pour faire du conquérant d'hier un captif. Et maintenant, pelle à l'épaule, l'alpin débraillé précédait son gardien tudesque. Tropez, cependant, ne comprenait pas. Comment les Italiens pouvaient-ils être prisonniers des Allemands, puisqu'ils ne leur avaient pas fait la guerre ? La corvée d'alpins déplumés vint un jour s'installer derrière sa maison et, capotes accrochées au mur de l'étable, sous la garde d'un vieux Saxon de l'autre guerre, se mit à abattre des pins, à creuser un fossé. Le feldwebel ganté donnait deux ou trois coups de bêche, après quoi il rendait l'outil aux esclaves. Si Tropez avait connu la langue des vainqueurs, il aurait entendu le feldwebel soupirer : « Blaue Tag », un jour, un autre jour de bon temps, de loisir, à paresser sous le couvert. Un autre jour de grâce pour ceux qui revenaient du front de l'est et qui voulaient doublement vivre, maintenant qu'ils respiraient la bruyère blanche, les mimosas en fleurs et l'air balsamique des pins. Mais Tropez voyait leur œuvre de destructeurs et les arbres martyrs. Pourquoi abattre les beaux pins qui s'élançaient près de son toit et qu'il avait élagués de ses mains pour éclairer le potager ? Tropez était sensible à leur sveltesse, à leur frémissement givré au premier souffle du mistral. Pourquoi ces destructions stupides ? Pour rien, pour s'amuser, les soldats entaillaient au passage un jeune pin, dont la blessure commençait aussitôt à saigner, et où Tropez voyait parfois, images de délire, des corps humains muets et torturés. Ainsi s'organisaient à son insu les motifs de son mythe.

Ange fournissait néanmoins les raisons humaines. Une volonté supérieure venait de s'emparer du pays, et, selon lui, elle allait soumettre celui-ci à la dévastation, sol et hommes, afin d'y instituer une perpétuelle prison. Les Allemands voulaient isoler à jamais l'Europe. Ainsi, jamais plus des bateaux n'arriveraient d'ailleurs. On n'entendrait jamais plus, par vent d'est, leurs sirènes au large du cap Saint-Pierre ou des Sardinaux.

— Nous allons la connaître, la botte, répétait Ange. Et pour longtemps, si les autres ne se pressent pas. Les Boches vont faire un mur de béton du cap Saint-Pierre aux Sardinaux, et nous serons faits comme des rats. Impossible même d'aller à l'oursin. Quant aux pêcheurs au lamparo, je ne leur conseille pas de sortir. Ils seront tirés comme des lapins.

Lapins ou rats, Tropez ne retenait des dires d'Ange que la promesse de prison. Certes, il ne se serait jamais aventuré en mer ni, à plus forte raison, au-dessous de la mer. Mais la pensée d'un mur qui empêcherait les gens de se baigner, les chasseurs sous-marins de plonger avec leurs arbalètes, les pêcheurs de mettre à la voile et d'aller tendre leurs filets l'étouffait comme s'il avait, à ce moment-là, incarné tous ses frères. Peut-être était-ce son destin de souffrir et méditer pour eux. Peut-être était-ce la nouvelle que lui avaient annoncée les voix.

Quant à Ange, il avait dit vrai. Lorsqu'il allait porter son lait à Sainte-Maxime, Tropez voyait les camions de matériaux, les bétonneuses, les fourmis jaunes de l'organisation Todt poursuivre leur travail, leur rumeur. L'église même, assurait-on, serait transformée en dépôt de poudre. Déjà les fondations du mur commençaient du côté du casino. Pour Tropez, la ville de son nom marquait à peu près la limite du monde. Or, le mur n'allait pas seulement courir jusqu'à Saint-Tropez le long du golfe, mais il devait, jusqu'à Toulon, jusqu'à Marseille et jusqu'aux Pyrénées, barrer toute la Méditerranée. Les Allemands allaient couler des casemates dans les maisons, derrière les fenêtres à rideaux, qui auraient toujours l'air d'éclairer des pièces

innocentes. Il y fallait une inspiration du Malin. Dans Sainte-Maxime, les bataillons à l'entraînement, des enfants aux casques énormes, écrasés par leurs outils, leur armes lourdes, passaient en chantant, abordaient sans ralentir et sans souffler les raidillons, tandis que les hommes jaunes du Travail chassaient du bord de mer les derniers joueurs de boules :

— Finies, les boules !

— Finie, la Riviera !

« Finie, la Riviera ! » était leur phrase favorite. Mais il n'y en avait plus, de Riviera. Il y avait un pays, des maisons, des champs et des bois d'hommes pauvres, un lac — le golfe ne ressemblait-il pas à un lac ? — qui nourrissait mal le pêcheur, comme aux temps de Pierre. Alors, que voulaient les Allemands ? Qu'avaient-ils à traquer les gens ? Voulaient-ils les faire devenir fous ?

Sans doute, car un jour, menant sa vache paître, Tropez trouva devant la barrière de son pré un réseau de barbelés fraîchement installé, avec le panneau à tête de mort qui, déjà, l'arrêtait dans le rayon de sa maison. Deux ou trois soldats allemands cassaient la croûte au bord du fossé.

— Miné, miné ! cria l'un d'eux, heureux de parler un français aussi intelligible. Ya, ya !

— Et ma vache ?

Tropez avait parlé malgré lui. Qu'importait aux trois soldats sa vache ? Il n'aurait d'ailleurs pas voulu accuser le coup. Il rebroussa donc chemin, poussant sa vache, qui se retournait et meuglait dans la direction de l'herbage. C'en était fait, cette fois : il se sentait personnellement visé, promis à l'épreuve. Le martyre du nouveau saint Tropez commençait. Le soir, pourtant, il attendait à la kommandantur des Saladelles son tour d'être reçu par le sous-officier préposé aux réclamations. Ange lui avait conseillé d'essayer d'une plainte, expliquant que la vache était son unique ressource. Tropez attendait donc, accroupi à l'arabe dans le jardin de la villa où la kommandantur venait de s'installer, après avoir fait arrêter et décharger sur place les camions qui tentaient de la déménager. Un soldat passa :

— Cigarette ? osa-t-il mendier.

Puis, sans insister, il alla rejoindre ses camarades en train de tendre sur les grilles, par-dessus les massifs et les mimosas en fleurs, un réseau de barbelés rouillés, destiné à en empêcher l'escalade. Comme si quelqu'un eût menacé d'arriver par la route, et de sauter comme un voleur ! Tropez respirait mal, étouffé par l'émotion, la sensation d'un piège. Aussi, le moment venu, ne trouva-t-il aucune voix pour plaider sa cause devant le sous-officier de bureau qui fumait, dans le parfum des mimosas, avec une satisfaction gourmande :

— Votre vache ? Vous n'avez qu'à la vendre, si vous ne pouvez pas la nourrir, finit par décider le juge. Vous ne pensez pas que nous allons déminer ce coin pour vous faire plaisir ? Un point de débarquement si favorable !

Et, brusquement illuminé par une plaisanterie opportune :

— Il ne restera d'ailleurs pas inculte. Nous comptons y planter des asperges, fit-il, riant dans sa fumée de cigarette.

Tropez ne connaissait pas l'asperge Rommel, mais la seule asperge sauvage, secours des pauvres. Comme il se taisait, les larmes aux yeux, l'Allemand se reprit :

— Vous n'avez qu'à la vendre, comme je vous le disais, votre vache. Au marché noir, elle fera un bon prix.

Tropez remonta chez lui. La vache se plaignait. A pareille distance, un chien n'aurait pas reconnu son maître. Avec sa vache — un Tropez était-il capable de s'adresser au marché noir ? — le nouveau saint allait perdre, non

seulement le produit de sa vente de lait, mais encore le plus clair de ce qui lui restait de nourriture depuis qu'il n'avait plus ni poules, ni lapins. Si ascétique que fût sa vie, finirait-il par connaître le sort du charpentier de la Pointe ? Peut-être suivrait-il le même chemin. Mais il se savait maintenant promis à un destin autrement exemplaire. Tropez était appelé à souffrir dans un dessein surnaturel. Il ne portait pas vainement le nom d'un martyr. Les gens devaient s'en rendre compte eux-mêmes, car il arrivait à présent qu'on l'appelât « saint Tropez » sans nul accent de dérision. Peut-être simplement parce qu'il n'avait plus que les os et ne semblait plus appartenir à cette terre. Mais pour lui, assuré désormais de sa voie de souffrance, il l'accepta comme grâce de Dieu, et sans en demander les fins.

L'événement, d'ailleurs, le désignait. Un dimanche matin où il était tombé une invraisemblable neige tardive, Tropez était monté chasser au furet dans la Colline. Le voyant de jour en jour perdre ses forces, Bruno le charbonnier n'insistait plus pour le faire travailler avec lui, mais il lui répétait :

— Avec le furet, moi, si j'avais le temps, j'aurais du lapin à manger tous les jours, et même à vendre, je t'assure. Comme Ange avec son filet, quoi !

Après une chasse infructueuse, Tropez venait de rattraper son furet à la sortie d'un trou et de renoncer. Il aurait mieux fait d'aller à la messe de la chapelle de Beauvallon, si pieuse avec son harmonium, ses cantiques anciens. Car, depuis qu'il était hanté par ses idées de sainteté, il se reprochait son impiété passée. Tout à coup, il entendit dans le fourré une galopade lourde et ferrée, accompagnée de bruits de culasse, puis d'un cri :

— Terrorist !

— Terrorist !

— Haut les mains !

Crevant le taillis de la clairière, une patrouille allemande le cernait, tandis que le sous-officier, mitraillette au poing, se jetait sur lui :

— Fouillez-le !

— Qu'est-ce qu'il a, dans cette boîte ?

La boîte à furet pouvait faire l'effet d'une bombe, de quelque machine infernale. Aussi les Allemands hésitaient-ils. De lui-même, Tropez décapuchonna l'étui, et, le furet, apparaissant comme diable hors de sa boîte, le sous-officier ne put réprimer un sursaut de peur.

La peur se paie. L'heure d'après, on voyait « saint Tropez » passer par le chemin des Mûres, précédé et suivi d'hommes en armes, les mains liées derrière le dos. Ce jour-là, marchant derrière ses bourreaux, Tropez eut enfin la révélation du calvaire auquel il avait été de tout temps promis. Dans sa tête pourtant, les imaginations restaient aussi confuses. Et, sur l'apparent chemin de son Golgotha, il n'était pas loin de confondre le martyre de son saint patron avec celui du Christ lui-même. Mais ne s'appelait-il pas aussi Sauveur ? Aussi bien, il pouvait partager l'épreuve du Sauveur et l'aider à porter sa croix. Les gens des Mûres le regardaient passer avec douleur, croyant qu'il allait être fusillé. Les femmes sanglotaient. Tropez se dit qu'il aurait dû les bénir au passage. Le soldat qui, au poste, lui apporta vers midi son écuelle de soupe, le fit penser à l'éponge de vinaigre et de fiel. La soupe était assez amère et mesurait toute la valeur du rachat.

Mais l'heure du nouveau « saint Tropez » n'était pas venue. Comme il n'était pas apparu que Tropez fût un « terroriste », il finit par être relâché. Or, quelques jours à peine plus tard, il errait à la recherche de pommes de pin lorsqu'il fut interpellé par une autre patrouille allemande :

— Vous promenez ?

Tropez ne s'était jamais promené de sa vie. Aller ou retour, il était tou-

jours sur le chemin de son travail ou de sa quête. Maintenant qu'il n'avait plus ni poules, ni lapins, ni vache à nourrir, il faisait la chasse à la « pigne », après la tempête de mistral. Mais se promener ! Il resta bouche bée.

Le chef de la patrouille le poussa alors du bout de la crosse :

— C'est bien. Au travail !

Ainsi Tropez inaugura les travaux forcés, avec quelques autres. Aurait-il dû, à ce moment-là, prendre la Colline ? Personne n'était là pour le lui suggérer. Au demeurant, les maquis qui tenaient ces parages auraient sans doute refusé une aussi pitoyable recrue. Les yeux creusés, dévorés par la fièvre, Tropez n'était plus guère qu'un fantôme. Et d'ailleurs, son martyre était dans la voie de l'apparente soumission.

Il s'appliqua donc de son mieux — au point de laisser ses compagnons se méprendre, mais c'était le sort du juste d'être honni — à souffrir son sort et boire le calice jusqu'à la lie. Ainsi, un matin qu'il était de corvée d'abatage, un orage comme il en tombe sur le pays surprit l'équipe en dehors du couvert. Les hommes ayant demandé au garde-chiourme l'autorisation de courir s'abriter, celui-ci, garanti par sa toile de tente, les laissa faire. Seul Tropez continua son travail, sous sa veste d'arlequin percée par le déluge. Mais que lui importaient les sarcasmes ? A force d'avoir faim et de souffrir, à force de rêver, il avait acquis sa conviction. Pactisant sans doute avec le Malin, le vainqueur maniait des puissances sous lesquelles les justes n'avaient pour l'instant qu'à plier l'échine. Il s'était juré d'emprisonner la terre — terre ou mer, la prison était pour les deux — il tenait parole. Restait à savoir si, comme il le disait, il avait pour lui l'éternité. En tout cas, il élevait le mur dont il avait menacé de clore le pays. De l'aube au soir, les fourmis jaunes travaillaient. Les gens du bord de mer évacuaient leurs maisons, après en avoir muré les ouvertures. Comprise dans le périmètre condamné, l'église de Sainte-Maxime était fermée et, dernier sacrilège, les morts entendaient au casino leur *De profundis*. Même au delà de son univers, vers Fréjus et Saint-Raphaël, Tropez avait pu voir la mer refoulée par le mur impie, les maisons démolies par leurs propres maîtres. Vision d'Apocalypse, les barbelés couraient sur les os des maisons, les algues funèbres des plages. Et, derrière le mur, les champs de mines et leurs têtes de mort, les fossés, les pieux antichars, les blockhaus de béton, éléphants en marche sur la route.

Esclave en apparence résigné, et sans plus entendre la protestation de ses frères — qui serait assez fou pour essayer de débarquer sur ces remparts ? — Tropez travaillait à la mise en place de l'appareil de désespoir. Au départ, le matin, il prenait sa place dans la corvée conduite par des soldats en armes, et où figuraient aussi des bourgeois. Que le notaire de Cogolin, pourtant si « brave » que le curé de Grimaud, dont les prêches allaient si droit au cœur, fussent eux-mêmes humiliés révélait à Tropez toute l'inhumanité de l'épreuve. Ni l'un ni l'autre n'étaient faits pour manier la hache ou la pioche. Tropez seul était destiné au martyre. Mais il n'eût pas osé confesser au prêtre ses pensées, de peur d'être taxé d'orgueil. Et, front baissé, il marchait à son rang, entre les lourdes bottes des soldats, avec l'espoir d'être frappé. Les soldats n'étaient même plus des Allemands, mais des mercenaires d'Asie portant au bras de sauvages couleurs, des mots barbares : « Azerbeidjan ». Peut-être un jour l'emmèneraient-ils vers quelque Sibérie, le corps chargé de chaînes, alors qu'il espérait, martyr filial, finir sur sa terre natale, pour le salut de celle-ci. Son saint patron n'avait été, au bout du compte, qu'un étranger. Saint-Tropez, en effet, n'était-il pas arrivé tout mutilé des rives d'Italie ? Il n'avait pas souffert, versé son sang pour le pays. Celui-ci, cependant, avait recueilli, honoré son corps incomplet, en avait perpétué le culte.

En vérité, la place de saint Tropez était vacante, sur la terre comme au ciel. Mais à peine Tropez concevait-il pareilles pensées qu'il en frémissait pour son âme. A qui aurait-il pu les confier sans se faire taxer d'hérésie ? Au demeurant, les voies de Dieu à son égard restaient voilées. Le Seigneur semblait encore se complaire à compromettre, à fourvoyer son serviteur.

Il continuait, en effet, à le soumettre à des épreuves inexplicables, au cours desquelles le futur saint aidait au sacrilège et paraissait trahir. Mais c'était à n'en pas douter, pour faire connaître à l'élu le fond même de l'amertume, tirer de lui l'exemple de l'une de ses paraboles obscures. Ainsi le jour du sacrilège de La Foux, le sacrilège inexpiable. La profanation avait été préparée. L'un après l'autre, les paysans des Mûres, tous voisins ou amis de Tropez, avaient été contraints à arracher leurs jeunes vignes. De même que les habitants d'une Saint-Raphaël avaient été forcés de démolir de leurs mains leurs demeures. Donc, après avoir détruit eux-mêmes leurs vignobles, les nouveaux esclaves, et Tropez parmi eux, avaient dû entasser les ceps arrachés autour des grands pins parasol de La Foux, édifiant ainsi des bûchers jusqu'à la hauteur des coupoles noires. Les centenaires hiératiques, insensibles aux fureurs du mistral, aux tempêtes de l'est, et qui avaient vu passer sans un tressaillement les chars des conquérants, une fois murés dans leurs échafauds, avaient commencé à souffrir le supplice du feu. Ils devaient sentir la brûlure, la montée de l'étouffement. Car les bûchers de vignes, arrosés d'essence, dardaient autour d'eux leurs langues de flamme hérissées par le vent. Les plus hardies de celles-ci venaient lécher les parasols et, déjà, s'élançaient d'aiguille en aiguille, dans l'épaisseur des frondaisons, avec un crépitement d'incendie. Le front noyé d'une sueur d'angoisse, Tropez s'était interrompu : il entendait se plaindre les martyrs. Et qu'importait qu'il fût le seul ? Les voyants sont des êtres de solitude. Pour les autres, le cri des suppliciés n'était que le gémissement du feu, du vent, le craquement des branches enflammées. Seul Tropez distinguait les serpents du supplice, ceps noirs tordus dans le brasier, les visages des victimes et leurs traits torturés, et la fumée des holocaustes, destinée à monter aux cieux jusqu'à la consommation du sacrifice. Or, Tropez y avait contribué de ses mains, il avait apporté aux bûchers sa part d'ouvrier de la douzième heure, afin que son épreuve fût infinie. Le véritable saint Tropez avait-il jamais souffert pour le pays la moindre parcelle de pareille souffrance ? Avait-il jamais versé, de cette sueur de sang, la moindre goutte ? Tropez tomba sur les genoux, se signa. Une folie de plus, pensèrent ses compagnons. Il divaguait de plus en plus, le pauvre, et versait dans les simagrées. Mais la sentinelle allemande s'était éloignée, cependant que le nouveau saint demandait à son Dieu de lui révéler enfin sa volonté, de lui épargner une autre croix pareille. N'avait-il pas suffisamment payé ?

Ainsi, avec l'espoir des jeunes vignes, moururent les pins parasol qui avaient mis des siècles à grandir. Et le visage de cette terre fut pour des siècles défiguré. Sur toute l'étendue de sa patrie, de La Foux à la Pointe, Tropez ne cessa plus de souffrir. Des journées, journées de peine, de prière, il arracha la vigne, il abattit les chênes-liège, il creusa sous leurs corps des abris souterrains où il enfouit les portes, les fenêtres des maisons mortes, cependant que le mur scellait pas à pas sa prison. Nul ouvrier plus soumis que Tropez, nul qui observât pareil silence. Maintenant, au lieu de rentrer avec les autres, à la fin des journées, il s'attardait, pour cheminer tout seul. Car il n'avait plus de communication qu'avec ses fantômes. Ils pourraient revenir un jour, les Philistins qui avaient troublé l'innocence du lac, ils ne trouveraient plus que ruines.

***

Cependant approchait la purification.

La nouvelle muraille de Chine, le mur que Tropez et ses compagnons de chaîne avaient été forcés d'édifier de leurs mains, et pour une prison prétendue éternelle, s'était ouvert comme pâté de sable sous la simple poussée des pelles. Telle était donc l'efficacité de l'œuvre qui devait durer mille ans, justifier par son éternité ses dévastations. Le soleil du 15 août n'avait pas encore fait la moitié de sa course que les Américains débarqués tenaient déjà le bord de mer. Tropez ne pouvait en douter, lui qui n'avait pas bougé de sa maison, malgré les éclats qui hachaient les feuillages, éclaboussaient la terre et menaçaient de l'atteindre lui-même. Pourquoi aurait-il fait un geste ? Son destin n'était-il pas écrit ?

En deçà du mur infranchissable, il voyait défiler tanks et camions libérateurs dans une gloire de poussière, et il remerciait le Seigneur. Mais pourquoi les jeunes vignes, pourquoi les grands pins parasol de La Foux, pourquoi les chênes-liège de la Pointe avaient-ils été abattus et brûlés, pourquoi les maisons vivantes avaient-elles été précipitées à la ruine, s'il devait suffire ainsi de quelques heures pour jeter bas l'ouvrage orgueilleux ? Les voies de Dieu sont mystérieuses et les mains de l'homme débiles. La puissance du conquérant, pensait le nouveau saint, avait dû être dès l'origine condamnée. A présent éclatait la lumière, se révélait, au terme de ses routes obscures, le salut. Sans doute fallait-il ce chemin de souffrance.

— A quoi ça leur a-t-il servi ? plaignait pourtant la vieille qui, au lieu de se réjouir pleinement, pensait encore à ses figuiers et à sa chèvre.

— Juste à rien. La guerre est ainsi.

Mais Tropez n'entendait plus les voix des hommes. Pour lui, il fallait que tout eût un sens transcendant, libération du Mal, rachat, holocauste, et que les destins s'accomplissent selon sa vocation d'hostie. Comme il s'approchait imprudemment du blockhaus qui commandait encore la route, et que les avions n'avaient pas écrasé, il ne vit pas les Allemands le mettre en joue — les vit-il ? Il avança. Deux ou trois coups de feu partirent des embrasures.

Tropez gisait maintenant sur la terre par lui rachetée. Mais lui, qui n'avait jamais eu que conceptions confuses, son ventre déchiré ne l'aidait guère à y voir clair à ses derniers moments. Lui, qui n'avait jamais nourri qu'un sentiment obscur de sainteté et de martyre pouvait-il, sur les aiguilles de pin chaudes de son soleil et de son sang, réaliser l'aboutissement de son sacrifice, interpréter enfin la volonté qui l'avait mené là ? Dans son demi-évanouissement, à la place des voix jusque-là entendues, seuls des sons humains le touchaient, d'une langue inconnue.

Puis ce fut une voix française :

— Ne bouge pas, vieux. On revient.

Et, comme la douceur de cette voix lui faisait rouvrir les yeux, le blessé vit que le soldat portait un casque étranger et, sur la manche, le mot « France ».

Au moment de s'éloigner, l'homme, pourtant, se ravisa :

— Tiens, bois d'abord.

Il faisait bon être secouru, entendre une parole aussi tendre.

Mais, pour être hissé sur le brancard, et, de là, dans la voiture d'ambulance, quelle souffrance ! Tropez s'était encore évanoui.

Maintenant, des coups de maillet retentissaient de toutes parts, dans le tourment de la poussière et de la soif, et martelaient toutes les plaies. Au

milieu d'un cercle de voitures, une immense tente se soulevait et montait sur le ciel, cachant le soleil. Comme celle du cirque ambulant qui était venu à Sainte-Maxime, avec ses roulottes jaunes et rouges, un jour où Tropez était encore enfant. Dans le délire de la fièvre, le blessé voyait défiler les images de son souvenir suggérées par la scène. Sous les coups de maillet, les voix, la rumeur de l'immense tente-hôpital en cours de montage, il entendait les grosses caisses de la parade d'autrefois, les moteurs grondants et les cuivres qui ébranlent le cœur. Eux-mêmes, les acrobates roses pailletés d'argent tournaient au firmament du cirque, humbles étoiles.

Cependant, près du sol, une voix tranquille, rappelant la réalité, prononçait, avec un accent étranger :

— A moins cinq, nous opérons.

Ce fut ensuite, à nouveau, la voix favorable :

— A ton tour, vieux. Laisse-toi faire... Là.

Enlevé une seconde fois, et rappelé à lui, Tropez souffrait le mal de mort. Le mal de mort ? Lui-même, il venait de prononcer le mot redoutable. Mourir ? Je l'ai déjà dit, l'homme ne réalisait plus son destin glorieux. Et il ne voulait pas mourir. Il voulait rentrer dans sa maison. Mais pareils retours ne sont pas en nos mains.

— Par où un blessé du ventre ? demandait quelqu'un.

— Par ici.

— Troisième tente. Tu n'as qu'à lire.

Pour les hommes, en tout cas, ce n'était pas un saint qui venait d'entrer dans son paradis. Sous le soleil blanc électrique — l'Américain ne voulait pas du bon soleil qui, cependant, cherchait Tropez pour lécher ses plaies — sous le grand soleil intérieur, les deux chirurgiens brossaient leurs ongles au lavabo de la tente-hôpital. Et ils échangeaient leurs pensées sur le cas du civil trépassé :

— C'est un cas de famine.

— Famine, famine ! Pour parler de famine, la France n'a pas eu tout de même les dix millions de morts de la Russie ?

— Je dis famine... Race appauvrie, d'abord, depuis longtemps. Vous avez vu ces dents ? Avec sept perforations intestinales, une de plus que lui, le nôtre s'en est tiré. Mais il y avait, en plus, l'amaigrissement. Amaigrissement par la faim, si vous ne voulez pas par famine.

— Pénicilline même, inutile.

— Bien sûr.

***

Vous qui en êtes restés au souvenir, au regret de la Saint-Tropez d'avant-guerre, de ses cafés, de ses boîtes de Montparnasse, lorsque vous reviendrez ici, vous chercherez en vain, le long du golfe, les témoins de vos nuits. La Tour est morte et l'Escale ruinée. Le Golf-Hôtel est vide, sur la route du bord de mer, et l'Ermitage de Sainte-Maxime ouvert à tous les vents. Mais si vous voulez faire le juste pèlerinage, entendre le secret des choses, celui des grands pins parasol, des vignes, et des maisons meurtries, et le chant du pays sauvé, demandez la tombe de Tropez-Sauveur-Baptiste Jaume, « saint Tropez », qui, même s'il se renia devant la mort, souffrit pour sa terre de pauvreté.

JOSEPH PEYRÉ

SOUVENIR DE SAINT-EXUPÉRY

On sait assez que je ne suis pas aviateur et que je ne le serai jamais : le temps me manque... Mais j'ai l'habitude de voyager, et même en rêve, sur des machines qui pourraient bien étonner les imaginations les plus folles de conquêtes. Il ne faut donc pas me confondre, en matière de vol, avec ces territoriaux de l'âme humaine à qui la jeunesse planante murmure en souriant : « Ne vous mêlez point de vide, de vents, d'infini ou d'escaliers sans fin, ce n'est pas votre cadre. » Le 444 de moyenne, atteint, si mes souvenirs ne sont pas trop confus, il y a dix ans, dans la Coupe Deutsch de la Meurthe, fit une sensation d'étoile filante que je dépassais déjà de l'œil quand je la tenais au bout de ma plume. Ceci dit, j'ai ma façon de parler de l'admirable Saint-Ex, car nous nous sommes connus à notre façon aussi, et je compris sur-le-champ qu'il n'était pas exclusivement aviateur. Bien des problèmes l'ont préoccupé, en dehors des plongeons dans l'espace et des ivresses que l'on éprouve, moitié homme et moitié machine, sur les crêtes du quatrième élément, autour de l'aigle invisible et fatidique.

J'ai connu Saint-Ex à la parisienne, pour ne point dire à la housarde, et tout simplement et en même temps à la brasserie Lipp et, rue d'Amsterdam, dans le musée aux fromages d'Androuet, une des maisons de Paris qui le mettaient le plus en verve, ainsi qu'un piquelard de l'avenue des Ternes où la douce patronne coupait des tranches de jambon d'York grandes comme les affiches de la mobilisation générale. Il était arrivé là un peu en retard, moins que moi, et nous fûmes à deux doigts de nous manquer, mais un grand disque de Brie de Melun, quasi fumant de séductions sur sa paille chrétienne, et traversé de fétus comme de peignes une chevelure japonaise, ou quelque Livarot en veste de cuir l'avaient retenu. Je l'aperçus soudain. Il était décoiffé, presque distrait, une main dans la poche de son pantalon, l'autre dans la poche de son veston où bayait un livre. Il attendait, il admirait. Saint-Ex avait le regard étonné, le nez étonné, l'ovale étonné, et pourtant il se dégageait de son visage clair et sain une impression de grand sérieux, tantôt évangélique et tantôt scientifique... Dirai-je que nous devînmes amis tout de suite ? Il avait une façon d'attaquer les questions et les frometons qui convenait à mes méthodes. C'était direct, adroit, sous d'impalpables nappes de fantaisie et de négligence. Il était abondant, rieur... et brusquement attentif, comme on l'est à ces moments où passe soudain, devant la façade de l'esprit, le côté d'une chose qui ne s'était jamais montré. C'est « la présentation », comme on dit en chirurgie. Alors, Tonio devenait l'écrivain qu'il fut, l'écrivain qui manque :

quelque chose comme un Vigny plus « affranchi », mais tout aussi pur et strict, et qui aurait été pourvu, en excédent, de toutes les noblesses du caractère et de la continuité morale du sens de l'air. A ces moments, les zincs qu'il avait tués sous lui le servaient, et il s'élevait dans l'azur, vers le quartz céleste, sur les planeurs d'une très belle langue française.

Saint-Ex pouvait parler de tout, de Karl Marx, qu'il lut avec acharnement pour ne rien ignorer de cette mare un peu stagnante, faite d'infiltrations françaises, comme on l'oublie trop. Il pouvait parler de Balzac, de la ménagerie fantastique du Moyen Age, de Toussenel, de Gérard de Nerval, du vieux fusil Chassepot ou de la Patagonie, avec la discrétion des hommes indomptables, mais à perte de vue, et sur un sol bien dallé de connaissances qui ne se dérobait jamais sous ses pieds. Saint-Ex était, à ce moment-là, pilote de l'Aéropostale et maître absolu des destinées d'un poste français piqué dans quelque zone africaine. Il avait pour amis et pour compagnons, de ces gaillards qui font de la France ce qu'elle est, qui lui donnent ses sonorités profondes et son honneur d'assises : Mermoz, Guillaumet, Collenot, Edouard Serre, Daurat. Et d'autres amis qui, pour lui seulement, avaient des visages, des passions, des silhouettes : la Cordillère, le cône de l'Aconcagua, le cap Juby, où il avait appris le langage des Maures et qui devait lui inspirer les premiers chapitres de son *Courrier Sud*. C'était, de pied en cap, un fils de grande famille française, un seigneur, et l'aventure, le service, l'audace, le calme avaient encore rehaussé cette attitude. Ses exploits, d'abord déconcertants, finirent par étonner vraiment, tant leur teneur en émotion et en dignité était riche.

Dans sa courte vie rimbaldienne, où il entrait du chevalier et du romantique, il traversa la vie de Paris comme un aérolithe, et la connut toute, des turqueries de Lancret de la haute auberge mondaine à la molesquine lie de vin d'un café ou d'une brasserie où il faisait prendre parfois, par un domestique rapporté d'Egypte, une falourde de Munster pour régaler ses amis quand il habitait rue de Chanaleilles. Il connut les bars racés du quartier Vendôme et les caboulots périlleux de Meknès ou de Jaguaro, le vide conventionnel des bureaux de ministres où il rendait compte de ses missions, et des grands journaux de Paris où il confiait, dans son langage serré à la Paul-Louis Courier, ses sensations de pilote. Je crois qu'en dix ans d'intimité, je ne le vis que trois fois dans un véritable appartement, dans un chez soi dont il payait le terme et où il tenait parfois compte des fauteuils et des polices d'assurances... Les chambres où nous nous retrouvions pour passer des heures ensemble étaient des hôtels, des nuits, des petits-jours, des gares. Que de fois il fallut attendre le harassement pour se quitter enfin devant l'aéroport de la Coupole ou dans le hall de l'hôtel Lutétia! Que de nuits aussi j'ai passé à l'attendre, nerveux et tendu, non qu'il fût toujours en retard, mais parce que je le savais à Florianopolis ou en Cyrénaïque, et que la radio ne nous disait rien sur le régime de son moteur.

Grand Saint-Ex à qui rien ne fut impossible, et qui laisse d'inguérissables blessures au cœur de ceux qui l'ont vu, même une seule fois, sourire. Car il souriait comme pas un. Non point de certitude, et parce que ses écrits l'ont fait comparer à un Conrad, à un Kipling. Non point parce que sa prose est drue et profonde et qu'on en parlait, ni parce que ses avis comptaient, ni parce qu'il portait un beau nom, ni parce qu'il eut presque à sa merci les plus nobles camarades que pût souhaiter un homme de sa trempe. Mais, tout simplement, parce qu'il était charmant, et qu'il avait, au fond de son cœur princier, des joyaux pour tout le monde.

LÉON-PAUL-FARGUE

GUERRE DANS LE PACIFIQUE

(Pierre Denoyer, l'auteur des notes que l'on lira ci-dessous, vient de rentrer en France après avoir traversé, comme correspondant de guerre, une grande partie de l'océan Pacifique. Les deux journalistes qui l'accompagnaient et lui-même étaient les premiers représentants de la presse française admis sur ce théâtre d'opérations.)

— Au moment où nous mettons sous presse, on annonce la capitulation du Japon. Ainsi se termine par un ultime triomphe américain la seconde guerre mondiale. En Extrême-Orient, la victoire des Alliés est presque exclusivement la victoire des Etats-Unis. Quel hommage d'admiration et de gratitude ne devons-nous pas rendre à cette grande nation qui, par le courage de ses hommes, l'énergie de ses dirigeants et son admirable organisation, a su triompher dans toutes les parties du monde d'obstacles qui paraissaient insurmontables ! La découverte de la bombe atomique a par surcroît démontré que, sur le plan scientifique, l'Amérique l'emportait aussi sur ses plus redoutables adversaires. Imitant l'exemple d'un de nos confrères (le Figaro), *comment ne nous féliciterions-nous pas de voir cette arme redoutable aux mains d'un peuple qui a non pas le goût de la conquête, mais celui de la liberté ?* (N.D.L.R.)

I. — PEARL HARBOR

Qui se rend en avion des Etats-Unis sur le théâtre d'opérations du Pacifique fait une première escale obligatoire à Pearl Harbor, la grande base de guerre des îles Hawaï. L'arrêt est opportun. Car « c'est là que ça commença » ! L'invasion de la Mandchourie par le Japon, en 1931, marque bien, sans doute, le début de la guerre en Extrême-Orient, mais c'est l'attaque de Pearl Harbor, dix ans plus tard, qui fit entrer l'Amérique dans le conflit.

Pearl Harbor, située dans une rade naturelle immense et magnifique, était, avant-guerre, beaucoup moins célèbre que la ville toute proche d'Honolulu. Le cadre est enchanteur. Au pied des montagnes volcaniques, sur les terres rouges des vallées pousse la végétation la plus luxuriante. Des plantations de cannes à sucre et d'ananas s'envolent des cardinaux aux ventres pourpres. Pour se protéger des ardeurs du soleil tropical, les résidences cherchent l'ombre des bougainvilliers, des palmiers ou des banians. Partout, les fleurs jettent au milieu des feuillages verts des taches de couleurs vives.

Honolulu passait, avant guerre, pour un paradis terrestre. Son nom seul évoquait tout le charme romantique d'une vie indolente sous le ciel des tropiques. Les jeunes mariés fortunés venaient d'Amérique y passer leur lune de miel. Par cargaisons complètes, des paquebots luxueux y débarquaient les touristes. Quels souvenirs attendris, les uns comme les autres, ne rapportaient-ils pas des soirées tièdes sous les palmiers, des baignades dans les eaux vertes et chaudes de la plage de Waikiki, de la musique langoureuse des ukulélés, des danseuses hawaïennes !

L'attaque de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, a changé tout cela. Elle surprit tout le monde comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu ; c'était un dimanche matin, un peu avant huit heures. Le Japon, qui avait resserré ses liens avec l'Allemagne, poussait bien ses préparatifs en vue de nouvelles conquêtes. Mais les négociations ne continuaient-elles pas entre les gouvernements ? Au moment même où, à Washington, l'ambassadeur japonais faisait demander un rendez-vous au ministre des Affaires étrangères américain, des avions japonais fonçaient sur la base navale. Les premiers avions japonais s'attaquèrent aux aérodromes et détruisirent au sol presque tous les

avions américains. Alors, les vagues suivantes purent à loisir s'acharner contre leur objectif principal : les grosses unités, ancrées par groupes de deux. Des avions lance-torpilles, descendant à moins de cinquante mètres de haut, envoyaient au fond de l'eau certains des plus beaux bâtiments de la flotte. Des bombardiers, lâchant leurs projectiles de trois mille mètres, faisaient aux autres des blessures graves. Les quelques avions américains qui avaient réussi à prendre l'air, les défenses terrestres, les postes antiaériens des navires qui n'étaient pas encore mortellement atteints ouvraient le feu contre les assaillants. Vingt-neuf appareils japonais furent abattus sur une centaine qui avaient pris part à l'attaque. Un certain nombre d'autres, à bout d'essence, ne réussirent pas à regagner les porte-avions qui les avaient amenés jusqu'à quelques centaines de kilomètres d'Honolulu et que les patrouilles aériennes américaines n'avaient pas dépistés. En moins de deux heures, cette insidieuse attaque avait effacé la supériorité américaine en cuirassés, cette supériorité que le Japon avait dû reconnaître à toutes les conférences internationales.

Mais ce revers initial avait été un coup de fouet pour les Etats-Unis, qui faisaient, en faveur de leur flotte, un effort gigantesque. Dans l'arsenal de Pearl Harbor, heureusement laissé intact, les navires endommagés étaient réparés. Plusieurs, quelques mois plus tard, reprenaient la mer.

Des épaves du 7 décembre, c'est à peine si l'on voit encore quelques vestiges. Par contre, dans tous les bassins, quelle formidable armada de navires de toutes tailles, de toutes formes ! Les cuirassés, les destroyers, les sous-marins, les porte-avions, les transports, les pétroliers, les navires de débarquements sont les témoins vivants de cette puissance navale, un moment paralysée, aujourd'hui écrasante, qui, jusqu'aux portes du Japon, venge les trois mille morts de Pearl Harbor.

Les bassins de radoub, les chantiers retentissent sans discontinuer du bruit des foreuses, du martèlement des riveteuses, du halètement des machines pneumatiques.

Tout le jour, les filets contre les sous-marins restent ouverts : les entrées et les sorties de navires se succèdent sans interruption.

L'air est constamment sillonné d'avions... Honolulu et Pearl Harbor disposent de trois terrains d'aviation. A lui seul, l'un d'entre eux reçoit plus de passagers que le port aérien le plus actif des Etats-Unis.

Et sur terre, quel spectacle incroyable ! La base a fait tache d'huile. Elle a mangé, sur des hectares, les plantations environnantes.. A perte de vue, sur des kilomètres, s'étendent les dépôts de matériel, les hangars, les baraquements en bois, les tentes de toile kaki, les cantonnements. Des routes de campagne ont été transformées en de larges avenues, où camions, jeeps, autos de toutes sortes se succèdent sans interruption, à trois de front dans chaque sens.

Tout respire une activité de guerre intense. La base navale a étouffé la ville de plaisir. A Honolulu, à partir de 10 heures, le couvre-feu a endormi toute la population. Il n'y a plus de touristes. Dans la journée, les rues grouillent d'uniformes, de soldats en tenue kaki, de marins en uniformes blancs, impeccables, attendant le prochain départ pour le théâtre des opérations. Un des plus luxueux hôtels sert de centre de récupération pour les équipages de sous-marins au retour de croisières éprouvantes. Jusqu'à la fin de la guerre, Honolulu s'est éclipsée devant Pearl Harbor.

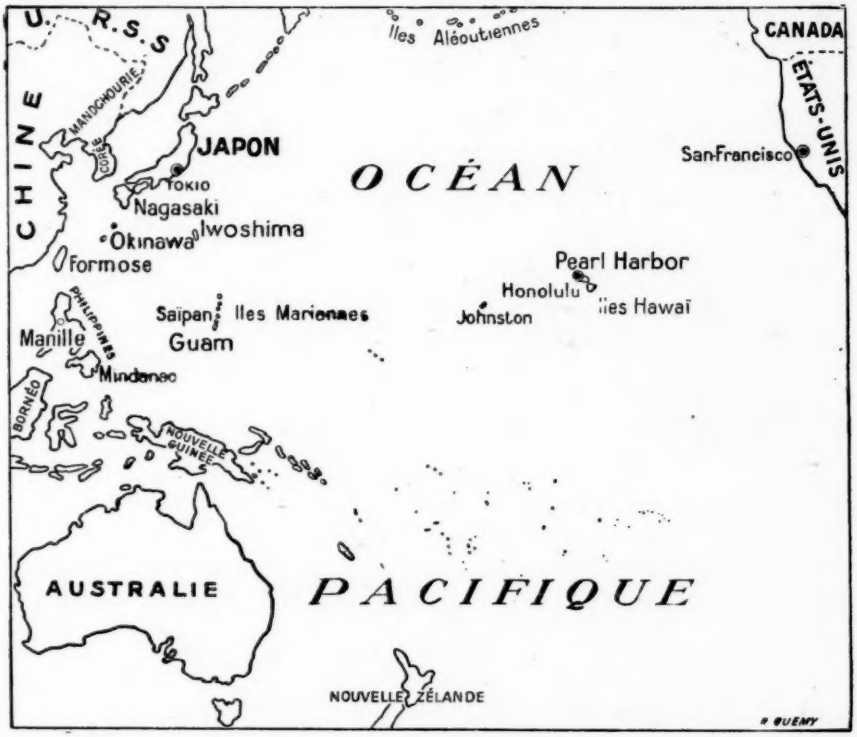
De près ou de loin, c'est pour la guerre que travaille toute cette population indigène jaune, ocre ou couleur chocolat, marchant pieds nus sur l'asphalte brûlant, où j'ai peine à distinguer les Hawaïens, en minorité, d'entre les Philippins et les Japonais.

Car les Etats-Unis ont beau être en guerre contre le Japon, plus de cent cinquante mille Japonais circulent en liberté.

Il est vrai que cent trente mille d'entre eux, nés sur ce territoire américain, sont *ipso facto* des citoyens américains, d'ailleurs très loyaux vis-à-vis de leur nouvelle patrie. Ce sont des « *Nisei* ».

Deux ou trois de leurs membres les plus représentatifs, avec qui je me suis entretenu, m'ont laissé entendre qu'ils trouvaient de grands avantages au régime démocratique et de grands agréments à la civilisation américaine.

Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux se sont engagés volontairement



dans l'armée américaine. Un de leurs régiments s'est couvert de gloire en Italie.

Quant aux immigrés de fraîche date, les autorités américaines n'ont pas cru nécessaire de les mettre dans des camps de concentration. Elles ont arrêté environ onze cents suspects et ont laissé les autres en liberté, ce qui ne veut pas dire sans surveillance.

II. — GUAM, BASTION AVANCÉ DE L'AMIRAL NIMITZ

Depuis San Francisco, nous avons dû parcourir plus de huit mille kilomètres au-dessus de l'océan pour atteindre la base de Guam, dans les îles Mariannes, d'où partent les opérations en cours contre les défenses avancées du Japon.

Volant à trois cents kilomètres à l'heure, notre avion a fait escale, après Pearl Harbor, sur des îlots minuscules : Johnston et Kwajalein. Johnston n'a que trois kilomètres de long sur un de large ; Kwajalein, cinq sur deux.

Ces atolls, perdus au milieu de l'océan, dont les noms étaient presque inconnus avant la guerre, ont maintenant une importance décisive.

Les navires les plus rapides paraissent d'une lenteur désespérante. Les transports d'hommes, de matériel, de courrier, de blessés se font de plus en plus par avion. Il faut posséder ces indispensables lieux d'escale aérienne. Tout le trafic aérien entre l'Amérique et le Pacifique ouest s'y arrête, même l'avion sanitaire qui, chaque jour, à tire d'aile, emporte du sang frais pour les transfusions sur les champs de bataille.

Guidés par radio, les avions trouvent là une piste d'atterrissage et de quoi faire leur plein d'essence, même une réparation sommaire.

Les quelques milliers d'officiers et d'hommes de troupe stationnés sur ces îlots sont terriblement isolés. Il n'y a autour d'eux ni population indigène, ni femme d'aucune sorte. Rien que le sable et l'eau. Ils jouent au *basket-ball*, malgré la chaleur torride, écoutent la radio, vont au cinéma militaire, qui leur offre le choix entre deux ou trois films chaque jour. Une de leurs distractions consiste à regarder passer les notabilités civiles ou militaires qui s'arrêtent au mess, le temps d'avaler un repas sommaire. De quels yeux dévorants ne regardent-ils pas l'infirmière ou la W.A.C. qui, de temps à autre, se trouve mêlée aux voyageurs.

Guam a environ cinquante kilomètres de long sur six à douze de large. Elle est toute rouge et verte. Rouge par sa terre, verte par sa végétation luxuriante, ses cocotiers, ses arbres à pain, ses papaias chargés de fruits fondants comme des melons, ses herbes coupantes, où des ibis aux pattes roses, étonnés, regardent les passants.

Cette petite île a connu les horreurs de la guerre. Les Japonais s'en étaient emparés, presque sans coup férir, le 10 décembre 1941, trois jours après avoir détruit la flotte américaine à Pearl Harbor. Et puis, l'année dernière, en juillet, les Américains sont revenus. Après trois semaines de bombardements suivis, ils ont débarqué, avec leurs chars et leur célèbre infanterie de marine. Trois semaines plus tard, ils étaient maîtres de l'île. La ville d'Agagna, la principale de l'île, qui comptait dix mille âmes, offre aujourd'hui le spectacle de tant de villes françaises : il n'en reste plus que des pans de murs branlants, des tas de pierres calcinées. Ici et là, alignées par centaines, des petites croix blanches rappellent le souvenir des soldats yankees tombés pour arracher ce lambeau de terre aux Japonais.

Sur les plages, on voit encore les carcasses des tanks américains désemparés par la précision des mortiers des Japonais, leur arme de prédilection. On voit aussi les fortins bétonnés des Japonais éclatés sous le feu des canons. Mais déjà la végétation tropicale tend à recouvrir les ruines. Les opérations de demain font oublier celles d'hier. Chaque jour davantage, l'île de Guam améliore ses installations portuaires et son outillage. Des dizaines de milliers d'hommes, de toutes les armes, y sont cantonnés et, malgré les ardeurs du climat tropical, y travaillent au même rythme accéléré qu'en Amérique.

Auprès des plages, au milieu des cocotiers, on voit se dresser les tentes kakis. Des équipes de travailleurs, le torse nu, bruni par le soleil, élèvent des baraquements en bois, largement aérés, recouverts de tôles ondulées, qui servent de cantonnements, d'ateliers, de magasins. Certains sont si vastes qu'à distance on les prendrait pour des hangars à dirigeables.

Une usine d'asphalte a été construite ; on y mélange le goudron, importé d'Amérique, avec le corail des récifs. Plus de cent kilomètres de bonnes routes ont été construites en quelques mois. Le trafic y est intense. Le soir,

les phares des autos se succédant, serrées comme les grains d'un chapelet, rappellent les routes d'avant-guerre, le dimanche, aux approches de Paris.

Là où, à l'automne, il n'y avait qu'une île désolée, dévastée par la bataille, existe maintenant un des centres vitaux de la guerre. Guam est à la fois une grande plate-forme aérienne, une base navale de première importance, un centre d'entraînement et d'embarquement des troupes combattantes.

Le grand patron de ce bastion avancé de l'Amérique est l'amiral Chester Nimitz, qui commande la plus grande flotte jamais rassemblée dans l'océan Pacifique.

Après avoir commandé la flotte des sous-marins américains, il était directeur de la Navigation au Ministère de la Marine, à Washington, quand le désastre de Pearl Harbor se produisit. Quelques jours plus tard, il était élevé au rang d'amiral et nommé commandant en chef de la flotte du Pacifique.

La résurrection de la puissance combative de la flotte américaine, les succès considérables remportés contre les Japonais depuis trois ans doivent lui être en partie attribués.

L'amiral Nimitz nous a invités à partager son déjeuner en compagnie de son état-major. Il occupe une très simple maison de bois blanche, située au haut d'une colline. De la véranda, on embrasse à perte de vue la mer aux couleurs changeantes, tantôt d'un bleu profond, tantôt vert émeraude. Les murs de sa salle à manger, au mobilier d'acajou, sont ornés de noix de coco coupées en deux, au creux desquelles, dans de la mousse, se dressent des orchidées. En effet, l'amiral Nimitz, qui est un grand amateur de musique et aime particulièrement Rachmaninoff, est très versé dans la botanique. Il a une passion pour les orchidées. Il connaît les principaux spécialistes d'orchidées des îles Hawaï et des Etats-Unis, et son rêve est de faire fleurir chez lui ces plantes merveilleuses.

Malgré ses cheveux d'une blancheur immaculée, on a peine à croire que cet homme, bâti en athlète, ait soixante ans, tant son visage est jeune. Le visiteur est fasciné par ses yeux d'un bleu étonnamment clair. C'est un causeur charmant; sa conversation est brillante, variée. Il se lève à six heures tous les jours. Il fait chaque matin une marche à pied. Vêtu d'un short, la chemise aux manches courtes ouverte à l'encolure, coiffé d'un bonnet de police, un stick à la main, accompagné d'un ou deux officiers, on le rencontre fréquemment dans l'île, marchant allègrement en dépit des ardeurs du soleil.

III. — IWOSHIMA, ILE INFERNALE

A grandes enjambées, sautant par-dessus des îles toujours occupées par les Japonais, les Américains se rapprochent du Japon et de la Chine.

Ils ne se contentent plus de reprendre aux Japonais leurs conquêtes du début de la guerre. Ils s'attaquent maintenant à des morceaux de l'ancien empire nippon.

Hier, c'était Iwoshima, dans le groupe des îles Bonin, qu'ils enlevaient d'assaut. Aujourd'hui, c'est l'île d'Okinawa, à mi-chemin entre Formose et Nagazaki, qu'ils achèvent de nettoyer après trois mois de campagne.

Iwoshima est une petite île située à 750 kilomètres de Tokio. En deux heures, en jeep, on en fait le tour. Les Japonais ont chassé toute la population civile pour en faire une forteresse, un bastion avancé de leurs défenses extérieures.

Elle offre un spectacle hallucinant ! Pour les Américains, son nom est devenu le synonyme d'enfer. Des batailles sanglantes y ont eu lieu. Le

paysage y est désolé comme autour de Verdun après l'autre guerre. Le sol y ressemble à une passoire. Il n'y a pas un pouce de terrain qui n'ait été bouleversé par les obus. Il n'y a plus une touffe d'herbe. Des troncs déchiquetés à ras de terre laissent penser que des arbres y poussaient naguère. Lesquels ? Il n'en reste pas un dans toute l'île qui ait encore ses feuilles pour permettre de l'identifier.

Iwoshima est un ancien volcan. Une partie de l'île est couverte d'une poussière grise qui crie sous les pieds. Le reste est fait d'une roche jaunâtre friable. A notre arrivée, une pluie fine tombait ; de la terre chaude s'échappaient des vapeurs sulfureuses qui nous prenaient à la gorge.

Le débarquement des Américains, le 19 février 1945 et les jours suivants, ne fut pas facile. Les Japonais opposèrent une résistance acharnée.

« Le bombardement était si intense, me dit un marin américain, que toute l'île avait l'air d'une bassine de friture. Partout, la terre frappée par les obus semblait bouillonner. J'imagine que l'attaque de Gibraltar n'aurait pas été plus difficile. »

Les Japonais ont eu près de vingt-cinq mille tués, ce chiffre n'est pas définitif [1] ; il ne se passe pas de jours où des Japonais, réfugiés dans des cavernes profondes, ne soient tués ou faits prisonniers. Ils refusent obstinément de capituler.

Le vieux code d'honneur des Samouraï interdit à un Japonais de se rendre. Les règlements militaires modernes du Japon ne reconnaissent pas davantage les prisonniers. Le soldat japonais tombé vivant aux mains de l'ennemi est tenu pour mort, rayé des contrôles ; il lui sera impossible de revenir avec honneur dans son pays ; peut-être même sa famille refusera-t-elle de le recevoir. Pour renforcer encore la détermination des combattants, la propagande japonaise leur a répété que les Américains tuaient ou torturaient les Japonais qu'ils faisaient prisonniers.

C'est pourquoi les survivants de la garnison japonaise d'Iwoshima continuent, contre tout espoir, à se terrer dans des cavernes profondes, dans des dédales souterrains, où ils cherchaient un refuge contre les bombardements. Dans l'île de Saïpan, où quelques centaines de Japonais poursuivent encore la même tactique, ils peuvent, la nuit, chercher dans la jungle des bananes, des papaias, ou même quelques ananas sauvages. A Iwoshima, où il ne reste plus aucune végétation, leur seule ressource est de venir, dans l'obscurité, piller les approvisionnements américains.

Un colonel de l'état-major nous parlait, dans sa tente de toile, de cette obstination désespérée des « Japs » : « Il y a quelques jours, nous dit-il, à cent mètres d'ici, on en a tué trois. C'étaient des officiers. Ils étaient venus la nuit, pieds nus, le torse nu. Malgré cet accoutrement sommaire, ils n'avaient pas négligé de pendre à leur ceinture l'épée dont un officier japonais ne veut jamais se séparer. Ils portaient chacun six grenades. Un de nos officiers les aperçut et les abattit tous les trois avant qu'ils aient eu le temps de jeter leurs grenades. Une fois la nuit tombée, il vaut mieux ne pas perdre trop de temps à parlementer... »

Mais de jour, c'est une toute autre histoire. Avec une patience infinie, les Américains s'ingénient à faire sortir volontairement de leurs trous ces redoutables ennemis. Ils ont repéré les cavernes d'où partent des pistes

1. L'île est depuis la fin de mars aux mains des Américains, qui ont dû, pendant des semaines, procéder aux opérations de nettoyage. Les derniers Japonais se sont cachés dans leurs tanières jusqu'en juillet.

fraîches. Sous bonne garde, accompagné d'un Nisei interprète, un Japonais prisonnier vient à l'entrée du souterrain essayer de lier conversation.

J'ai assisté à l'une de ces curieuses tentatives de conversion. C'était à l'entrée d'un trou, à peine plus gros qu'une tanière de renard, qui s'enfonçait en pente dans une sorte de falaise à pic ; le couloir conduisait à une chambre souterraine ; des gardes, le doigt sur la gâchette, étaient postés à chacune des entrées connues de ce repaire. Un Japonais, fait prisonnier de la veille, était accroupi et appelait par leur nom plusieurs de ses camarades. Une fois prisonniers, étonnés de n'être ni tués, ni maltraités, les Japonais sont très empressés à engager leurs camarades à suivre leur sort ; les Américains trouvent sans peine des volontaires pour ce travail de reddition par persuasion.

A mon passage, l'amiral et le général japonais qui commandaient l'île étaient encore terrés au fond des grottes et avaient, dit-on, donné l'ordre à leurs hommes de ne pas se rendre avant d'avoir tué chacun dix Américains.

Dix fois dans la journée, la jeep qui nous conduit est obligée de rebrousser chemin. De jour en jour, l'île change de physionomie. Là, où hier il y avait une route, s'élève aujourd'hui un cantonnement entouré de barbelés ou bien un centre d'approvisionnements ou encore un atelier de réparations. Là, où hier se dressait une colline, opèrent maintenant des *bulldozers* gigantesques qui nivellent le sol pour en faire une piste d'aviation.

Rien ne surprend les prisonniers japonais comme de constater les transformations rapides subies par l'île depuis qu'y sont les Américains. Ils sont stupéfaits par cette puissance de moyens matériels mis en œuvre par leurs ennemis.

Comment ne le seraient-ils pas ? Nous-mêmes, qui avons pendant deux mois, fait l'inventaire du potentiel de guerre de l'Amérique, sommes étonnés de cette prodigieuse abondance de tracteurs, de chenilles, de matériel de route, d'instruments de toutes sortes sur cet îlot perdu, sitôt après la bataille. Dans le Pacifique, comme en Europe, les Américains sont en train de s'assurer la victoire par la supériorité de leur matériel.

Sur cette île désolée, dénuée, sans la moindre tache de verdure, les célèbres Bataillons de Construction (les *Sea-Bees*) travaillent à longueur de journée au milieu d'une poussière aveuglante. Tantôt un obus non éclaté, tantôt une mine fait sauter un de leurs engins. Mais, pour les remplacer, de nouvelles machines sortent toujours des navires de débarquement, la proue collée sur la grève.

Les Japonais avaient aménagé à Iwoshima deux terrains d'aviation. C'est à cause d'eux que le haut commandement américain décida de s'emparer de cette île stratégique. D'abord, pour priver le Japon de cette plate-forme d'où leurs avions pouvaient les tracasser, tant à Guam qu'à Saïpan. Ensuite, pour disposer eux-mêmes de terrains d'aviation plus rapprochés du Japon.

Des îles Mariannes, qu'ils possèdent, ils pouvaient bien lancer des superforteresses sur Tokio et les autres grands centres industriels. Mais les appareils de chasse, dont le rayon d'action est plus réduit, ne pouvaient pas les accompagner jusqu'au-dessus des objectifs. Aussi, leur premier soin a-t-il été d'agrandir et d'aménager les pistes construites par les Japonais et de préparer un troisième terrain d'aviation pour soulager les deux premiers déjà encombrés.

Maintenant que les pistes d'envol sont assez longues, les superforteresses dont les raids sur le Japon se multiplient, trouvent à Iwoshima un refuge

à mi-route. Elles y prennent, à l'aller leur escorte de chasse et peuvent, au retour, s'y poser en cas de difficultés.

Les dures opérations d'Iwoshima furent suivies avec un intérêt passionné en Amérique. Un épisode de sa conquête est devenu célèbre : la prise du mont Suribashi, le cône volcanique abrupt qui domine toute l'île. Dès qu'ils arrivèrent au sommet, les *Marines* (soldats de l'infanterie de marine) plantèrent un immense drapeau américain. Un photographe de l'*Associated Press* se trouvait là ; il prit un cliché, qui est un véritable tableau, montrant une grappe de soldats casqués arc-boutés pour dresser sur cette cime japonaise le mât où flotte déjà la bannière étoilée. Cette excellente photographie, que tout le monde veut avoir, a été reproduite à des millions d'exemplaires, et son auteur, M. Rosenthal, un israélite converti au catholicisme, est aujourd'hui célèbre.

Iwoshima est devenue un nom de légende.

IV. — MANILLE ET LA « RÉSISTANCE » PHILIPPINE

Nous avons quitté l'île de Guam dans un de ces gros quadrimoteurs qui sillonnent le Pacifique. Le nôtre, ce jour-là, dernier modèle du genre, était équipé de quarante fauteuils à dossiers basculants, dans lesquels nous avons passé une nuit confortable. Nos compagnons de voyage étaient des officiers américains en mission et une vingtaine d'infirmières, se rendant comme nous aux îles Philippines.

Nous sommes arrivés, vers 9 heures du matin dans l'île de Leyte, où les Américains firent leur premier débarquement en octobre dernier. La chaleur était déjà écrasante, l'humidité intense. Est-ce l'endurcissement de trois ans de guerre au voisinage de l'équateur ? En plein milieu du jour, les soldats américains que nous cotoyions s'affairaient à leurs tâches diverses, au même rythme que chez eux. Le long des routes, trottaient des Philippins, coiffés de chapeaux de paille ronds et pointus qu'ont familiarisés chez nous les photographies de paysans annamites ou chinois ; autour des huttes, carrées ou rectangulaires, montées sur pilotis, dont le toit est fait de feuilles de palmiers tressées, des femmes portaient des jupes de soie aux couleurs vives, vertes, rouges, jaunes, coupées dans les parachutes multicolores abandonnés sur le terrain par la division aéroportée américaine déposée dans l'île.

Sur des kilomètres, sous les cocotiers, se succèdent les installations militaires : ici, les dépôts de vivres ; là, les gros bidons d'essence vides ou pleins, amoncelés en montagnes ; plus loin, des tracteurs, fraîchement débarqués des innombrables navires qui se balancent mollement en tirant sur leurs ancres ; ailleurs, des camps, encore des camps, des kilomètres de tentes. Voici un état-major : les officiers supérieurs, comme les secrétaires, la chemise mouillée de sueur, sont assis à leur bureau, les pieds dans le sable. Le soir, nous faisons une apparition au club des officiers. Il y a soirée de gala : on danse. Les présences féminines sont rares dans ces postes avancés, mais les plus débrouillards des jeunes officiers ont amené des *wacs* et des *nurses*, que le pantalon long réglementaire ne rend pas moins séduisantes.

Mais l'île de Leyte est maintenant à peu près entièrement débarrassée des Japonais. Nous ne nous y attardons pas. Trois heures d'avion, et nous voici à Manille, quartier général du général Mac Arthur.

La ville, qui comptait six cent mille habitants avant guerre, est presque entièrement détruite. Pendant le mois de février, on s'y est battu avec achar-

nement. Seules, quelques-unes de nos cités normandes peuvent donner une idée du spectacle désolant dont nos yeux furent témoins en parcourant ces quartiers entiers, où ne restent debout que des murs calcinés. Les destructions sont dues pour une part aux bombardements aériens et à l'artillerie des Américains. Les nécessités de la guerre les expliquent... Mais les Japonais portent la responsabilité de la plupart des ruines : ils avaient accumulé, au sein même de la ville, dans les quartiers d'habitation, du matériel de toutes sortes qu'ils ont voulu détruire avant d'abandonner les lieux ; les incendies qu'ils ont allumés ont dévasté tout ce qui restait debout. Ils ont même fait flamber sans nécessité le quartier des résidences élégantes qui était intact, et où ils n'avaient pas de dépôts.

Il y a un parallélisme frappant entre les méthodes d'occupation employées par les Allemands en France et par les Japonais aux Philippines, entre les patriotes des organisations de résistance en France et les *guérillas* philippins.

En mai 1942, après une lutte opiniâtre contre des forces japonaises supérieures, les dernières unités américaines et philippines reçurent l'ordre de se rendre. Un certain nombre d'officiers et de soldats américains refusèrent de capituler et prirent le maquis.

Dans le même temps, spontanément, de petites bandes armées de patriotes philippins se constituaient dans différentes îles, notamment à Panay, Mindanao et dans le nord de Luzon.

Un beau jour, un poste d'écoute de San Francisco capte un message, émis par un appareil clandestin des Philippines, adressé au général Mac Arthur, qui avait été commandant en chef à Manille pendant plusieurs années.

L'état-major américain réussit à établir le contact. Aussitôt, il entreprit d'organiser et de coordonner les forces de résistance philippines. Plusieurs sous-marins furent affectés à ces liaisons clandestines, apportant aux *guerillas* des armes, des munitions, des conserves, des produits médicaux et du matériel divers, notamment des appareils de radio.

En Australie, fut formé un « bataillon de reconnaissance », composé de Philippins rassemblés aux Etats-Unis, qui furent déposés secrètement sur différentes îles avec mission d'organiser un service de renseignements et de transmissions.

Dans les derniers mois de l'occupation japonaise, plus de deux cents postes émetteurs clandestins fonctionnaient. Trente-six stations fournissaient quatre fois par semaine des renseignements extrêmement appréciés de l'aviation et de la marine américaines, pour compléter leurs prévisions météorologiques.

Naturellement, les Japonais eurent vent de cette activité. Quand ils prenaient des *guerillas*, ils les torturaient en leur arrachant les ongles, en leur coupant les oreilles et en leur crevant les yeux. Parfois, à défaut de *guerillas*, ils prenaient comme otages tous les hommes d'un village et les brûlaient vifs.

Les sabotages furent nombreux, mais la principale mission des *guerillas* était de fournir aux Américains des renseignements sur les mouvements japonais. De fait, quand le premier débarquement eut lieu aux Philippines, sur l'île de Leyte, les Américains étaient exactement renseignés sur les emplacements défensifs des Japonais, sur tous les mouvements de leurs troupes dans les journées précédentes.

Une fois, le commandant en chef de la flotte japonaise dut faire un atterrissage forcé dans l'île de Cebou. Les *guerillas* s'emparèrent de lui et des

documents qu'il transportait. Pour le récupérer, les Japonais battirent la région, tuant sans pitié toute la population civile environnante. Quand le nombre des victimes eut atteint cinq mille, les *guerillas* décidèrent de relâcher leur prisonnier et de lui rendre ses papiers.

Mais, dans l'intervalle, ils avaient envoyé aux Américains une copie de tous les documents saisis. Ceux-ci contenaient tous les plans de défense envisagés par les Japonais contre l'invasion prévue des troupes américaines à Palao et des indications détaillées sur les emplacements de la flotte japonaise.

Ulcéré d'abandonner les Philippines, le général Mac Arthur avait déclaré : « Je reviendrai ». Cette formule : « *I shall return* » devint le slogan qui soutint l'espoir de tous les Philippins pendant le reste de l'occupation japonaise. Elle figurait, avec la signature de Mac Arthur, sur les caisses de vivres et de munitions, sur les appareils de radio, sur tout le matériel envoyé aux *guerillas* par les Américains, depuis les calendriers jusqu'aux boîtes d'allumettes.

Si l'ensemble de la population a voué une haine profonde aux Japonais, les Philippins ont eu, eux aussi, leur petite phalange de collaborateurs. Une partie des anciens ministres et ce qu'on pourrait appeler l'*intelligenzia collabora*. Dans les villages, beaucoup de maires se firent les instruments dociles des occupants.

Mais le nouveau cabinet formé depuis la libération ne comprend que des résistants actifs. M. Confusor, l'actuel ministre de l'Intérieur, qui était gouverneur de la province de Panay avant la guerre, passa toute l'occupation dans les collines, changeant de domicile constamment, organisant la résistance.

Il nous reçut dans le palais gouvernemental, une des rares résidences de luxe ayant échappé à l'incendie de Manille. Je lui demandai quel serait le traitement réservé aux cinq cents collaborateurs notoires, enfermés dans la prison centrale. « Ils vont passer en jugement, me dit-il. Suivant le code philippin, la peine de mort ne leur est pas applicable. » Mais en maints endroits, une justice sommaire a déjà été faite. On peut estimer à plus de cinq mille le nombre des collaborateurs auxquels les *guerillas* ont fait justice.

Le président Roosevelt, pendant la guerre, avait solennellement promis aux Philippins que les Etats-Unis leur accorderaient leur indépendance aussitôt après la libération de leur pays. Un acte du Congrès de Washington en fixa la date de principe au mois d'août 1946, mais la porte a été laissée ouverte, à une proclamation anticipée de l'indépendance.

Le Gouvernement philippin demande aux Etats-Unis de faire ce geste immédiatement en reconnaissance des services rendus par les Philippins aux Alliés. Il est bien entendu que les Etats-Unis garderont néanmoins les bases militaires aériennes et navales nécessaires à la sécurité commune.

Les autorités philippines, qui commencent à remettre sur pied une petite armée philippine, acceptent fort bien de confier aux Etats-Unis le soin de leur défense nationale. Elles attendent d'eux aussi l'aide matérielle et financière nécessaire à la réhabilitation de leur pays. Aucune autre puissance ne serait en mesure de la leur donner[1].

PIERRE DENOYER

1. Nous signalons à nos lecteurs l'exposition « *Victoire sur le Japon* », que l'on peut visiter actuellement 140, Champs-Elysées. De remarquables photographies évoquent les divers épisodes de la lutte décrite par M. Denoyer. (N.D.L.R.)

VACANCES DE NOËL[1]

YDIA eut un rire sec.

— Voilà la gloire ! Une journée de voyage et le nom qui est sur toutes les lèvres ne signifie plus rien. Robert Berger a tué Teddie Jordan, un bookmaker anglais. Il a été condamné à quinze ans de travaux forcés. Il est à Saint-Laurent-du-Maroni, dans la Guyane française.

Elle parlait sur un ton très naturel. Charley n'en croyait pas ses oreilles. Il était stupéfait, horrifié et émoustillé.

— Vraiment, vous ne saviez pas ?

— Je vous en donne ma parole. A présent que vous en parlez, je me souviens d'avoir lu quelque chose à ce sujet dans les journaux de Londres. Ça a produit un certain effet, parce que la victime était un Anglais, mais j'avais oublié le nom du... de votre mari.

— En France aussi, ça a fait de l'effet. Le procès a duré trois jours. On se battait pour y assister. La première page des journaux en était pleine. On ne parlait que de ça. Oui, ça a fait de l'effet. C'est là que j'ai vu votre ami Simon pour la première fois ou plutôt qu'il m'a vue. Il représentait son journal et j'étais à la barre. C'était un procès passionnant, un chopin pour les journalistes. Parlez-en avec lui. Il est très fier de ses articles. Ils étaient remarquables. On en a traduit des passages pour les journaux français. Ça l'a mis en vedette.

Charley ne savait que dire. Il en voulait à Simon. C'était trop fort de l'avoir fourré dans un pétrin pareil.

— Ça a dû être affreux pour vous, dit-il en hésitant.

Elle se retourna et le regarda dans les yeux. Charley, dont la vie avait été facile, n'avait jamais vu une expression d'aussi hideux désespoir. Un visage à peine humain, plutôt un de ces masques japonais suant l'épouvante. Il frissonna. Jusque-là, à cause de lui, Lydia avait surtout parlé anglais, sauf quand elle ne trouvait pas ses mots, mais cette fois, elle continua en français. Son accent chantant donnait à cette langue une poignante mélancolie et, en même temps, nimbait son récit d'irréel. On eût dit d'une personne parlant en rêve :

— J'étais mariée depuis six mois. J'attendais un enfant. Peut-être est-ce ce qui a sauvé sa tête. Ça et sa jeunesse. Il n'avait que vingt-deux ans. Le

1. Voir la *Revue de Paris du* 1er juin 1940. — *Résume des chapitres précédents :* Charley Mason, vingt-trois ans, fils de riches Anglais, nature sensible et généreuse, est venu passer quelques jours de vacances à Paris. Un de ses camarades, Simon, communiste du genre implacable et amer, l'a conduit dans une boîte de nuit de Montparnasse, *le Sérail*, qui tient plus encore de la « maison » que du dancing. Charley y a fait la connaissance d'une jeune Russe, Lydia, pauvre fille solitaire et malheureuse. Lydia conte à Charley son histoire : années errantes, misère, mariage avec Robert Berger. (N.D.L.R.)

bébé est né mort. J'avais trop souffert. Voyez-vous, j'aimais Robert. Il est mon premier et mon dernier amour. Quand il a été condamné, on a voulu me faire divorcer, la déportation est une raison suffisante ; il paraît que les femmes des forçats divorcent toujours, et on n'a pas compris mon refus. Son avocat a été très bon. Il a dit que j'avais fait tout ce que je pouvais et que j'en avais vu de dures, car j'ai voulu rester avec lui jusqu'à la fin. A présent, il fallait penser à moi, j'étais jeune et je devais refaire ma vie ; ce serait encore plus difficile si je restais liée à un forçat. Cette tête qu'il faisait quand je disais que j'aimais Robert, que rien d'autre au monde ne comptait pour moi et que, quoi qu'il fît, je l'aimerais ! Si jamais je pouvais le rejoindre et s'il s'en souciait, je partirais, et avec joie. Il a haussé les épaules et a dit : « Rien à faire avec ces Russes », mais, si je changeais d'avis, je pouvais venir le trouver et il m'aiderait à divorcer. Et Eugénie, et Alexëi, ce pauvre pochard d'Alexëi, ne me laissaient pas de repos. A les entendre, Robert était une canaille, un perverti, c'était dégoûtant de l'aimer. Comme si on pouvait s'empêcher d'aimer parce que c'est dégoûtant ! C'est facile de traiter un homme de canaille. Qu'est-ce que cela signifie ? Il a tué et il a souffert pour son crime. Personne ne le connaissait aussi bien que moi. Vous comprenez, il m'aimait. Ils ne savaient pas combien il était tendre, charmant, gai, gamin. Ils avaient beau dire qu'il avait failli me tuer comme Jordan, ils ne voyaient pas que je l'en aimais davantage.

Charley, qui ignorait tout de cette histoire, ne comprit pas.

— Pourquoi vous aurait-il tuée ? demanda-t-il.

— Quand il est rentré, après avoir assassiné Jordan, il était très tard et j'étais couchée, mais sa mère l'attendait. Nous habitions chez elle. Il paraissait de très bonne humeur, mais, en le regardant, elle a vu tout de suite qu'il venait de faire quelque chose d'énorme. Depuis des semaines, elle s'y attendait et elle était folle d'anxiété :

— Où as-tu été tout ce temps ? lui a-t-elle demandé.

— Moi ? Nulle part. Voir les copains...

« Il a étouffé un rire et lui a tapoté la joue.

— C'est si facile de tuer un homme, maman, a-t-il dit. C'est ridicule ce que c'est facile...

« Alors elle a compris et elle a éclaté en sanglots.

— Ta pauvre femme ! Oh ! quelle peine elle va avoir !

« Il a baissé les yeux et il a soupiré.

— Peut-être vaudrait-il mieux la tuer aussi.

— Robert !

« Il a hoché la tête.

— Ne crains rien, je n'aurai pas le courage. Et pourtant, sans la réveiller, elle ne saurait rien.

— Mon Dieu, pourquoi as-tu fait ça ? a-t-elle crié.

« Il a encore ri. Son rire était contagieux. Il déridait tout le monde.

— Ne t'affole pas, maman, c'est une blague. Je n'ai rien fait du tout. Couche-toi et dors.

« Elle savait qu'il mentait. Mais il n'a plus voulu rien dire. Enfin, elle est allée dans sa chambre. Nous avions une petite maison à Neuilly, avec un jardinet et, au bout, un pavillon. A notre mariage, elle nous avait laissé la maison et s'était installée là pour rester près de son fils sans être sur notre dos. Robert est monté dans notre chambre et m'a éveillée d'un baiser sur les lèvres. Ses yeux rayonnaient. Ils étaient bleus, pas si bleus que les vôtres, plutôt gris, mais très grands et très vifs. Ils souriaient presque toujours. »

Lydia parlait de plus en plus lentement comme si, tout en racontant, une pensée lui était venue. Elle regarda Charley avec une expression bizarre.

— Vous avez un peu ses yeux, la même forme de visage. Il n'était pas si grand que vous et il n'avait pas votre teint d'Anglais. Il était très beau.

Elle se tut un instant.

— Quelle rosse que votre Simon !

— Pourquoi ?

— Pour rien !

Les coudes sur la table, les joues dans les mains, elle poursuivit d'une voix blanche, comme en état d'hypnose.

— Je souris quand je m'éveillai.

— Comme il est tard ! ai-je dit. Viens vite te coucher.

— Je ne pourrai pas dormir, a-t-il répondu. Je suis trop énervé. J'ai faim. Est-ce qu'il y a des œufs à la cuisine ?

« A présent, j'étais tout à fait réveillée. Il était charmant, assis sur le bord du lit dans son costume gris neuf. Il était toujours bien habillé, et quel chic ! Ses longs cheveux brun foncé, ondulés et rejetés en arrière, étaient épatants.

— Je passe mon peignoir et nous irons voir, ai-je dit.

« Nous sommes descendus à la cuisine et j'ai trouvé des œufs et des oignons. J'ai fait frire les oignons et je les ai mélangés avec les œufs. J'ai grillé du pain. Quelquefois, en rentrant du théâtre ou du concert, nous mangions quelque chose. Il adorait les œufs brouillés aux oignons et je les faisais juste à son goût. Nous aimions nos petits soupers seuls dans la cuisine. Il est allé à la cave et a rapporté une bouteille de champagne. Je savais que sa mère ne serait pas contente, c'était la dernière de la demi-douzaine qu'un ami du turf avait offerte à Robert, mais il a dit qu'il avait envie de champagne et a fait sauter le bouchon. Il s'est jeté sur les œufs et il a vidé son verre d'un trait. Il paraissait d'excellente humeur. En arrivant dans la cuisine, il était pâle, mais ses yeux brillaient et, si ça n'avait pas été son genre, j'aurais cru qu'il avait bu. A présent, ses joues reprenaient leur couleur. « Il est fatigué et il a faim », me suis-je dit. Il avait traîné dehors toute la journée, j'en étais sûre, peut-être sans rien à se mettre sous la dent. Nous n'avions été séparés que quelques heures, mais il était fou de joie de me retrouver. Il n'arrêtait pas de m'embrasser et, pendant que je battais les œufs, j'ai dû le repousser parce qu'il allait trop loin et que j'avais peur pour mon plat. Je ne pouvais m'empêcher de rire. Nous étions assis à la table de cuisine, serrés l'un contre l'autre. Il me disait les mots les plus tendres ; ses mains étaient tout le temps sur moi, on aurait dit que nous étions mariés depuis une semaine. Quand nous avons eu fini, j'ai voulu tout laver pour que sa mère ne trouve pas de désordre le matin, mais il m'en a empêchée. Il avait hâte de se coucher.

« Il était comme possédé. Je n'avais jamais cru qu'un homme pût aimer une femme comme il m'a aimée cette nuit-là, et qu'une femme pût être capable d'une pareille adoration. Il était insatiable. Impossible de l'apaiser. Personne n'a jamais eu un amant aussi admirable que moi cette nuit-là. Et il était mon mari, mon mari à moi ! Je l'adorais ! S'il m'avait laissée faire, je lui aurais baisé les pieds. Quand, enfin, il tomba endormi, l'aurore se glissait par une fente des rideaux. Mais je n'ai pas pu dormir. Comme le jour s'affirmait, je regardai son visage : un vrai gosse. Il dormait, en me tenant dans ses bras, un sourire sur les lèvres. Je m'endormis aussi. Je m'éveillai avant lui et me levai très doucement pour ne pas le déranger. J'entrai à la cuisine pour faire son café. Nous étions très pauvres. Robert avait travaillé chez un courtier, mais il s'était disputé avec son patron et il était parti en claquant les portes. Depuis, il n'avait pas retrouvé de situation stable. Il était fou des courses et il lui arrivait de gagner. Sa mère détestait ça. Parfois, une commission lui tombait du ciel, pour la vente d'une voiture d'occasion ; mais nous ne pouvions vraiment compter que sur la pension de madame Berger,

veuve d'un médecin militaire, et sur les quelques sous qu'elle possédait. Nous n'avions pas de bonne et je faisais le ménage avec ma belle-mère. Je la trouvai dans la cuisine, pelant des pommes de terre.

— Comment va Robert ? demanda-t-elle.

— Il dort encore. Si vous le voyiez ! Avec ses cheveux ébouriffés, il a l'air d'avoir seize ans.

« Le café était sur le feu et le lait déjà chaud. Je le fis bouillir et en bus une tasse, puis je montai à pas de loup pour prendre les vêtements de Robert. J'avais appris à les repasser et il y tenait beaucoup. Je voulais qu'à son réveil, ils fussent tout prêts sur une chaise, à côté de son lit. Je les ai descendus dans la cuisine, je les ai brossés et j'ai mis un fer à chauffer.

« Quand j'ai étalé le pantalon sur la table de cuisine, j'ai vu des taches sur une des jambes.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? me suis-je écriée. Robert a mis son pantalon dans un état !

« Madame Berger s'est levée si vite qu'elle a renversé les pommes de terre. Elle s'est jetée sur le pantalon et l'a examiné.

« Elle a commencé à trembler.

— Je me demande ce que c'est, ai-je dit. Robert sera furieux. Son costume neuf !

« Elle était bouleversée : les Français sont drôles, ils ne prennent pas les choses avec légèreté comme nous, les Russes. Robert avait payé ce costume un prix fou et, s'il était abîmé, elle n'en dormirait pas de la semaine.

— Ça partira, dis-je.

— Portez son café à Robert, dit-elle sèchement. A onze heures passées, il peut bien se réveiller. Laissez-moi le pantalon. Je vois ce que c'est.

« J'ai rempli une tasse et j'allais la monter quand nous avons entendu Robert qui descendait, en traînant ses savates. Il s'est incliné devant sa mère et a demandé le journal.

— Bois ton café pendant qu'il est chaud, ai-je dit.

« Il n'a fait aucune attention à moi. Il a ouvert le journal aux dernières nouvelles.

— Il n'y a rien, a dit la mère.

« Je ne comprenais pas. Il a parcouru les colonnes, puis il a bu une longue gorgée de café. Il gardait un silence inusité. J'ai commencé à brosser son veston.

— Tu as bien arrangé ton pantalon, hier soir, ai-je dit. Aujourd'hui, il faudra mettre ton costume bleu.

« Madame Berger avait mis le pantalon sur le dos d'une chaise. Elle lui a montré les taches. Il les a regardées au moins pendant une minute. Sa mère l'observait. Je ne m'expliquais pas leur silence. Je croyais qu'ils prenaient au tragique un accident insignifiant. Ces Français, ils ont l'économie dans le sang.

— Nous avons de l'essence dans la maison, dis-je, les taches partiront. Sans ça, il y a le teinturier.

« Ils ne répondirent pas. Robert baissa les yeux. Sa mère retourna le pantalon, sans doute pour voir s'il y avait des taches sur le fond et alors, je crois, elle sentit quelque chose dans les poches.

— Qu'as-tu là ?

« Il bondit.

— Laisse ça tranquille. Je n'aime pas qu'on fouille dans mes poches.

« Il a essayé de lui arracher le pantalon, mais elle avait déjà glissé sa main dans la poche de derrière et retiré une liasse de billets de banque. Il s'est arrêté net. Elle a laissé tomber le pantalon et, avec un gémissement, elle

a porté les mains à son cœur comme si on l'avait poignardée. Ils étaient pâles comme des morts. Une idée m'est venue. Robert m'avait dit souvent que sa mère devait avoir un petit magot caché dans la maison. Depuis un certain temps, nous étions terriblement à court. Robert avait une envie folle d'aller dans le Midi ; je n'y avais jamais été et il disait que, s'il pouvait réunir quelques sous, nous irions faire enfin notre voyage de noces là-bas.

« Voyez-vous, au moment de notre mariage, il était bouclé chez ce courtier. La pensée qu'il avait trouvé l'argent de sa mère m'a traversé l'esprit. J'ai rougi jusqu'à la racine des cheveux à l'idée qu'il avait volé et, pourtant, je n'étais pas très étonnée. Je n'avais pas vécu avec lui six mois sans savoir qu'il ne verrait là qu'une bonne blague. C'étaient des billets de 1 000 francs qu'elle tenait. Plus tard, j'ai appris qu'il y en avait sept. Elle le regardait, les yeux hors de la tête.

— Comment as-tu eu ça, Robert ?

« Il a ri, mais j'ai vu qu'il était nerveux.

— Hier, je n'ai pas perdu ma journée à Longchamp.

— Oh ! Robert, me suis-je écriée, tu avais promis à ta mère de ne plus jouer aux courses !

— C'était une certitude, a-t-il dit, je n'ai pas pu résister. Nous irons dans le Midi, chérie. Prends-les et garde-les ou ils vont me filer entre les doigts.

— Jamais de la vie ! a crié madame Berger.

« Elle a regardé Robert avec horreur et elle s'est tournée vers moi.

— Allez faire votre chambre. Je n'aime pas que tout reste en pagaïe jusqu'au soir.

« Elle cherchait à se débarrasser de moi et, en cas de dispute, j'aimais autant m'éclipser. La position de belle-fille est délicate. Elle adorait Robert, mais il était dépensier et elle n'en dormait pas. De temps en temps, il y avait une scène. Ils s'enfermaient dans le pavillon au bout du jardin et j'entendais des éclats de voix. Il en revenait boudeur et irritable et elle avait les yeux rouges. Quand je suis redescendue, ils se sont interrompus brusquement et madame Berger m'a envoyée acheter des œufs. En général, Robert sortait vers midi et il ne revenait que le soir, souvent très tard, mais, ce jour-là, il est resté. Il a lu et joué du piano. Je lui ai demandé ce qui s'était passé entre sa mère et lui, mais il m'a dit de me mêler de mes affaires.

« Ils n'ont pas échangé deux mots dans toute la journée. Le temps m'a semblé interminable. Une fois au lit, je me suis pelotonnée contre Robert et j'ai mis mon bras autour de son cou pour le consoler, mais il m'a repoussée.

— Ah ! non, laisse-moi tranquille. Je ne suis pas d'humeur à ça, ce soir. J'ai d'autres chats à fouetter.

« J'étais mortifiée, mais je n'ai rien dit. Je me suis écartée de lui. Il savait qu'il m'avait froissée et bientôt il m'a caressé la joue.

— Dors, mon amour. Ne te frappe pas si je suis de mauvais poil. J'ai trop bu hier. Demain, je serai retapé.

— Etait-ce l'argent de ta mère ? ai-je chuchoté.

« Il a tardé à répondre.

— Oui, a-t-il dit enfin.

— Oh ! Robert, comment as-tu pu ?

« Il a encore hésité. J'ai commencé à pleurer.

— Si on t'interroge, tu ne m'as jamais vu avec l'argent. Tu n'as jamais su que j'en avais.

— Comment, tu me crois capable de te trahir ?

— Et le pantalon. Maman n'a pas pu enlever les taches. Elle l'a jeté.

« Je me rappelai soudain que, l'après-midi, j'avais senti une odeur de brûlé, pendant que Robert jouait et que j'étais assise auprès de lui. Je m'étais levée pour aller voir ce que c'était.

— Bouge pas, avait-il dit.

— Mais quelque chose brûle dans la cuisine.

— Maman a dû jeter au feu de vieux chiffons. Elle est comme un crin. Si tu la déranges, gare à toi !

« Je savais bien que ce n'étaient pas des vieux chiffons. Elle n'avait pas jeté le pantalon, elle l'avait brûlé. J'ai commencé à crever de peur. Il m'a pris la main.

— Si on t'en parle, tu diras que je l'avais tellement esquinté en nettoyant une voiture qu'il a fallu s'en débarrasser. Ma mère l'a donné avant-hier à un pauvre. Tu me le jures ?

— Oui, ai-je répondu, mais je pouvais à peine parler.

« Alors il a dit une chose terrifiante :

— Il y va de ma tête, tu sais...

« J'étais trop affolée pour parler. Le sang me battait aux tempes comme si mon crâne allait sauter. De la nuit, je n'ai pu fermer l'œil. Robert était agité, même dans son sommeil, et se retournait tout le temps. Nous sommes descendus de bonne heure, mais ma belle-mère était déjà dans la cuisine. En général, elle s'habillait très convenablement et, quand elle sortait, elle avait même du chic. Veuve de médecin et fille d'officier d'état-major, elle ne voulait pas déroger, quitte à se priver de tout, pour tenir la façade devant d'anciens amis de garnison. Alors, les cheveux ondulés et les mains faites, du rouge plein les joues, elle ne portait pas plus de quarante ans, mais ce matin-là, pas coiffée, sans maquillage, on l'aurait prise pour une vieille entremetteuse retirée. Elle n'a pas dit bonjour à Robert. Sans un mot, elle lui a tendu le journal. Pendant qu'il lisait, j'ai vu son expression changer. Il a senti mon regard et a levé les yeux. Il a souri.

— Alors, ma gosse, et ce café ? Vas-tu rester là toute la matinée à regarder ton homme au lieu de t'occuper de lui ?

« Il y avait sûrement dans ce journal ce que je voulais savoir.

Robert a fini de déjeuner et est monté s'habiller. Quand il est redescendu, prêt à sortir, j'ai eu un coup, car il portait le fameux veston gris clair et le pantalon qui allait avec. Mais je me suis rappelé qu'il en avait commandé deux. Il y avait eu une longue discussion à ce sujet. Madame Berger avait ronchonné à cause de la dépense, mais il avait dit qu'il ne pourrait pas trouver de situation sans être convenablement habillé et elle avait cédé, comme toujours, en l'obligeant même à commander un second pantalon. Le pantalon s'abîmait toujours le premier et, pour finir, ce serait une économie. Robert est parti, en disant qu'il ne reviendrait pas déjeuner. Ma belle-mère est allée faire son marché et j'ai sauté sur le journal. J'ai vu qu'un bookmaker anglais, un certain Teddie Jordan, avait été trouvé mort dans son appartement, poignardé dans le dos. J'avais souvent entendu Robert parler de lui : il l'avait tué. J'ai reçu un tel coup au cœur que j'ai cru mourir. Je ne sais pas combien de temps je suis restée là, sans bouger. Enfin, j'ai entendu une clef dans la serrure. C'était madame Berger. J'ai remis le journal où elle l'avait laissé et j'ai repris mon travail. »

Lydia soupira. Ils étaient arrivés au restaurant vers une heure et, à deux heures, ils avaient à peine fini de souper.

Au début, la salle était pleine et on se bousculait au bar ; peu à peu, les

gens étaient partis. Deux personnes s'attardaient. Sauf celle de Lydia et Charley, il n'y avait plus qu'une table occupée.

Il demanda l'addition.

— Où va-t-on à présent ?

— A Montmartre. Graaf est ouvert toute la nuit. Mais je suis éreintée.

— Si vous voulez, je vais vous ramener chez vous.

— Chez Alexëi et Eugénie ? Pas ce soir. Il sera saoul. Il va engueuler Eugénie toute la nuit à cause des enfants et pleurer sur lui-même. *Le Sérail* me dégoûte. Plutôt Graaf. Au moins, il y fait chaud.

Elle semblait tellement à bout que Charley, en hésitant, lui fit une proposition. Simon lui avait dit qu'il pouvait ramener n'importe qui à l'hôtel.

— Ecoutez, j'ai deux lits dans ma chambre. Pourquoi ne rentreriez-vous pas avec moi ?

Elle eut un regard soupçonneux, mais il hocha la tête en souriant.

— Oh ! seulement pour dormir, ajouta-t-il. J'ai voyagé aujourd'hui, et avec le changement et le reste, je suis plutôt vanné.

— Bon.

Aucun taxi ne passait, mais l'hôtel n'était pas loin, et ils s'y rendirent à pied. Le portier de nuit, les yeux bouffis de sommeil, les fit monter en ascenseur. Lydia ôta son chapeau. Son front était large et blanc. Charley n'avait pas encore vu ses cheveux. Ils étaient châtain clair et courts, frisés sur la nuque. Elle ôta ses souliers et se glissa hors de sa robe. Quand Charley, en pyjama, sortit de la salle de bains, elle était déjà endormie. Il s'installa dans l'autre lit et éteignit. Ils n'avaient pas échangé un mot depuis leur sortie du restaurant.

C'est ainsi que Charley passa sa première nuit à Paris.

IV

Il s'éveilla tard. Un moment, il se demanda où il était. Alors, il aperçut Lydia. Ils n'avaient pas tiré les rideaux, et une lumière grise filtrait à travers les persiennes. Avec son mobilier de pitchpin, la chambre paraissait minable. Couchée sur le dos, les yeux ouverts, Lydia contemplait le plafond sale. Charley consulta sa montre. Cette femme étrange dans l'autre lit l'intimidait.

— Il est presque midi, dit-il. Prenons une tasse de café et je vous emmènerai déjeuner.

Elle le regarda avec des yeux graves, mais non sans douceur.

— Je vous ai vu dormir. Vous dormiez comme un enfant. Et avec une telle expression d'innocence sur la figure! Ça m'a émue.

— Ma figure a surtout besoin d'être rasée, dit-il.

Il commanda le café par téléphone. La grosse femme de chambre jeta un coup d'œil sur Lydia, mais son regard atone n'exprima rien. Charley fuma sa pipe et Lydia plusieurs cigarettes. Ils parlèrent peu. Charley était embarrassé. Lydia semblait perdue dans ses pensées. Il passa à côté pour se raser et prendre un bain. Quand il revint, il trouva Lydia dans sa robe de chambre à lui, assise à la fenêtre qui donnait sur la cour. Il n'y avait rien d'autre à voir que les fenêtres des chambres d'en face. Par ce blême matin de Noël, c'était d'une tristesse indicible. Elle se tourna vers lui.

— Si on déjeunait ici, au lieu de sortir ?

— En bas, vous voulez dire ? Pourquoi pas ?

Il ne pouvait nier l'intérêt de l'expérience, mais était-il venu à Paris pour cela ? Il regarda autour de lui. Les lits n'étaient pas faits ; le chapeau de

Lydia, sa jupe et sa veste, ses bas, ses souliers gisaient épars. Ses autres vêtements s'empilaient en désordre sur une chaise.

— Cet endroit n'a rien de folichon, dit-il. Ça ne va pas être drôle de déjeuner là-dedans.

— Qu'est-ce que ça fait ? répondit-elle en riant pour la première fois. Mais si ça dérange votre sens anglais du décorum, je vais faire les lits, ou la femme de chambre les fera pendant que je prendrai mon bain.

Elle passa dans la salle de bains et Charley commanda par téléphone des œufs, de la viande, du fromage, des fruits et une bouteille de vin. Puis, il sonna la femme de chambre. La pièce était chauffée, mais il y avait une cheminée, et du feu donnerait de la gaîté. La femme de chambre alla chercher du bois et il s'habilla. Pendant qu'elle mettait de l'ordre, il s'assit et regarda la cour sinistre. Il regrettait amèrement la joyeuse réunion des Terry-Mason. A présent, on prenait un verre de cherry avant de se mettre à table pour le déjeuner de Noël, avec la dinde et le pudding. Comme ils devaient tous s'amuser, heureux de leurs cadeaux! Lydia revint. Elle n'était pas maquillée, mais ses cheveux étaient bien brossés, le gonflement de ses paupières avait disparu et elle paraissait jeune et jolie. D'ailleurs, sa beauté n'avait rien de troublant et Charley, pourtant inflammable, la vit entrer sans la moindre émotion.

— Tiens, vous êtes habillé ? dit-elle. Alors je peux garder votre robe de chambre ? Passez-moi vos pantoufles. Je vais flotter dedans, ça ne fait rien.

La robe de chambre de Charley, en soie bleue imprimée, cadeau de sa mère pour sa fête, était beaucoup trop longue pour Lydia, mais elle s'y drapait avec adresse. Le feu lui fit plaisir; elle s'enfonça dans le fauteuil offert par Charley et fuma une cigarette. Elle paraissait trouver la situation très naturelle. On aurait dit qu'elle avait toujours connu Charley. De toute évidence, elle n'envisageait même plus qu'il pût la désirer. Rien n'aurait pu le refroidir davantage. L'appétit de Lydia le surprit. Après les confidences de la veille, il l'aurait crue trop bouleversée pour manger autrement que du bout des lèvres, et sa sensibilité romantique reçut un coup en la voyant dévorer comme lui, et avec une évidente satisfaction.

Ils prenaient leur café quand le téléphone sonna. C'était Simon.

— Charley, tu viens bavarder un peu ?

— Je suis désolé. En ce moment, impossible.

— Pourquoi ? demanda sèchement Simon.

C'était bien Simon, cette prétention de faire tout lâcher pour lui. Contrariait-on la moindre de ses fantaisies, cela prenait tout de suite des proportions exagérées.

— Lydia est ici.

— Qui diable est Lydia ?

Charley hésita.

— Eh bien ! La princesse Olga.

Il y eut un silence. Simon éclata d'un rire dur.

— Félicitations, mon cher. Je savais que ça collerait. Enfin, quand tu auras un moment à perdre avec un vieux copain, préviens-moi.

Il raccrocha. Quand Charley se retourna vers Lydia, elle regardait fixement le feu. Elle paraissait n'avoir rien entendu. Charley repoussa la petite table où ils avaient déjeuné et se cala le mieux qu'il put dans un fauteuil peu profond. Lydia remit une bûche sur le feu. L'intimité de ce geste ne déplut pas à Charley. Elle s'installait comme un jeune chien qui tourne deux ou trois fois sur un coussin et, une fois le creux fait, s'y pelotonne. Ils passèrent là tout l'après-midi. La lumière sans joie de ce jour d'hiver baissa peu à peu et il ne resta que la clarté du feu. En face, dans les chambres,

des lumières s'allumaient et les croisées ternes, sans rideaux, prenaient un faux air de mystère comme les fenêtres éclairées d'une rue de théâtre. Mais elles ne semblaient pas à Charley plus irréelles que la situation où il se trouvait, assis dans cette chambre banale, à la lueur vacillante du feu, pendant que l'étrangère racontait sa terrible histoire. S'était-elle seulement demandé s'il se souciait de recevoir ses confidences et s'il n'avait pas autre chose à faire ?

Recherchait-elle sa sympathie ? Il n'en était même pas sûr. Elle ne savait rien de lui et ne désirait rien en savoir. Elle le trouvait commode, voilà tout, et il fallait une bonne dose d'humour pour supporter cette indifférence. Vers le soir, elle cessa de parler et, bientôt, à sa respiration calme, Charley comprit qu'elle dormait. Il se leva, tout ankylosé, alla à la fenêtre sur la pointe des pieds, par crainte de la réveiller, et s'assit pour regarder dans la cour. Parfois, une ombre glissait derrière les fenêtres éclairées ; une vieille femme arrosait un pot de fleurs ; un homme en manches de chemise lisait, vautré sur son lit. Qui étaient ces gens ? Sans doute de petits bourgeois, car l'hôtel était bon marché et le quartier ordinaire mais, vus ainsi, derrière les vitres, comme dans un kaléidoscope, ils faisaient penser à des marionnettes. Comment connaître le fond de leur nature et les passions, les crimes cachés sous leur apparence banale ? Dans certaines chambres, les rideaux étaient fermés et seul un filet de lumière révélait une présence. D'autres fenêtres demeuraient noires. Les chambres n'étaient pas inhabitées, car l'hôtel était plein, mais les occupants étaient sortis. Pour quelles courses mystérieuses ? Dans son énervement, Charley fut pris d'horreur pour ces inconnus. Sous le calme de la façade, il pressentait des intrigues compliquées et monstrueuses.

Les sourcils froncés, il réfléchissait aux infortunes dont le récit avait rempli son après-midi. La vie misérable de Lydia chez sa couturière et son enfance de pauvresse à Londres ; les journées déchirantes après le meurtre ; la terreur de l'arrestation et les affres du procès. Jusqu'ici, Charley ne connaissait le crime et la misère qu'à travers les romans policiers et les journaux, et soudain, il se trouvait en contact direct avec quelqu'un qui venait de vivre tout cela. Il se rappela un tableau de Manet, une exécution — celle de Maximilien — par un peloton de soldats. Ce tableau l'avait toujours frappé. A présent, il comprenait que le sujet évoquait la réalité. L'empereur s'était vraiment trouvé là et, quand les soldats avaient levé leurs armes, il avait dû lui sembler incroyable d'être au poteau, prêt à tomber sous leurs balles.

Après avoir écouté Lydia la nuit dernière et toute la journée, avoir mangé et dansé avec elle, après tant d'heures passées l'un près de l'autre, il ne pouvait imaginer qu'elle eût connu des heures pareilles.

C'était par hasard que Lydia et Robert Berger s'étaient rencontrés. Grâce à ses amis, employés dans un restaurant russe, Lydia recevait parfois un billet de concert. Quand elle ne l'obtenait pas et qu'elle désirait beaucoup y assister, elle rognait sur sa paye le prix d'une place de promenoir. C'était sa seule folie et sa seule distraction. Elle aimait surtout la musique russe. En l'écoutant, elle rejoignait le cœur de cette patrie inconnue dont la nostalgie la poursuivait. Elle ne voyait la Russie qu'à travers les récits de son père et de sa mère, les souvenirs d'Eugénie et d'Alexëi et les romans. Les harmonies de Rimsky-Korsakov et de Glazounov, les truculences de Stravinsky prêtaient à ses impressions forme et substance. Ces mélodies sauvages, ces rythmes saccadés, si étrangers à l'Europe, l'arrachaient à elle-même. à son existence sordide et gonflaient son cœur d'un tel amour pour sa terre natale que des larmes bienfaisantes roulaient sur ses joues. Mais ces images,

nées de récits et d'une fantaisie échevelée, ne répondaient nullement à la réalité. Le Kremlin, avec ses dômes dorés, parsemés d'étoiles, la place Rouge et le Kitai Gorod devenaient le cadre d'un conte de fées. Pour elle, le prince Andrey et la charmante Natacha continuaient à faire leurs courses dans les rues grouillantes de Moscou ; Dimitri Karamazov, après une nuit folle avec les bohémiennes, rencontrait encore le suave Alyosha sur le pont de Mostbaretsk. Dans leur traîneau, le marchand Rogozhin et Natasia Filippovna glissaient sur la neige, et la ronde des fantoches de Tchékov rappelait le tournoiement des feuilles mortes dans les allées du jardin d'Eté et de la perspective Newsky aux noms magiques. Anna Karénine roulait toujours dans sa voiture. Moulé dans son uniforme neuf, Vronsky montait les degrés des palais du canal Fontanka, et le bâtard Raskolnikov arpentait le Liteiny. Emportée par l'ardeur de cette musique évocatrice, elle voyait, à travers Tourguéniev, les maisons de campagne délabrées où ils s'épanchaient dans la nuit parfumée, et les marais endormis sous l'air immobile de l'aube où ils chassaient le canard sauvage. A travers Gorki, les villages misérables aux beuveries effrénées, aux amours brutales et meurtrières ; les flots bourbeux de la Volga, les steppes sans fin du Caucase et de la Crimée luxuriante. Pleine de désir, de regret pour une vie passée à jamais, accablée par la nostalgie de la patrie inconnue, étrangère dans un monde hostile, elle s'incorporait alors au grand peuple mystérieux. Elle avait beau parler incorrectement la langue de sa patrie, elle était Russe, elle aimait la Russie. A de pareils moments, elle se sentait de là-bas et comprenait son père, reparti malgré les avertissements et le risque de mort.

A un de ces concerts de musique entièrement russe, elle se trouva debout à côté d'un jeune homme qui la regardait avec curiosité. Quand elle tourna les yeux vers lui, elle fut frappée par son air d'attention passionnée. Il écoutait, les mains jointes, la bouche entr'ouverte. Il avait de beaux traits et paraissait bien élevé. Lydia ne lui jeta qu'un coup d'œil et retourna à la musique et à ses rêves. Elle tressaillit quand une main, petite et douce, prit la sienne et la serra. Elle se dégagea vivement. C'était le dernier morceau avant l'entr'acte. L'inconnu se tourna vers elle. Sous d'épais sourcils, ses yeux gris rayonnaient d'une douceur étrange.

— Vous pleurez, mademoiselle ?

Elle l'avait cru Russe, comme elle, mais son accent était purement français. Sa pression de main avait été une marque de sympathie instinctive. Elle le comprit et en fut troublée.

— Pas parce que je suis malheureuse, répondit-elle en souriant.

Il sourit aussi, et son sourire était charmant.

— Je sais. Cette musique russe, ça vous grise et, pourtant, ça vous déchire le cœur.

— Mais vous êtes Français. Qu'est-ce que ça peut représenter pour vous ?

— Oui. Je suis Français. Je ne sais pas ce que ça représente pour moi. C'est la seule musique que j'aie envie d'entendre. Elle exprime la puissance et la passion, le sang, la destruction. Elle fait vibrer tous mes nerfs. Parfois, en l'écoutant, je sens que rien ne m'est impossible.

Elle ne répondit pas. Selon les gens, la même musique exprimait donc des choses si différentes ? Pour elle, ces harmonies à peine évanouies disaient la tragédie de la destinée humaine, la vanité de lutter contre le sort; la joie, la paix de l'humilité et de la résignation.

— Viendrez-vous au concert de la semaine prochaine ? demanda-t-il. Il sera encore entièrement russe.

— Je ne crois pas.

— Pourquoi ?

Il était très jeune, à peu près de son âge, et son air de candeur empêcha Lydia de répondre trop sèchement à une question indiscrète. Quelque chose dans son attitude montrait qu'il ne cherchait pas une aventure. Elle sourit.

— Je ne suis pas millionnaire. Les millionnaires sont rares à présent, vous savez, chez les Russes.

— Je connais les organisateurs. J'ai deux billets de faveur. Si vous voulez me retrouver à la porte dimanche prochain, vous entrerez avec moi.

— Je ne sais pas si je peux faire ça.

— Cela vous paraît compromettant ? dit-il en souriant. La foule sera un chaperon suffisant.

— Je travaille chez une couturière : il serait difficile de me compromettre, mais je ne vous connais pas du tout.

— Je suis sûr que vous êtes une jeune personne très bien élevée. Mais ne vous encombrez donc pas de pareils préjugés.

Elle ne voulut pas discuter.

— Eh bien ! nous verrons. En tout cas, merci de la proposition.

Ils parlèrent d'autre chose jusqu'au moment où le chef d'orchestre leva son bâton. A la fin du concert, il se tourna vers elle.

— Alors, à dimanche !

— Peut-être. Ne m'attendez pas.

Ils se perdirent dans la foule qui se hâtait vers les sorties.

Pendant la semaine, elle pensa au bel inconnu aux grands yeux gris. Elle y pensa avec plaisir. Elle n'était pas arrivée à son âge sans avoir eu à repousser des avances. Alexëi et son fils, le gigolo, avaient tous les deux cherché à l'avoir, mais elle s'en était débarrassée sans peine. Une bonne gifle sur l'oreille avait fait comprendre à l'ivrogne pleurnichard l'inutilité de ses tentatives et un heureux dosage de moquerie et de franc-parler avait calmé le fils. Des hommes essayaient parfois de l'accoster, mais elle était toujours trop fatiguée et souvent trop affamée pour les écouter. Seule, une table bien garnie aurait pu la tenter. A cette idée, elle riait avec amertume. Son instinct de femme devinait autre chose chez le jeune mélomane. Il ne devait pas perdre une occasion de s'amuser, mais cette pensée était loin de lui quand il lui avait offert de l'emmener au concert. Elle ne comptait pas profiter de cette invitation. Pourtant elle était touchée. Son air candide et ouvert inspirait confiance. Elle regarda le programme. On donnerait la *Symphonie pathétique* — elle ne l'aimait guère, Tchaïkovsky lui semblait trop européen — mais aussi le *Sacre du Printemps* et le *Quatuor à cordes*, de Borodine. Fallait-il prendre cette invitation au sérieux ? Il pouvait l'avoir faite sous l'impulsion du moment et, une demi-heure plus tard, l'avoir oubliée. Quand arriva le dimanche, elle eut une vague envie d'aller voir. Le concert ne l'intéressait pas beaucoup et il ne lui restait pas un sou de trop pour son métro et ses déjeuners pendant la semaine ; elle avait dû donner tout le reste de sa paye à Eugénie pour faire marcher la maison. S'il n'était pas là, tant pis, et s'il y était avec des billets de faveur, après tout, il n'aurait rien à payer.

Pour finir, elle se sentit poussée vers la salle Pleyel.

Il était où il avait dit. Ses yeux s'éclairèrent et il lui serra la main comme à une vieille amie.

— Je suis si content de vous voir, dit-il. Voilà vingt minutes que j'attends. J'avais tellement peur de vous manquer.

Elle rougit et sourit. Ils entrèrent dans la salle et elle s'aperçut qu'il avait des places au cinquième rang.

— On vous les a données ? demanda-t-elle, surprise.

— Non, je les ai achetées. C'est plus agréable d'être bien installés.

— Quelle folie ! je suis si habituée à rester debout.

Mais cette générosité l'avait flattée, et quand il prit sa main, elle ne la retira pas. Pourquoi lui refuser ce plaisir qui, à elle, coûtait si peu ? Elle lui devait bien cela. Pendant l'entr'acte, il lui dit son nom : Robert Berger. Il habitait avec sa mère à Neuilly et travaillait chez un courtier. Il s'exprimait avec correction et vivacité. Ses yeux brillants, son visage mobile révélaient une nature ardente. Ils revinrent par les Champs-Elysées et il lui proposa de prendre du thé. Pour Lydia, c'était un luxe nouveau de se trouver dans un tea-rom élégant. L'odeur appétissante des gâteaux, le parfum des femmes, cette température de serre, les fauteuils confortables, le bruit des conversations lui montaient à la tête. Lydia parla d'elle, de son père et de sa fin tragique, raconta comment elle avait vécu et comment elle gagnait son pain. Il paraissait avoir autant de plaisir à l'écouter qu'à s'épancher. La sympathie adoucissait son regard. Quand elle dut partir, il lui proposa d'aller un soir au cinéma. Elle secoua la tête.

— Pourquoi pas ?

— Vous êtes riche, et...

— Oh ! non. Loin de là. En dehors de sa pension, ma mère n'a pas grand'chose et je n'ai que le peu que je gagne.

— Alors, il ne faut pas prendre le thé dans des endroits aussi chics. D'ailleurs, je ne suis qu'une ouvrière. Vous avez été très gentil, mais je ne veux pas accepter quelque chose de vous quand je n'ai rien à vous offrir en échange.

— Mais je ne demande rien. Vous me plaisez. Je suis content d'être avec vous. Dimanche, quand vous pleuriez, vous m'avez attendri.. Vous êtes seule au monde et moi aussi, à ma façon. J'espérais que nous deviendrions des amis.

Elle prit l'air froid. Ils avaient le même âge, mais elle se sentait beaucoup plus vieille. Avec cette mine candide, il était sûrement sincère, mais elle avait assez d'expérience pour savoir à quoi s'en tenir.

— Je vais vous parler carrément, dit-elle. Je ne suis pas une beauté, mais je suis jeune et les gens qui aiment le type russe me trouvent jolie. N'espérez pas me faire croire que c'est pour l'agrément de ma compagnie que vous me recherchez. Je n'ai jamais couché avec personne. Il ne serait pas honnête de vous laisser perdre votre temps et votre argent, quand je ne compte pas devenir votre maîtresse.

— Eh bien ! vous êtes franche, dit-il, avec un sourire irrésistible, mais je m'en doutais. Je n'ai pas toujours vécu à Paris pour rien. Je devine d'instinct si une jeune fille marchera. J'ai vu tout de suite que vous étiez sage. Si j'ai tenu votre main au concert, c'était parce que vous goûtiez la musique comme moi, et ce contact... comment vous expliquer ? il me semblait que votre émotion s'épanchait en moi et s'ajoutait à la mienne. En tout cas, il n'entrait pas de désir dans mon sentiment.

— Et pourtant, nous éprouvions des choses très différentes, dit-elle, pensive. A un moment, j'ai été effrayée. Votre expression implacable n'avait plus rien d'humain.

Il rit. Devant ce rire si jeune, si musical et insouciant, la tendre clarté de son regard, comment croire que la musique avait pu durcir ainsi ces traits ?

— Quelle imagination ! Me prenez-vous, par hasard, pour un recruteur de femmes, comme dans les films, qui travaille pour Buenos-Ayres ?

— Non. Pas ça.

— Que risquez-vous à venir au cinéma avec moi ? Vous avez mis les points sur les i et j'ai compris.

Cette fois, elle rit. Pourquoi faire des embarras ? Elle n'avait pas tant d'occasions de s'amuser. S'il lui offrait une petite fête simplement pour bavarder, elle serait bien bête de s'en priver. Après tout, elle n'avait de comptes à rendre à personne. Elle saurait se tenir et elle l'avait assez prévenu.

— Eh bien ! entendu, dit-elle.

Ils allèrent plusieurs fois au cinéma. Ensuite, Robert accompagnait Lydia à la plus proche station du métro. Pendant la promenade, il lui donnait le bras et, au cinéma, il tenait sa main. Une ou deux fois, en la quittant, il l'embrassa sur les deux joues. Ça n'allait pas plus loin. Un agréable compagnon. Sa façon gouailleuse de tout présenter plaisait à Lydia. Il ne posait pas à l'homme cultivé. Le temps lui manquait, disait-il, et la vie était beaucoup plus amusante que les livres, mais il n'était pas sot et parlait de ses lectures avec intelligence. Lydia découvrit avec intérêt sa passion pour André Gide. Il adorait le tennis. A un moment, de gros bonnets avaient voulu le pousser ; ils voyaient en lui un futur champion. Mais cela n'avait pas eu de suite.

— Pour arriver au premier rang, il faut plus d'argent et de temps que je n'en ai, disait-il.

Lydia le croyait amoureux d'elle, peut-être parce qu'elle en avait envie. De plus en plus, il occupait ses pensées. Jamais encore elle n'avait eu un ami de son âge. Elle lui devait des heures heureuses au concert, le dimanche après-midi, et de bonnes soirées au cinéma. Pour lui, elle prenait la peine de bien s'habiller. Il donnait à sa vie un attrait nouveau. Elle n'avait pas l'habitude de se farder, mais, à leur quatrième ou cinquième rencontre, elle se mit un peu de rouge aux joues et arrangea ses yeux.

— Qu'est-ce que vous avez donc fait ? dit-il, quand ils se retrouvèrent au grand jour. Pourquoi vous êtes-vous barbouillée comme ça ?

Elle rit et rougit sous son rouge.

— Je voulais vous faire honneur. Je ne voulais pas qu'on pût vous croire avec un souillon fraîchement débarqué de sa province.

— Mais ce qui m'a d'abord plu en vous, c'était votre naturel. On a tellement soupé de ces poupées peintes. Ça m'a attendri que vous n'ayez rien sur vos joues pâles, rien sur vos lèvres, rien sur vos sourcils. C'était rafraîchissant comme un bosquet après la lumière éblouissante de la route. L'absence de maquillage vous donne un petit air tout neuf de gosse bien droite.

Le cœur de Lydia se mit à battre presque douloureusement, dans une contraction plus proche de l'extase que du plaisir.

— Eh bien ! si ça ne vous plaît pas, je ne recommencerai pas. Je ne le faisais que pour vous.

Elle suivit le film d'un œil distrait. La tendresse de cette voix musicale, la douceur souriante de ces yeux lui avaient déjà donné des soupçons. A présent, comment ne pas se croire aimée ? De toutes ses forces, elle s'était raidie contre l'amour. S'il ne voyait là qu'une fantaisie passagère, à quoi bon se laisser emporter par les sentiments? Elle était décidée à ne pas lui céder. Elle avait vu cela trop souvent chez les filles des réfugiés russes. Accablées par l'ennui et la pauvreté, elles se lançaient dans une aventure, mais cela ne durait jamais. Elles paraissaient incapables de retenir un homme. En tout cas, les Français dont, en général, elles se toquaient, à peine devenus leurs amants, se lassaient ou les prenaient en grippe et les lâchaient. Alors, elles retombaient plus bas que jamais. Mais que pouvait-elle espérer ? Le mariage ? Cette possibilité ne pouvait même pas traverser son esprit. Elle connaissait les idées françaises. Sa mère ne le laisserait pas épouser une arpète russe. Qu'était-elle d'autre ? Sans un sou. En France, le mariage est une chose sérieuse. Les positions doivent s'équilibrer

et la mariée apporter une dot en rapport avec la situation du jeune homme. Son père, il est vrai, avait été un professeur d'université réputé, mais en Russie, avant la révolution, et, depuis lors, Paris fourmillait de princes, de comtes et d'officiers de la garde, devenus chauffeurs de taxis et ouvriers. Tout le monde jugeait les Russes sans énergie et sans parole. On en avait assez. La mère de Lydia, petite fille d'un serf, était elle-même presque une paysanne. Fidèle à ses idées libérales, le professeur l'avait épousée. Elle était pieuse et avait élevé sa fille dans des principes rigoureux. En vain, Lydia se raisonnait-elle : le monde avait changé, il fallait vivre avec son temps... Elle n'y pouvait rien. Une horreur instinctive l'empêchait de mal tourner. Et pourtant, pourtant... qu'espérer d'autre ? N'était-ce pas idiot de manquer cette occasion ? Sa beauté était celle de la jeunesse ; dans quelques années, elle serait fanée. Peut-être l'occasion ne se présenterait-elle plus. Pourquoi ne pas se laisser aller ? La moindre détente de sa volonté et elle l'aimerait à la folie. Quel soulagement de ne plus lutter ! Et il l'aimait, elle le savait, la fougue de sa passion la faisait tressaillir. Dans l'impatience de ce visage mobile, elle lisait le violent désir de la posséder ; ce serait divin d'être aimée par quelqu'un qu'elle aimait tant. Si cela ne durait pas — et ça ne pouvait pas durer — du moins aurait-elle connu l'ivresse ; il lui resterait le souvenir, et cela ne vaudrait-il pas la douleur de la séparation ? Si c'était intolérable, il y aurait toujours la Seine ou le réchaud à gaz.

Mais le plus curieux, l'inexplicable était qu'il ne paraissait pas chercher à en faire sa maîtresse. Il la traitait avec respect. Il ne se serait pas conduit autrement avec une jeune fille de son milieu, dont la situation et la fortune auraient représenté le meilleur des partis. Elle n'y comprenait rien. Malgré tout, quelque chose lui disait qu'il voulait l'épouser. Elle en était touchée et flattée. Alors, c'était l'oiseau rare, mais elle souhaitait presque le contraire, en pensant à tous les ennuis dont il serait assailli. Car, même s'il ruminait un projet aussi fou, il y avait madame Berger, la bourgeoise française, raisonnable et pratique : elle ne le laisserait jamais compromettre son avenir et il tenait à elle, comme seul un Français peut tenir à sa mère.

Un soir, après le cinéma, avant d'arriver au métro, il lui dit :

— Il n'y a pas de concert dimanche. Voulez-vous venir prendre le thé à la maison ? J'ai tant parlé de vous à ma mère qu'elle voudrait vous connaître.

Le cœur de Lydia cessa de battre. Elle comprit tout de suite. Madame Berger s'inquiétait de leur amitié et voulait la voir pour y mettre un terme.

— Mon pauvre Robert, je crois que je ne plairais guère à votre mère. Il me paraît beaucoup plus sage de ne pas nous rencontrer.

— En voilà une idée ! Elle a une grande sympathie pour vous. Pauvre femme, elle m'adore, je suis tout ce qui lui reste au monde et elle est ravie de me voir lié avec une jeune fille comme il faut.

Lydia sourit. Ah ! il connaissait les femmes, pour supposer une mère aimante bien disposée envers une jeune fille ramassée par son fils à un concert ! Mais il la pressa tant d'accepter qu'elle finit par consentir. Un refus aurait risqué d'indisposer davantage madame Berger. Ils se donnèrent rendez-vous à quatre heures, le dimanche, à la porte Saint-Denis. Il arriva en auto.

— Quel luxe ! dit Lydia en s'installant.

— Elle n'est pas à moi. Je l'ai empruntée à un ami.

L'épreuve qui l'attendait énervait Lydia, et même les paroles affectueuses de Robert ne parvenaient pas à lui donner confiance. Ils roulèrent vers Neuilly.

— Nous allons laisser la voiture ici, dit Robert, en s'arrêtant au bord du

trottoir dans une rue calme. Je préfère ne pas la ranger devant la maison. Les voisins s'étonneraient et je ne peux pas leur expliquer qu'on m'a prêté cette bagnole.

Ils firent quelques pas.

— Nous y sommes.

C'était une minuscule villa isolée, qui aurait eu grand besoin d'un coup de peinture. D'après les descriptions de Robert, Lydia l'aurait crue moins modeste. Il l'emmena au salon, une petite pièce pleine de meubles et de bibelots, avec des tableaux à l'huile dans des cadres dorés. Il s'ouvrait sur la salle à manger, où le thé était servi. Madame Berger posa son livre et vint au-devant d'eux. Lydia s'était imaginé une petite boulotte en deuil de veuve, avec une expression de douceur résignée et l'air respectable et simple d'une personne revenue de toute vanité terrestre. Madame Berger était mince et, sur ses hauts talons, aussi grande que Robert. Elle portait une robe élégante en soie noire imprimée de fleurs et un collier de perles fausses. Ses cheveux, ondulés à la permanente, étaient châtain très foncé et, malgré l'approche de la cinquantaine, sans un seul filet blanc. Sa peau jaunie était trop poudrée. Elle avait de beaux yeux, le nez droit et fin de Robert et les mêmes lèvres minces, durcies chez elle par les années. Pour son âge, une belle femme très soignée. Son expression ne rappelait en rien le charme de Robert. Ses yeux sombres étaient froids et méfiants. A son entrée, Lydia sentit le regard scrutateur dont madame Berger l'enveloppa, aussitôt corrigé par un sourire de bienvenue. Elle remercia avec effusion Lydia d'être venue si loin pour la voir.

— Vous devez comprendre combien je tenais à connaître une jeune fille dont mon fils me parle si souvent. Je ne m'attendais pas à une surprise agréable. A la vérité, je n'ai pas grande confiance dans son jugement. C'est pour moi un soulagement de vous trouver telle qu'il me l'avait dit.

Cette phrase s'accompagnait de sourires, de minauderies, de toutes les grâces d'une mondaine qui cherche à mettre à l'aise une étrangère. Sur ses gardes elle aussi, Lydia répondit avec la modestie convenable. Madame Berger eut un rire forcé et le souligna d'un geste enthousiaste.

— Mais vous êtes charmante. Je comprends que mon fils néglige sa vieille mère pour vous.

Le thé fut apporté par une grosse gamine. Sans interrompre ses compliments, madame Berger la surveillait d'un œil inquiet. Un goûter devait être un événement dans cette maison et elle redoutait quelque maladresse. Ils s'assirent dans la salle à manger. Un petit piano à queue l'encombrait.

— Ça prend de la place, dit madame Berger, mais mon fils est fou de musique. Il joue pendant des heures. Vous êtes, paraît-il, une musicienne consommée.

— Il exagère. J'aime beaucoup la musique, mais je suis très ignorante.

— Vous êtes trop modeste, mademoiselle.

Il y avait des gâteaux et un plat de sandwichs. Sous chaque assiette, recouverte d'un rond de dentelle, une petite serviette. Madame Berger avait bien fait les choses. Avec un sourire froid, elle demanda à Lydia comment elle aimait le thé.

— Vous autres, Russes, vous préférez le citron et j'en ai pris un pour vous. Voulez-vous un sandwich pour commencer ?

Le thé sentait la paille.

— Les Russes fument pendant les repas. Surtout, pas de cérémonies avec moi. Robert, où sont les cigarettes ?

Madame Berger força Lydia à prendre des sandwichs et des gâteaux. Pour certaines personnes, l'hospitalité consiste à bourrer leurs invités. Elle parlait

comme une pie, d'une voix métallique et aiguë, en s'exprimant avec correction et déployait une politesse outrée. Sous l'avalanche de ses questions banales, destinées à marquer un intérêt mondain à une jeune fille isolée, Lydia sentait percer le désir de se renseigner. Elle eut du chagrin. Malgré son amour pour son fils, une telle femme ne lui permettrait jamais une imprudence. Cette certitude rendit son assurance à Lydia. Elle n'avait rien à perdre et rien à cacher. Elle répondit avec franchise. Elle parla à madame Berger, comme à Robert, de ses parents, de sa vie à Londres, de ses difficultés depuis la mort de sa mère. Derrière la démonstrative sympathie de madame Berger, à travers ses exclamations de pitié, elle la voyait peser chacune de ses paroles pour en tirer des conclusions. Après deux ou trois tentatives inutiles, Lydia réussit à s'arracher à tant d'effusions. Robert devait la reconduire. Ses beaux yeux noirs maintenant humides de cordialité, madame Berger lui saisit les mains.

— Vous êtes délicieuse. A présent que vous connaissez le chemin, j'espère que vous reviendrez très, très souvent. Vous serez toujours la bienvenue.

En allant vers la voiture, Robert prit le bras de Lydia — il semblait plus demander protection que l'offrir, et elle en était charmée.

— Eh bien ! Ça s'est très bien passé. Vous plaisez à ma mère. Vous l'avez conquise tout de suite. Elle vous adore.

Lydia rit.

— Ne dites pas de bêtises. Elle me déteste.

— Non, non, vous vous trompez. Je vous le promets. Je la connais. J'ai vu ça à la première minute.

Lydia haussa les épaules. Il lui proposa d'aller au cinéma le mardi suivant. Elle accepta, persuadée que la mère s'y opposerait. A présent, il connaissait son adresse.

— Si quelque chose vous empêchait de venir, envoyez-moi un petit bleu.

— Rien ne m'empêchera de venir, dit-il, tendrement.

Ce soir-là, elle fut très triste. Seule, elle aurait pleuré. Mais peut-être valait-il mieux ne pas pouvoir s'abandonner. A quoi bon se faire du mauvais sang? Elle avait rêvé l'impossible. Elle surmonterait son malheur. Après tout, elle y était habituée. Il eût été bien pis d'être lâchée s'il avait été son amant.

Lundi passa, mardi arriva. Pas de petit bleu. Elle était certaine de le trouver en revenant de son travail. Rien. Il lui restait une heure avant de s'habiller ; elle la vécut dans l'attente anxieuse d'un coup de sonnette. Elle s'habilla avec la conviction de prendre une peine inutile : le message arriverait avant qu'elle fût prête. Allait-il la laisser aller pour rien au cinéma ? Ce serait cruel, mais elle le savait dominé par sa mère. Madame Berger, elle, se méfiait de sa faiblesse. Peut-être ce rendez-vous manqué lui paraîtrait-il le meilleur moyen, dans sa brutalité, de couper les ponts. Cette idée s'imposa tout de suite à Lydia et elle faillit ne pas sortir. Pourtant, elle y alla. S'il se montrait capable d'une pareille grossièreté, ce serait un bon débarras.

Mais il était là et il vint à elle avec cette démarche élastique de l'homme débordant de vitalité. Son visage rayonnait de tendresse. Jamais il n'avait paru de meilleure humeur.

— Ce soir, le cinéma ne me dit rien, déclara-t-il. Allons prendre un verre au Fouquet's et faire une balade. J'ai une voiture au coin de la rue.

— Si vous voulez.

Dans cette nuit de gel, les étoiles semblaient répondre avec espièglerie aux lumières éclatantes des Champs-Elysées. Ils prirent un bock. Robert disait mille folies. Puis il remontèrent l'avenue George-V, où il avait rangé sa voiture. Lydia n'en revenait pas de l'entendre parler avec tant de naturel.

Quelle faculté de dissimulation ! Comptait-il lui annoncer la mauvaise nouvelle pendant la promenade ? Son émotivité se manifestait parfois de façon assez théâtrale — Lydia en était plus amusée que choquée — et peut-être cherchait-il le décor voulu pour une scène de rupture.

— Ce n'est pas la même voiture que dimanche, dit-elle.

— Non. Celle-ci appartient à un ami qui veut la vendre. J'ai promis de la montrer à un acquéreur éventuel.

Ils montèrent vers l'Arc de Triomphe et suivirent l'avenue Foch jusqu'au bois. Il y faisait sombre, sauf sous les phares des autos et, à part quelques voitures arrêtées çà et là, où l'on devinait un couple en conversation amoureuse, c'était le désert. Robert se rangea contre le trottoir.

— On s'arrête ici pour fumer une cigarette ? proposa-t-il. Vous n'avez pas froid ?

— Non.

Dans un endroit aussi solitaire, en d'autres circonstances, Lydia aurait eu peur. Mais elle croyait Robert incapable de profiter de la situation. Il avait une trop jolie nature. De plus, elle voyait venir le moment où il allait parler. En silence, il alluma sa cigarette et la sienne. Il semblait embarrassé. Le cœur de Lydia se mit à battre.

— J'ai quelque chose à vous dire, ma chère, commença-t-il enfin.

— Ah!

— Mon Dieu, je ne sais trop comment m'y prendre. Je ne suis pas souvent ému, mais, en ce moment, je ne sais pas ce que j'ai.

Lydia se sentit défaillir, mais elle cacha sa souffrance.

— Quand on a quelque chose de désagréable à dire, répondit-elle avec légèreté, il vaut mieux y aller carrément. Ça n'avance à rien de tourner autour.

— Je vous prends au mot. Voulez-vous m'épouser ?

— Moi ?

C'était la dernière chose à laquelle elle s'attendait.

— Je suis fou de vous. Je crois que je vous ai aimée dès la première minute, à ce concert où vous avez pleuré.

— Mais votre mère ?

— Elle est ravie. Elle vous attend. J'ai dit que si vous consentiez, je vous amènerais à la maison. Elle tient à vous embrasser. Vous pensez si elle est contente de me voir faire ma vie avec quelqu'un qui lui plaît tout à fait et, quand nous nous serons tous bien attendris, nous prendrons une bouteille de champagne.

— Dimanche, quand vous m'avez conduite chez elle, lui aviez-vous dit que vous vouliez m'épouser ?

— Et comment ! Elle tenait à vous voir et c'était bien naturel. Elle n'est pas bête, ma mère ; elle a été fixée tout de suite.

— Je croyais que je ne lui plaisais pas.

— Quelle idée !

Ils se sourirent, les yeux dans les yeux, et elle approcha son visage. Pour la première fois, il l'embrassa sur les lèvres.

— Il n'y a pas de doute, dit-il, la direction à droite est beaucoup plus commode pour embrasser une femme.

— Idiot ! dit-elle, en riant.

— Alors, vous tenez un peu à moi ?

— Je vous adore depuis le premier jour.

— Mais avec la réserve d'une jeune personne bien élevée qui ne veut rien risquer, répondit-il, sur un ton de taquinerie tendre.

Elle répondit avec gravité :

— J'ai tant souffert dans ma courte vie, je ne voulais pas m'exposer à un chagrin que je n'aurais peut-être pas pu supporter.

— Je t'adore.

Elle n'avait jamais connu le bonheur ; elle pouvait à peine y croire. Comme la vie était belle ! Elle aurait aimé à rester là, blottie dans ses bras pour toujours. A y mourir. Mais elle se secoua.

— Allons voir votre mère.

Elle se sentait soudain pleine de sympathie pour cette femme. Madame Berger la connaissait à peine et cependant, contre toute attente, à cause de l'amour de son fils, de l'amour que son œil pénétrant avait deviné chez elle, elle consentait, avec joie même, à leur mariage. Quelle autre mère française eût été capable d'un pareil sacrifice ? Ils démarrèrent. Robert laissa la voiture dans une rue parallèle à celle où ils habitaient. En arrivant à la petite maison, il ouvrit la porte et, précédant Lydia, courut au salon.

— Ça y est, maman !

Madame Berger, dans sa robe de soie noire imprimée, se précipita vers Lydia et la prit dans ses bras.

— Ma chère enfant, s'écria-t-elle. Comme je suis heureuse !

Lydia fondit en larmes. Madame Berger l'embrassa.

— Allons, allons ! Ne pleurez pas. Je vous donne mon fils de tout mon cœur. Je sais que vous serez pour lui une femme parfaite. Venez, asseyez-vous. Robert va déboucher une bouteille de champagne.

Lydia se sécha les yeux.

— Vous êtes trop bonne pour moi, madame. Je ne le mérite pas.

Madame Berger lui prit la main et la tapota.

— Vous aimez mon fils et il vous aime.

Robert venait de sortir. Lydia en profita pour mettre les choses au point.

— Mais, madame, je ne sais pas si vous vous rendez compte. Le peu d'argent que mon père avait pu sortir de Russie n'existe plus depuis des années. Je n'ai que ce que je gagne. Rien, absolument rien. Et deux robes en tout, en plus de celle que j'ai sur le dos.

— Ma chère enfant, qu'importe ? Certes, j'aurais été contente si vous aviez apporté une dot à Robert, mais l'argent n'est pas tout. L'amour seul compte. D'ailleurs, de nos jours, l'argent n'a plus de valeur. Je me flatte d'être psychologue et il ne m'a pas fallu longtemps pour découvrir que vous avez une bonne nature. On sent tout de suite la personne bien élevée. Après tout, c'est ce qu'on demande à une femme et vous savez, je connais mon Robert, il n'aurait jamais été heureux avec une petite bourgeoise française. Il est romanesque et ça l'enchante que vous soyez Russe. Et ce n'est pas comme si vous étiez une rien du tout ; il n'y a pas à rougir d'être la fille d'un professeur.

Robert revint avec le champagne. Ils causèrent tard dans la nuit. Madame Berger avait déjà fait ses projets, ils durent les accepter. Lydia et Robert habiteraient la villa et elle serait très bien dans le petit pavillon. Ils prendraient leurs repas ensemble, mais elle vivrait à part. En rien, elle ne voulait se mêler de leurs affaires.

— Et surtout, ne me traitez pas en belle-mère. Je veux être pour vous la mère que vous avez perdue, mais aussi votre amie.

Elle tenait à hâter le mariage. Lydia avait un passeport de la Société des Nations et une carte d'identité. Ses papiers étaient en ordre ; aussi suffit-il d'attendre la publication des bans. Comme Robert était catholique et Lydia orthodoxe, ils décidèrent, malgré la répugnance de madame Berger, de renoncer à une cérémonie religieuse à laquelle ni l'un ni l'autre ne tenait. Cette nuit-là, Lydia ne put dormir.

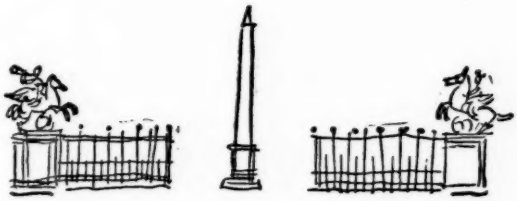
Le mariage eut lieu dans l'intimité, en présence de madame Berger et d'un vieil ami, le colonel Legrand, médecin militaire, ancien compagnon d'armes du père de Robert, d'Eugénie et d'Alexëi et de leurs enfants. C'était un vendredi et, comme Robert devait retourner au bureau le lundi matin, le voyage de noces fut court. Robert emmena Lydia à Dieppe dans une voiture prêtée par un ami et la ramena le dimanche soir.

Lydia ne savait pas que cette voiture, comme les précédentes, n'avait pas été prêtée, mais volée. C'est pourquoi il les laissait toujours à une ou deux rues de distance. Elle ne savait pas que, deux mois plus tôt, Robert avait été condamné à deux ans de prison, avec sursis, car c'était sa première condamnation. Compromis depuis dans une affaire de stupéfiants, il avait évité de justesse une nouvelle condamnation. Elle ne savait pas que madame Berger avait consenti au mariage dans l'espoir d'assagir son fils : elle y voyait sa dernière chance de mener une vie honnête.

(*A suivre.*)

SOMERSET MAUGHAM.

(Texte français de Mme E. R. Blanchet.)



LE COMMUNISME ALLEMAND

Aux élections présidentielles de 1932, qui aboutirent à la réélection de Hindenburg contre Hitler, 6 millions d'électeurs allemands à peu près — sur 30 — votèrent pour le candidat communiste Thaelmann. A la même époque, une centaine de sièges du Reichstag — sur 500 — étaient occupés par des députés communistes. On peut donc admettre que la dernière fois où l'Allemagne put s'exprimer autrement que sous la pression d'un parti unique, 20 p. 100 de l'électorat vota « faucille et marteau ».

Que sont devenus les 6 millions de communistes allemands de 1932? C'est une question que l'on s'est posée souvent et dont j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec une série de leaders communistes allemands, que la défaite du Grand Reich national-socialiste vient de ramener à la lumière.

Le K.P.D. — Kommunistisches Partei Deutschlands — comptait environ 350 000 adhérents à la veille de la « prise de pouvoir » en janvier 1933.

Le 28 février suivant, un drogué, nommé Van der Lubbe, instrument de la police nazie, allume un incendie dans les sous-sols du Reichstag. Prétexte à l'arrestation massive des dirigeants ou fonctionnaires du parti communiste. Les camps de concentration sont créés. Quelques semaines plus tard, le parti est décapité, démembré. Procès théâtral à Leipzig. Van der Lubbe est exécuté. Le député Torgler louvoie et s'en tire avec des travaux forcés. Le Bulgare Dimitroff fait une défense brillante, est acquitté, regagne Moscou. Sauf Torgler, que les communistes allemands considèrent aujourd'hui comme un traître, et dont j'ignore le sort, il ne semble pas qu'aucun des dirigeants du K.P.D. soit devenu un Doriot. Un certain nombre d'entre eux ont réussi à émigrer : Wilhelm Pieck, par exemple, qui, après Thaelmann, était sans doute le plus connu, et qui vécut en U.R.S.S. Quelques-uns revinrent secrètement en Allemagne, au péril de leur vie. Beaucoup sont morts dans les camps ou les prisons nazis. La plupart ont fait au moins quelques années d'internement, à diverses époques. A l'heure actuelle, les communications intérieures de l'Allemagne — postes et chemins de fer — n'étant pas encore rétablies, personne ne sait au juste, même à Berlin, ce qui se retrouvera de l'ancien appareil du K.P.D., ni quelles personnalités nouvelles ont pu se former dans l'ombre, sous la dictature hitlérienne.

Dans la troupe, les défections furent nombreuses. Il y eut des commu-

nistes allemands qui se considérèrent comme abandonnés par Moscou, parce que l'U.R.S.S. se prêtait à une collaboration économique et même militaire avec Berlin ; d'autres que la propagande hitlérienne convainquit. Au début du règne, et surtout avant la liquidation des S.A. au profit du grand état-major, des dizaines de milliers de néophytes proclamaient leur mépris total du bourgeois, chantaient avec ferveur le *Horst Wessel Lied*, qui met sur le même plan la « réaction » et le « drapeau rouge ». Les affinités jouèrent. Une part non négligeable des anciens « Rotfrontkampfer » — Combattants du Front rouge — crut avoir vu la lumière et se convertit le plus sincèrement du monde.

En 1939, les débris du K.P.D. étaient complètement impuissants. Le pacte germano-soviétique provoqua des mouvements divers, surtout dans les camps de concentration, où le plaidoyer de Moscou ne pénétra les esprits qu'assez lentement. On se rappela *Mein Kampf :* l'appétit de l'Allemagne hitlérienne pour les territoires de l'Est n'était peut-être pas satisfait par la moitié de la Pologne. D'une façon générale, les communistes allemands semblent avoir tenu l'accord hitlérien avec Moscou pour un expédient provisoire.

Cependant, la France tombait, les Balkans étaient envahis. Combien restait-il de « durs » en Allemagne ? Sur 150 000 militants communistes, les dirigeants d'aujourd'hui estiment que 30 000 à 40 000 périrent et qu'un nombre à peu près équivalent fut mis dans les camps. C'est donc, relativement à la masse allemande, une poignée d'hommes qui échappa à l'espionnage et à la police intérieure du régime.

Stalingrad, au printemps 1943, marque le fond de la courbe et le grand tournant. Jusqu'alors, les espoirs des opposants intérieurs du nazisme n'ont trouvé que très peu d'aliments. Stalingrad, c'est la preuve que la machine hitlérienne peut être vaincue. A Moscou, quelques officiers généraux prisonniers constituent, sous la présidence du maréchal von Paulus, le « Comité national de l'Allemagne libre », qui comprend, avec une majorité d'officiers, quelques sociaux-démocrates ou communistes allemands exilés, dont Wilhelm Pieck et Erich Weinert. Moscou fournit à ce Comité un poste d'émission de radio, d'où partiront des appels répétés pour le renversement du régime hitlérien et la conclusion d'un armistice.

Le dessein de Moscou est clair : se servir d'Allemands connus pour hâter si possible la fin de la résistance allemande. Peut-on supposer que des hommes tels que Paulus ou von Seydlitz, appartenant à la classe la plus traditionnelle de la Wehrmacht, aient simplement trahi leur patrie ? Ou qu'ils n'aient parlé pendant des mois que sous une pression physique ? C'est peu croyable. Ce qui paraît plus plausible est que ces hommes, après l'expérience de Stalingrad, aient fait le raisonnement de Hindenburg et de Ludendorff en août 1918 : « Nous ne pouvons plus gagner la guerre, nous la perdrons. Mieux vaut traiter aujourd'hui aux conditions les meilleures. »

Ce n'est certes pas le Comité Paulus qui put organiser la conspiration antihitlérienne, dont l'aboutissement devait être l'attentat du 20 juillet 1944. Mais il n'y en eut pas moins parallélisme entre la pensée des conjurés et celle de Paulus ; il a pu y avoir des contacts entre eux et les sous-comités « Allemagne libre » créés par l'opposition clandestine dans diverses villes allemandes.

Imaginons que Hitler ait été tué le 20 juillet. Libérés du dictateur, beaucoup d'autres généraux allemands, que retenait le sens de la discipline ou la crainte — mais qui secrètement jugeaient la situation comme Paulus — se fussent joints aux conspirateurs. Les chances d'éliminer Himmler, Goeb-

bels, Bormann et leurs S.S. grandissaient. Cette élimination faite, ne peut-on supposer que, dans les quarante-huit heures suivantes, le « Comité Allemagne libre » de Moscou, transféré à Berlin, serait venu prendre sa part dans une sorte de gouvernement provisoire? Ce n'est assurément qu'une hypothèse : l'histoire secrète du Comité Paulus, comme celle de la conspiration du 20 juillet, sont encore mal connues. Mais cette hypothèse rencontre beaucoup de crédit, je l'ai constaté, dans l'opposition antihitlérienne allemande.

Sans doute, le territoire allemand tout entier eût-il été quand même occupé : la capitulation sans conditions était inévitable. N'empêche qu'un gouvernement provisoire créé en juillet 1944 se fût trouvé dans une situation incomparablement meilleure que le « Gouvernement Dœnitz » de mai 1945. Du point de vue national allemand, auquel on doit penser que se plaçait Paulus, son attitude se fût justifiée.

Le destin, le hasard en ont décidé autrement. Hitler a échappé. L'opposition, décapitée une fois de plus, ou plus exactement « pendue » en la personne du maréchal von Witzleben et de ses amis, s'est une fois de plus terrée. Les Anglo-Saxons débouchent de Normandie. La France se libère. En juillet 1944, le Gouvernement hitlérien espérait encore on ne sait quel arrangement avec l'U.R.S.S. Depuis onze ans, il traîne Thaelmann de prison en prison, hésitant à le tuer, souhaitant peut-être le garder en réserve. Au début d'août, ses illusions s'évanouissent. Le 24, un bombardement anglo-saxon atteint la bordure du camp de Buchenwald ; Breitscheid, l'ex-leader démocrate-socialiste, captif depuis 1933, périt dans l'incendie d'une baraque. Thaelmann est amené de Bautzen à Buchenwald peu de jours après et exécuté. Berlin annonce qu'il est mort dans le bombardement. A partir de ce moment, les extrémistes nazis, seuls maîtres de l'Allemagne, sans aucun contre-poids, ont brûlé tous leurs ponts. Des centaines de milliers d'êtres humains vont grossir le charnier européen, tant dans les camps de concentration allemands que sur les champs de bataille qui jalonnent la marche des Russes de Pologne à Berlin, celle des Alliés occidentaux de Saint-Lô, d'Ajaccio et de Pise vers Kiel, Magdebourg et l'Autriche. De son côté, l'U.R.S.S. mesure les conséquences de cette évolution. La révolte allemande ayant avorté, le Comité Paulus est relégué au second plan. Les généraux allemands? Désormais inutiles, puisque leurs appels n'ont pu abréger la guerre d'un seul jour. On les laisse à Moscou. Le seul membre du Comité Paulus qui fut amené par les Russes à Berlin est Wilhelm Pieck, le successeur de Thaelmann à la tête du parti communiste allemand.

*
* *

En zone américaine, britannique ou française, il n'est encore permis à aucun parti politique allemand de se reconstituer. En zone russe, quatre partis au moins sont officiellement autorisés : l'ancien parti social-démocrate ; une « Union chrétienne démocratique », qui correspond à peu près à l'ancien centre ; un « Parti démocratique libéral », de tous le plus discret ; et le K.P.D. qui, bien entendu, tient la vedette.

Quelle va être la politique de ce parti communiste, renaissant sous le patronage des Russes?

Au début de juin 1945, le Comité central du parti est formé à Berlin. Quinze membres, dont une demi-douzaine à peu près étaient déjà députés communistes au Reichstag de 1932 ; deux femmes, un paysan, un cheminot, un écrivain d'origine sarroise, deux militants des mouvements de jeunesse ; deux secrétaires, Ulbricht et Dalhem ; président, Wilhelm Pieck. La majo-

rité des membres semble plutôt sortir de la clandestinité ou des prisons nazies que de l'émigration. La moitié des noms sont obscurs. Il n'en est pas à l'heure actuelle qui soit encore de grande réputation internationale.

Le 13 juin, publication à Berlin du manifeste du parti. Ce document est de première importance : il nous indique la ligne officielle des communistes allemands. Ligne « toute nouvelle », déclare Pieck dans un éditorial. Mais citons plutôt le manifeste lui-même :

« Avec l'anéantissement de l'hitlérisme, il s'agit de parachever simultanément la démocratisation de l'Allemagne, la transformation bourgeoise-démocratique qui débuta en 1848 ; il s'agit d'éliminer complètement les restes de la féodalité et d'anéantir le militarisme réactionnaire vieux-prussien, avec tous ses disciples économiques et politiques.

» Nous sommes d'avis que la méthode qui consisterait à imposer à l'Allemagne le système soviétique serait erronée, car cette méthode ne correspond pas aux présentes conditions d'évolution en Allemagne.

» Bien plutôt sommes-nous d'avis que les intérêts primordiaux du peuple allemand, dans la situation actuelle, prescrivent à l'Allemagne de suivre une autre voie et de mettre debout un régime antifasciste démocratique, une république parlementaire démocratique, avec tous les droits démocratiques et libertés pour le peuple. »

Suit une liste des tâches que le parti communiste allemand considère comme les plus urgentes « pour le renouveau démocratique de l'Allemagne et la renaissance du pays ». Ces tâches sont en résumé les suivantes :

1° Liquidation totale des restes du régime et du parti hitlériens ;

2° Lutte contre la famine, le chômage et l'absence de logements ;

3° Etablissement des « droits et libertés démocratiques du peuple ». Liberté syndicale. Liberté des partis démocratiques antifascistes. Egalité de tous les citoyens devant la loi. Education démocratique et progressive. Lutte contre le racisme et contre la théorie de l'espace vital. Liberté des sciences et de l'art ;

4° Rétablissement sur une base démocratique des administrations locales et provinciales ;

5° Protection des travailleurs contre l'arbitraire patronal. Sécurité sociale ;

6° Confiscation des propriétés nazies au profit des administrations locales ;

7° Liquidation de la « grande propriété des junkers, comtes et princes » au profit des paysans victimes de la guerre. « Il va de soi que ces mesures ne toucheront en rien la grande propriété paysanne » ;

8° Transfert aux communautés locales ou provinciales des entreprises d'intérêt public (transports, eau, électricité, etc.) et des entreprises similaires ;

9° Politique de « bon voisinage pacifique avec les autres peuples ». « Rupture complète avec la politique d'agression et de violence contre les autres peuples » ;

10° Reconnaissance de l'obligation de réparer les dommages causés aux autres peuples par l'agression hitlérienne. Répartition de cette charge sur les diverses couches de la population proportionnellement aux fortunes.

« Le Comité central du Parti communiste allemand, concluent les quinze signataires du manifeste, est d'avis que ce programme d'action peut servir de base à la création d'un bloc des partis antifascistes démocratiques. »

Sur le plan intérieur, le dessein est donc très net. On rassure le bourgeois et le gros cultivateur. On répudie le « soviétisme » au profit d'un programme de Front populaire, où les mots « démocratie » et « libertés » sont répétés plutôt vingt fois qu'une. Programme acceptable pour le Centre catholique et pour la Social-Democratie allemande. Lorsqu'on demande aux leaders du K.P.D. comment ils ont pu devenir si « modérés » et obtenir de Moscou l'approbation d'une « ligne » auprès de quoi celle de la Nep ne représentait qu'un très petit mouvement en arrière, ils répondent : « L'expérience nous a beaucoup enseigné. Nous n'avons aucune envie de recommencer 1933. »

Sur le plan extérieur, le K.P.D. est beaucoup plus discret. Il se borne (articles 9 et 3) à déclarer : « Nous répudions la politique de la violence et la théorie de l'espace vital. » En ceci, les communistes allemands sont d'accord avec eux-mêmes. Ils ont été pacifistes avant et sous Hitler, jusqu'en 1941 ; défaitistes de juin 1941 (invasion de la Russie) à mai 1945. Alors que Hitler annonçait : « La Russie est définitivement abattue », le Comité central se vante d'avoir prédit, dans un appel d'octobre 1941 au peuple allemand et à l'armée allemande : « Cette guerre est sans espoir. La défaite de Hitler est inévitable ». Aujourd'hui, tous vous répètent avec insistance : « Nous sommes reconnaissants à l'armée rouge (et aux Alliés occidentaux, ajoutent-ils par politesse) de nous avoir libérés du nazisme. Seuls, nous ne pouvions pas le faire ». Tout au plus indiquent-ils cette nuance : « C'est notre tragédie que la libération et la catastrophe du pays n'aient fait qu'un ».

Faut-il déduire de là que les communistes allemands soient prêts à ratifier (autrement que de force, bien entendu) n'importe quel traité imposé à l'Allemagne ? En aucune façon. Leur théorie sur Versailles n'a pas changé depuis vingt-cinq ans. « Versailles, professent-ils, a été une des causes, sinon la principale cause du nazisme. Un second Versailles risquerait de créer un second nazisme. » Ils vont plus loin. Ils discréditent d'avance les mouvements séparatistes qui pourraient se produire en Bavière ou en Rhénanie. Ces mouvements, d'après eux, ne pourraient être que le fait de réactionnaires allemands désireux : 1° de saboter la formation d'une Allemagne démocratique centralisée à Berlin ; 2° de jouer la politique du pire, afin de provoquer la résurrection d'un nazisme chauvin et revendicateur.

Il n'est pas inutile peut-être d'ajouter que, si les communistes allemands de l'été 1945 prennent position contre un éventuel séparatisme rhénan ou bavarois, ils m'ont paru résignés à l'idée que Kœnigsberg — la ville de Kant et le Reims de la monarchie prussienne — soit vidé d'Allemands (ainsi que le reste de la Prusse Orientale) pour être annexé à la Pologne ou à l'U.R.S.S. « Nous n'y pouvons rien », s'excusent-ils. Ou bien : « C'est sans doute le prix que nous devons payer ». Cette résignation, c'est vraisemblable, s'accompagne du désir de consolider les relations de leur parti avec Moscou ; et aussi du sentiment que les desseins russes pourraient être au total moins favorables au démembrement complet de l'Allemagne que les craintes ou les divergences des Alliés occidentaux.

*
* *

On a dit qu'à la fin des hostilités les trois quarts de la population allemande se trouvaient dans la moitié de l'Allemagne occupée par les Britanniques, les Américains et les Français. C'est bien possible. Beaucoup d'Allemands ont été expulsés de l'est vers l'ouest par les Polonais, par les Russes, par les Tchèques. Un nombre encore plus considérable a fui les Russes. L'armée rouge est entrée en Allemagne précédée par une vague de terreur. Quelle est la part de la propagande antisoviétique et celle de la réalité dans cette terreur — la part de la psychose et celle de l'expérience ? Voilà qui serait en soi un sujet d'étude. Le fait indéniable, de toutes façons, est que les Russes avaient beaucoup plus mauvaise presse dans la masse des Allemands que leurs alliés d'Occident. Les Français avaient cessé d'être tous des « nègres ». Les Russes étaient tous des « Mongols ».

Le commandement soviétique a-t-il toléré les violences et les exactions de ses troupes ? Pendant le combat, c'est certain. Pendant quelque temps après la capitulation, c'est possible. Les semaines passant, l'ordre et la dis-

cipline ont repris peu à peu le dessus. Il se produit encore des cas de pillage, de viol, de saoulerie, de glaces cassées, de bicyclettes volées, mais pas beaucoup plus que dans n'importe quelle armée. En Saxe, au mois de juin, dans des villes coupées en deux par la ligne de démarcation américano-soviétique, il ne semblait pas y avoir grande différence de régime — aux dires de la population elle-même — entre les quartiers « russes » et les quartiers « américains ». En Thuringe, dans la zone où les Russes devaient s'étendre, conformément aux accords de Yalta, les Allemands commençaient à vous dire : « Ces histoires sur les Russes se dégonfleront peut-être comme les histoires sur les Américains ». La préférence de principe, les appréhensions subsistaient ; la terreur avait disparu.

A Berlin, où l'on circule librement d'une zone à l'autre, que voit-on, qu'entend-on ? Les Berlinois, qui ont accueilli avec le plus de soulagement les Anglo-Saxons et les premiers contingents français, constatent déjà que leur pitance quotidienne n'en est pas améliorée. Des comparaisons s'établissent ; une opinion moyenne se crée ; les défauts et les qualités de chacun sont analysés. On reconnaît que les Russes, après avoir beaucoup détruit, ont fait des efforts réels pour amener un peu de ravitaillement dans Berlin, pour distribuer quelques stocks, pour remettre en marche — avant que leurs Alliés arrivent — le peu qui subsistait des moyens de transport. Ils enlèvent des machines, des rails, des œuvres d'art, c'est vrai ; ils invitent des ouvriers et des ingénieurs à venir travailler chez eux, en leur promettant des contrats ; mais on ne m'a pas cité d'exemples de déportations forcées pas plus qu'on ne m'a cité d'exemples d'arrestations ou de condamnations imméritées. Rien ne vérifie jusqu'à présent le slogan hitlérien : « Vous irez tous en Sibérie ».

Y a-t-il là un début de confiance, sinon d'amitié ? Le commandement soviétique, en tous cas, affiche une politique très nette. Des centaines de panneaux blancs dressés sur les grandes artères de la capitale reproduisent des citations de Staline, traduites en allemand : « Nous ne voulons pas anéantir l'Allemagne ; nous voulons détruire le nazisme. » — « L'expérience de l'histoire prouve que les Hitler surgissent et disparaissent, alors qu'il subsiste toujours un peuple allemand et un État allemand. » Les autres extraits de Staline sont tous à l'avenant.

Ainsi se dessine une situation qui n'est peut-être paradoxale qu'en apparence. Devant l'Allemagne vaincue, les nations dites libérales hésitent comme si les débris du Reich hitlérien recélaient un Quatrième Reich aussi dangereux que les précédents. Existe-t-il de « bons Allemands » ? Et s'ils existent, sont-ils assez nombreux, assez sincères pour qu'on puisse s'associer franchement avec eux ? Par la voix du K.P.D. ressuscité, Moscou répond : « Les « bons Allemands » existent, et j'en fais mon affaire. Ici, en U.R.S.S., nous ne voulons ni d'une Allemagne soviétique, ni d'une Allemagne belliqueuse. Nous voulons une république allemande, une Allemagne parlementaire, centrée sur un programme commun, acceptable pour les sociaux-démocrates comme pour le centre. » C'est l'U.R.S.S. qui, à l'heure actuelle, relève le drapeau de cette Allemagne. C'est l'U.R.S.S. qui encourage les « bons Allemands » à s'entendre, à s'unir, à croire qu'une Allemagne amputée est tout de même une Allemagne qui vivra.

Le plus vif souhait des communistes allemands, leur grand travail, va être maintenant de convaincre l'Occident qu'ils ne veulent vraiment que ce qu'ils disent et qu'ils sont les meilleurs garants de la paix.

PIERRE FRÉDÉRIX

L'IMPOT SUR LE CAPITAL

A plusieurs reprises, on songea à instituer en France un impôt sur le capital. Les objections faites avaient été si nombreuses, et les résultats obtenus à l'étranger étaient si décevants que le Parlement renonça chaque fois à réaliser ce projet. Aujourd'hui, il en est autrement. Nous avons dépassé le stade des discussions, puisque le Gouvernement vient de créer un double impôt atteignant, d'une part, l'enrichissement réel intervenu depuis 1940, et, de l'autre, tout le patrimoine français tel qu'il existe actuellement.

C'est un fait que presque tous les essais de cette sorte tentés dans d'autres pays ont conduit à des échecs et se sont terminés par la ruine du système monétaire. Mais il serait excessif de conclure que celle-ci a été entraînée par ceux-là. En réalité, on a recouru à l'imposition du capital dans des circonstances difficiles, et souvent désespérées ; l'organisme économique était profondément ébranlé, les finances publiques manifestaient un déséquilibre chronique, et il est difficile de discerner si l'effort fiscal exceptionnel infligé à un pays bouleversé a achevé de le désorganiser, ou si le désordre n'a pas continué dans une mesure telle qu'il a entraîné toutes les digues, même valables, y compris la dernière, qu'on essayait d'élever pour le contenir.

Il est du plus haut intérêt pour nous de savoir si le régime qui va être appliqué en France a profité des expériences passées, s'il met ou non à profit une meilleure connaissance des faits économiques, s'il mérite, ou s'il évite, les graves critiques qu'ont soulevées les opérations analogues à celle dont l'application va commencer.

Dans cette vaste matière, qu'il est impossible d'épuiser, nous nous placerons à deux points de vue principaux. Nous examinerons d'abord les difficultés considérables qui sont inhérentes à la détermination du capital en vue de son imposition, avec, en même temps, les solutions que l'Administration s'est efforcée d'y apporter par un texte incontestablement bien étudié et longuement préparé. Nous considérerons ensuite la place exacte que peut tenir une telle imposition dans l'ensemble vivant que constitue l'économie nationale, afin de déterminer les limites rigoureuses entre lesquelles elle peut se mouvoir, mais que la nature des choses empêche de transgresser si l'on ne veut courir les pires aventures.

*
* *

Les régimes fiscaux se bâtissent généralement avec le temps. On saisit successivement telle source de richesses, puis telle autre, en perfectionnant le redoutable filet qui enserre le contribuable jusqu'à souvent l'étrangler. Ici, il en est tout autrement puisqu'on prétend saisir d'un seul coup l'intégralité de la fortune française. Au surplus, cette universalité est indispensable puisque la justification principale d'une mesure aussi exceptionnelle est précisément la justice, laquelle serait bafouée si l'impôt destiné à répartir une fraction des charges de la guerre laissait une part quelconque du capital en dehors de son champ d'application.

Cette difficulté primordiale a été une des raisons de l'impopularité de l'impôt dans la plupart des pays qui l'ont appliqué après une préparation insuffisante, parce que, au lieu de remédier, comme il le devait, à des inégalités injustifiables, il les a au contraire exagérées jusqu'à l'absurde. Ceux qui réclamaient l'application rapide en France de textes improvisés, et surtout prématurés, eussent été, sans le vouloir mais sûrement, les meilleurs artisans d'un nouvel échec retentissant à ajouter à la liste des précédentes taxations sur le capital. Il fallait au préalable mettre en œuvre les différentes pièces du mécanisme qui permettrait de connaître à un moment donné la fortune complète et exacte de chaque contribuable. On a vu successivement décréter la déclaration des avoirs à l'étranger et celle des avoirs étrangers en France. Les actions au porteur ont été pratiquement supprimées par la nominativité obligatoire des titres nouveaux et le dépôt des autres à la Caisse Centrale de Dépôts et de Virements de Titres. Enfin, un inventaire total des bons du Trésor et des billets de banque a été fait le 4 juin 1945, de façon à supprimer entièrement, à cette date du moins, toute disponibilité anonyme entre les mains de qui que ce soit.

Voilà déjà un ensemble impressionnant de mesures, et qui a entraîné une gêne indéniable dans la vie quotidienne, c'est-à-dire à la fois dans la liberté et la productivité du pays. Et cependant, celles-ci laissent entre elles de larges fissures. Les obligations et les rentes ont pu rester anonymes, bien qu'elles représentent une valeur énorme. Il est bien vrai que les actions doivent être toutes déposées, mais le délai qui a été donné n'est pas encore expiré, de sorte que beaucoup ne l'étaient pas à la date prévue pour « photographier » la fortune française. Par ailleurs, il est tout de même apparu impossible d'obliger les commerçants et les industriels à faire un bilan le 4 juin, ce qui ajoute une nouvelle incertitude à l'évaluation d'éléments importants du patrimoine. On voit que, en dépit d'une préparation méticuleuse et qui soumet le pays à de rudes contraintes, l'inventaire établi est bien loin d'être à l'abri de la critique. Les possibilités de se soustraire à l'impôt demeurent. Nous ne les constatons que pour rappeler combien restent précaires ces vastes constructions théoriques qui, si bien imaginées soient-elles, atteignent comme toujours la masse des bons citoyens, mais laissent échapper les professionnels de la fraude. Et le privilège de ces derniers devient d'autant plus insolent et insupportable que c'est justement pour les atteindre mieux qu'on frappe plus fort, mais c'est leur innocent voisin qui reçoit le coup qui leur était destiné.

Connaître les éléments matériels de la fortune était le premier point. Reste ensuite à en déterminer la valeur. La chose va de soi pour les capitaux monétaires (billets, bons du Trésor). Mais elle est singulièrement délicate pour les autres biens, et ceci mérite de retenir sérieusement l'attention.

Les impôts ordinaires frappent toujours une matière dont la valeur ne souffre pas de discussion. Un traitement, des dividendes, un loyer, ce sont des éléments que l'on peut chercher à dissimuler, mais qui sont définis en dehors de toute contestation. Il en est de même dans tous les cas où l'Etat intervient pour enchérir le prix d'une denrée (tabac, essence) ou d'un service (prime d'assurance, courtage des agents de change), comme pour ceux où il intervient à l'occasion d'une transaction (impôt sur le chiffre d'affaires, sur les ventes mobilières). L'impôt se calcule en appliquant son taux à la valeur certaine qu'est une rémunération ou un prix. Mais dans le cas où l'on taxe un capital, ce rapport simple n'existe plus Il va falloir déterminer une valeur qui, inéluctablement, sera conventionnelle. La maison que vous possédiez le 4 juin, vous ne l'avez pas vendue ce jour-là, pas plus que vos titres, que vos champs, que votre bétail. Vous n'en avez retiré aucun prix à cette date, vous n'avez pas transformé ce bien réel en monnaie, ce qui aurait permis au fisc, s'il a décidé d'en prélever une fraction, 10 p. 100 par exemple, de toucher le dixième véritable de la somme que vous auriez encaissée, mais sans risquer d'en prélever le quart ou le vingtième. Et encore parlons-nous de richesses qui, étant susceptibles de produire un revenu, pourraient à la rigueur être évaluées de façon uniforme par rapport à celui-ci. Mais que dire de la fixation d'un cours pour des meubles, des tableaux, des livres, lorsque ceux-ci ne changent pas de propriétaire? Aucune référence n'est valable, parce que le cours atteint, même en vente publique, par des objets analogues laisse complètement indifférent celui qui les conserve, et qui ignore les excès que peuvent commettre des acheteurs exclusivement préoccupés de transformer au plus vite un argent mal gagné.

Il faut reconnaître que la valeur en capital, bien loin d'être, comme une idéologie plus politique qu'économique cherche à nous en persuader, la réalité suprême du monde, ne représente rien qu'une notion de l'esprit. Son irréalité intrinsèque tient d'abord à ce que sa base même, qui est son revenu possible, change à tout moment : il dépend de la législation des loyers de réduire ou d'augmenter la valeur vénale des maisons d'habitation. Ensuite, le taux de capitalisation du revenu dont est susceptible un capital peut varier du simple au triple ou au quadruple, ce qui fait qu'un revenu, même supposé fixe, attribue au capital qui le produit une valeur de 400 si le taux de l'époque est de 1 ½ p. 100, et de 100 si ce taux s'élève seulement à 6. Enfin, une troisième raison est l'écart grandissant entre la valeur rentable d'un capital et son prix de remplacement ; il est certain qu'une maison se vend moins cher qu'elle ne coûterait à construire actuellement, de même que les bâtiments d'exploitation d'un domaine agricole n'ont de valeur que dans la mesure où ils servent et non pas suivant ce qu'ils ont coûté.

Encore l'impôt sur le capital ne va-t-il pas être payé instantanément. La loi prévoit un délai de quatre ans pour se libérer, et c'est la sagesse même. Mais cet indispensable étirement va lui-même poser de nouveaux problèmes. Si le contribuable est obligé d'aliéner une partie de sa fortune, comment supposer qu'il le fera suivant les évaluations qui auront servi de base à son imposition? Les cours du 4 juin 1945 ne resteront pas indéfiniment en vigueur, sans que les titres, les terres, les maisons, le bétail montent ou baissent. Et cependant, ces cours devenus fictifs, contredits par la réalité de 1946 ou de 1948, continueraient à régir les exigences d'un fisc anachronique, indifférent à des événements que peut-être lui-même aura provoqués? Si en 1947, l'Etat nationalise des branches de l'activité, en allouant au propriétaire une rente annuelle calculée selon des principes imprévisibles, ce même Etat pourrait-il, non content d'avoir absorbé la réalité du patrimoine, exiger encore un versement supplémentaire

sous le prétexte que ce contribuable possédait jadis un bien dont il ne lui resterait plus que l'ombre? Cela est évidemment inconcevable; et il faut espérer que cela n'aura pas lieu, mais on voit à quel point le paiement matériel d'un impôt qui n'est pas rattaché à une opération économique à la fois concomitante et incontestable soulève des problèmes indéfinis.

Aussi ne saurait-on assez souligner l'innovation par laquelle s'opérera la taxation des valeurs mobilières. Les sociétés ayant un capital de plus de 5 millions devront faire une augmentation de capital de 5 p. 100 et remettre les titres ainsi créés à un ou plusieurs organismes qui se trouveront avoir des participations dans la plupart des entreprises. Ainsi se trouve résolue une des questions les plus irritantes à l'égard des porteurs de titres, lesquels s'acquitteront en somme de l'impôt qu'ils doivent au moyen de cette remise qui opérera sur leur patrimoine le prélèvement proportionnel précis qu'exige la loi, sans faire intervenir les fluctuations de cours qui eussent bouleversé la justice de l'opération, et en permettant aux contribuables de s'acquitter sans provoquer ou un effondrement du cours de toutes les richesses nationales, ou une inflation démesurée, qui sont les deux obstacles sur lesquels risque le plus de buter l'imposition du capital. Mais la question reste entière pour les formes immobilières de la richesse. Elle est encore plus grave pour l'impôt sur l'enrichissement parce que celui-ci peut atteindre 100 p. 100. Que penser d'un système qui obligerait un contribuable possédant valablement, en tout, 100, à payer au fisc 150 ou 200?

Ce mécanisme nous conduit naturellement à examiner les conditions dans lesquelles l'impôt général sur la fortune est susceptible de s'insérer, sans dommages excessifs, dans l'économie publique.

On discute pour savoir si, un impôt étant assis sur le capital, il doit être payé par les revenus de ce capital ou par une aliénation partielle de celui-ci. Dans le choix de cette fausse alternative réside la cause des erreurs qui vicient le jugement. Une logomachie insupportable veut faire dériver l'impôt sur le capital de la nécessité de constater l'appauvrissement qu'entraîne la guerre pour un pays. Une théorie opposée, mais également erronée, dénonce la taxation des capitaux au moment où le pays a précisément besoin de les reconstituer. Le problème ne se pose pas ainsi.

Quoi qu'on fasse, la consistance matérielle du capital national, à un moment donné, est indifférente à la loi. Les biens matériels existent, et, dans leur ensemble, après comme avant la taxation, ils seront inchangés; ils sont transférables, mais heureusement indestructibles. Il est possible qu'un contribuable ne puisse s'acquitter individuellement sans être obligé d'aliéner une partie de son patrimoine; mais, comme l'Etat n'acceptera pas en paiement un champ ou une fraction de magasin, l'opération n'est concevable que s'il existe un acheteur possible, qui possède les disponibilités nécessaires à cet achat, après acquittement de son propre impôt.

L'expérience et la réflexion montrent que l'impôt sur le capital serait rigoureusement impossible à percevoir dans un pays, même très riche, où il n'y aurait à la fois ni dette publique, ni trace d'inflation monétaire. Dans un tel pays l'impôt, quelle que soit son assiette, ne pourrait être acquitté qu'au moyen de la partie du revenu national susceptible d'être épargnée, et par conséquent susceptible, toute considération morale mise à part, d'être confisquée par l'Etat. La France est loin d'être dans une telle situation. L'Etat y a mis en circulation une dette publique élevée, des bons du Trésor pour

un montant de 700 milliards environ, et de la monnaie qui, sous forme de billets ou de dépôts bancaires, s'élève à une somme encore supérieure. La question est de savoir si ces « valeurs libératoires » sont en quantité très supérieure aux besoins de leurs détenteurs. La réponse n'est pas évidente, car la hausse des prix si imprudemment déclenchée dévore rapidement les sommes qui, jusqu'à présent, étaient thésaurisées. En tout cas, la réponse d'aujourd'hui ne sera plus valable demain. Ces sommes excédentaires, qui existent encore plus ou moins, étaient destinées à faire face aux énormes appels d'une production renaissante et d'une indispensable modernisation d'outillage. Si elles ont totalement disparu au moment où l'on voudra ou devra les employer, le problème du financement se posera de façon aiguë.

Quoi qu'il en soit, l'impôt sur le capital, si l'on considère l'ensemble du pays et non pas chaque contribuable, ne peut être payé que par prélèvement sur les disponibilités préexistantes (fonds liquides, créances sur l'Etat) ou sur celles qu'une épargne nouvelle peut constituer par prélèvement sur le revenu annuel du pays. Et si les disponibilités provenant de ces deux sources sont inférieures au montant global de l'impôt exigé, ou n'existent pas, ou, ce qui revient au même, refusent de s'investir en capitaux réels, la perception de l'impôt déclenche irrésistiblement une inflation massive. Une autre solution existerait, mais particulièrement déplorable, suivant laquelle l'étranger serait seul susceptible d'acheter les biens mis en vente, en profitant de l'effondrement des prix déterminé par des offres ne pouvant trouver aucune contre-partie nationale.

On voit à quel point il serait faux d'imaginer qu'il est possible de financer le Trésor par un prélèvement sur le capital lui-même. La seule opération concevable est une sorte de répartition plus équitable, parce que proportionnelle, de l'excès de monnaie ou de dette publique sous lequel le Trésor risque de succomber. Il s'agit alors de s'assurer que tous les Français ont dans leur patrimoine une part minima de ces biens irréels. Un estampillage de billets avec annulation partielle laisserait indifférents tous les spéculateurs qui ont su se débarrasser à temps de leurs liquidités et frapperait au contraire tous les bons citoyens dans la mesure même où ils ont eu confiance dans leur pays, ce qui est proprement scandaleux. Une faillite partielle sur la dette opérerait avec le même aveuglement et un manque total de la justice la plus élémentaire. Quant à l'inflation, elle est la pire des calamités qui puisse s'abattre sur un peuple et ronger son économie. Il faut comprendre que la prétendue taxation du capital ne peut être autre chose qu'une péréquation cherchant à répartir au prorata de tous les éléments de la fortune française les charges exagérées dont l'Etat doit être à tout prix soulagé.

C'est à ces points de vue qu'il faut examiner le taux de l'impôt et les procédés de libération. Une certaine surenchère trouve toujours que la progressivité des taux est insuffisante. En fait, sans mettre en jeu la moindre notion de justice, il est possible matériellement de confisquer 70 p. 100 d'un revenu. Mais il n'est matériellement possible de confisquer 30 p. 100 d'un capital que s'il existe certains Français ayant des disponibilités ou des revenus suffisants pour que l'échange nécessaire ait lieu entre la tranche confisquée au détriment d'un Français et les ressources restées indemnes entre les mains d'un autre Français. Cette différence doit être soulignée. Les abus de la fiscalité sont iniques. Ils sont aussi absurdes, car ils ont pour effet de tarir l'activité d'un pays et de le plonger dans le découragement. Mais dans le cas particulier de l'impôt sur le capital, ces abus conduiraient en plus à une impasse dont la seule issue serait une catastrophe.

Les dispositions prises par le Gouvernement paraissent bien avoir tenu un certain compte de cet aspect essentiel de la question. C'est ainsi que le système adopté pour les actions de sociétés repousse en fait la réalisation

effective de l'impôt jusqu'au moment où l'épargne fraîche ou en puissance pourra absorber les titres de holdings que l'Etat devra mettre sur le marché s'il ne veut pas avoir fait un geste complètement inutile. On peut dire, en gros, que cette part des ressources demandées au pays pourra servir de volant, de façon à hâter ou à ralentir le déplacement des richesses suivant les enseignements de l'expérience. Il faut éviter avant tout de dépasser, dans la taxation du contribuable, les facultés du thésauriseur (s'il s'agit des disponibilités préexistantes) et de l'épargnant (s'il s'agit des disponibilités à créer) dont la présence est indispensable à ses côtés ou en lui-même. Pour que l'opération n'entraîne pas de troubles irréparables, les aliénations de biens réels doivent être réduites au minimum et n'avoir lieu que dans des cas tout à fait exceptionnels. Si la perception de l'impôt déclenchait un début de ventes généralisées, ce serait la preuve que la taxation, même paraissant supportable, aurait dépassé les capacités de placement du pays. Il faudrait alors généraliser le système de paiements envisagé pour les actions et accepter, plus largement, certaines valeurs d'Etat. Dans l'hypothèse inverse, on pourrait, sans attendre davantage, mettre en vente les participations momentanément détenues par l'Etat, inutiles dans ses mains, et qui feraient retour à l'économie nationale tout en fournissant au Trésor les ressources liquides dont il a besoin et qu'il a voulu se procurer.

*
* *

En conclusion, on peut penser d'abord que le Gouvernement, en organisant comme il l'a fait l'imposition du capital, a montré un sens incontestable des réalités et a mis de son côté les plus grandes chances de réussite pour une tentative d'une extraordinaire difficulté. Certains verront dans ce jugement l'aveu de la timidité dont feraient preuve d'après eux les dispositions légales ; d'autres y trouveront une acceptation trop indulgente d'une mesure qu'ils estiment déplorable ; il serait plus simple d'y reconnaître une opinion qui désire être objective sur un sujet d'une extrême importance.

L'opération reste très complexe. Elle posera dans l'application d'innombrables questions. Une administration déjà surmenée va établir de nouveaux contacts avec des contribuables accablés de déclarations et de justifications à fournir. Les situations juridiques embrouillées se compliqueront à nouveau. Tout cela n'est pas simple. Il faut espérer que des mises au point indispensables tiendront compte des nombreux cas d'espèce que l'expérience révélera.

L'efficacité de l'imposition sera faible et il ne peut en être autrement. On en attend 150 milliards, que l'on compare naturellement au déficit de cette année seule, qui oscille autour de 250. Les deux sommes peuvent d'ailleurs difficilement être rapprochées, car chacune traduit un problème complètement indépendant. S'il fallait faire une observation à ce sujet, elle porterait plutôt sur l'économie annuelle, mais combien faible, que permettrait d'obtenir la ponction une fois faite de 150 milliards si celle-ci était affectée à l'amortissement de la dette publique comme il serait naturel.

Il apparaît donc nettement que l'opération doit être une réussite, mais évidemment dans les limites assez étroites que lui impose la force des choses. Et il apparaît aussi nettement que le véritable problème ne sera pas pour cela le moins du monde résolu, parce qu'il ne peut pas l'être par des moyens de technique financière, si opportunément que ceux-ci soient appliqués.

Le train de vie de la France sera exactement celui qui résultera de la productivité du travail national, et il ne peut rien être d'autre.

ED. GISCARD D'ESTAING

LES LIVRES D'HISTOIRE

La Renommée est une déesse capricieuse et frivole. Elle erre un peu au hasard et, sur son chemin aérien, fabrique des gloires usurpées, laissant trop souvent derrière elle, dans l'obscurité, des gloires véritables. C'est ainsi que, sous le règne de Louis XIII, elle oublia de remarquer et de proclamer celle de *Maillé-Brézé, général des galères, grand amiral*, au point que son biographe actuel, M. René La Bruyère, peut écrire de cet amiral qui tarabusta, avec tant de vigueur, les vaisseaux et les galions de l'Espagne, alors notre ennemie majeure : Que sait-on de ce marin? A peu près rien. Heureusement, M. René La Bruyère vient de réparer le tort fait à la mémoire de son héros en traçant de lui un portrait assez admiratif pour satisfaire ses mânes encolérés. Efforçons-nous de tirer au moins un croquis de ce travail soigné (Libr. Plon, éditeur).

Jean-Armand de Maillé-Brézé, né le 18 avril 1619 de Urbain de Maillé, marquis de Brézé, et de Nicole du Plessis-Richelieu, appartenait à une famille d'antique noblesse tourangelle. Il était, par sa mère, neveu de Richelieu qui, étant alors simple évêque de Luçon, le tint sur les fonts baptismaux. Il passa sa petite enfance au château familial de Milly. Il fut retiré de ce lieu, où régnait la discorde conjugale, par le prélat devenu premier ministre et qui, chérissant sa sœur Nicole, souhaitait assurer l'avenir de son filleul.

Ici, ajoutons au texte de M. René La Bruyère quelques détails, sur l'enfance de Brézé, qui n'y figurent point. Jean-Armand, en arrivant à Paris, âgé de onze ans (1630), est logé au petit Luxembourg, chez madame de Combalet, nièce de Richelieu. Le cardinal découvre en lui un petit pataud dont il craint que l'intelligence ne lui fasse pas honneur. Il lui cherche un gouverneur. Il distingue, pour remplir ce rôle, Marc Pioche de La Vergne, capitaine du génie, très estimé du roi et des gens de science. Cet officier fait, en cinq années, de son élève un prodige merveilleusement instruit ès matières de guerre et, au surplus, préparé à la carrière maritime que l'Eminentissime lui destine. C'est donc Marc Pioche, le père de la future madame de Lafayette, qui a formé l'esprit de Brézé.

Richelieu, enthousiasmé de son neveu, rêve dès lors de faire de ce garçon taciturne, éloigné des plaisirs de son âge, l'homme auquel il confiera les escadres qu'il est en train de construire et qui contrebattront sur mer la puissance de l'Espagne. Il le met d'abord, sur terre, à l'épreuve du feu et, dans ce but, le nomme, à seize ans, colonel du régiment de Brézé, recruté pour lui. L'adolescent, sous la tutelle de Marc Pioche, affronte, avec désision et bravoure, les soldats aguerris de Philippe IV en Picardie envahie (1636). Dès lors, le cardinal sent qu'il peut compter sur ce jouvenceau lorsque le moment sera venu d'entreprendre l'aventure de mer.

Il lui en prépare les voies en l'élevant au gouvernement de l'Aunis dont les places fortes, La Rochelle et Brouage, protégeront les vaisseaux de haut bord de la flotte du Ponant. En 1639, il lui donne le généralat des galères. C'est sur cette flottille de bateaux à rames que Brézé accomplit, en Méditerranée, sa première action martiale. L'année suivante (il atteint la vingt et unième année), ayant reçu du cardinal le commandement de l'armée navale du Ponant, tout en gardant celui des galères, il part de La Rochelle

à la tête de vingt et un vaisseaux et neuf brûlots pour intercepter la flotte espagnole des Indes Occidentales. Marc Pioche est auprès de lui, à titre de conseiller et de combattant à la fois, sans doute sur l'ordre du cardinal ; il ne va plus quitter son élève jusqu'à la fin de 1641, où il le suivra dans une ambassade en Portugal. Ensemble, devant Cadix, où ils rencontrent l'ennemi, ils livrent un rude combat d'où ils sortent vainqueurs, obligeant les galions à fuir, après la perte de cinq d'entre eux. Ensemble, ils auront la gloire de figurer parmi les vaillants désignés, par la *Gazette*, à l'attention publique.

Brézé est maintenant hors de lisière. Il va désormais servir efficacement, en exécutant essentiel, la politique de Richelieu contre la maison d'Autriche. Il se montre tacticien habile, prudent, mais déterminé à l'offensive. Il remportera, lors de ses prochaines campagnes de mer, trois éclatantes victoires. Il périra en combattant, devant Orbitello, à l'âge de vingt-sept ans.

M. René La Bruyère a enrichi le récit de sa foudroyante carrière de descriptions colorées, de cérémonies maritimes et de batailles. Signalons surtout ses pages d'un vif intérêt sur la vie des galères et des galériens. Curieux livre qui ne décevra pas ses lecteurs.

Après Louis XIII et quelques contemporains de Louis XIII, comme Brézé, c'est Louis XIV qui semble retrouver la vogue parmi les amateurs d'histoire. Deux volumes, consacrés à son jeune âge, ont paru récemment. L'un : *La Jeunesse du grand Roi* (Librairie Plon, éditeur), porte la signature de madame Saint-René Taillandier ; l'autre : *L'Enfance et la Jeunesse de Louis XIV* (Editions Albin Michel), celle du lieutenant-colonel Henri Carré. La coïncidence de leur publication et le défaut de papier nous obligent à les signaler ensemble. Ils se complètent d'ailleurs assez heureusement par la divergence des questions traitées dans leurs chapitres. Dans le premier, livre de femme, prédominent les faits de sentiment ; on y trouve, en quelque sorte, une histoire partielle du cœur royal. Dans le second, livre d'homme, les faits politiques et sociaux, mêlés à des images de mœurs, priment les affaires d'amour.

Madame Saint-René Taillandier cache jalousement ses références ; bien en vain d'ailleurs, car nous les connaissons : elles sont sérieuses, mais bornées à l'essentiel. M. Henri Carré donne plus volontiers les siennes ; elles tiennent dans une page et demie ; c'est peu. Il a, par contre, abondamment illustré ses textes.

De leurs volumes ne peuvent sortir des révélations sensationnelles que seuls nourrissent les documents originaux, mais il peut en sortir le résultat fécond de méditations sur des faits connus, souvent mal interprétés. Madame Saint-René Taillandier excelle dans ces méditations qui l'amènent à mieux saisir une vision réelle des événements et à mieux pénétrer la psychologie de ses héros: le roi, la reine, Mazarin. Elle dispose, de plus, de constantes grâces de style qui rendent attrayantes et pleines de couleur ses évocations des êtres et des choses. M. Henri Carré, qui est un bon écrivain, net et clair, prétend réformer, au cours de ses pages, l'opinion des historiens sur diverses questions touchant son héros, montrer en particulier quelle action efficace exerça Mazarin sur la formation politique du roi.

Madame Saint-René Taillandier a donné à la toute petite enfance de Louis XIV une importance que M. Henri Carré a négligée. Anne d'Autriche a aimé passionnément son fils aîné, aux dépens même du cadet ; en retour, elle en a reçu un amour filial ardent et, peut-on dire, indéfectible, si lucide qu'il lui a permis, encore en bas âge, de discerner, pour en souffrir, le partage que la reine faisait de son cœur avec Mazarin. De là, les propos haineux que le petit jaloux tenait à son valet La Porte, derrière la pourpre soutane du cardinal.

Louis XIV a été un enfant robuste, turbulent, gourmand, ayant tous les défauts de la puérilité. Il a été, dans les robes de sa mère, un enfant façonné

à la piété pour tout le reste de ses jours. Fut-il un beau garçonnet? Comment se fier aux portraitistes du temps, si soucieux d'embellir leurs modèles royaux? La petite vérole, à sept ans, n'altéra-t-elle pas le visage de Sa Majesté? Comment fut faite son instruction? A l'aveuglette, disent les gens de l'époque. Anne d'Autriche ne voulait point que ses maîtres remontassent au déluge. Il apprend à lire et à écrire et quelque peu d'histoire. Pas de latin, dit madame Saint-René Taillandier. Voire? Nous possédons *La Guerre des Suisses*, traduite des *Commentaires de César par Louis XIV Dieu-Donné, Roy de France et de Navarre*, Paris, de l'Imprimerie Royale, 1651, in-folio. N'est-ce pas là une version latine signée? Cependant il ne sut jamais écrire, de sa propre inspiration, une lettre latine à quelque souverain étranger ignorant le français. M. Henri Carré, qui pense nous édifier sur l'instruction du roi, répète ce qu'en dit Lacour-Gayet, lequel avoue dans son livre (p. 78) qu'il n'est guère renseigné. En fait, Louis XIV n'aima pas l'étude. Il aima, par contre, toute sa vie, passionnément la musique.

Comment aurait-il pu se consacrer à l'étude? La Fronde et tous ses désordres survinrent comme il atteignait la dixième année. Madame Saint-René Taillandier esquive avec raison, dans son livre, l'histoire du roi pendant cette période ; le sujet de ce livre est tout autre. M. Henri Carré s'efforce au contraire, avec autant de raison, de montrer, au cours de huit chapitres du sien, Sa Majesté terrorisée dans les cachettes sans confort où loge la reine-mère, ou bien rentrée sous son toit royal, ou bien errante sur les routes, ou encore triomphante dans ses villes reconquises.

En 1651, le jeune roi, majeur, a pris nominalement possession du trône. En 1654 seulement, les rébellions terminées, sinon oubliées, il est sacré à Reims au cours d'une fastueuse cérémonie dont M. Henri Carré donne une belle description.

Voici venu maintenant le temps où il sent s'éveiller en lui le faune qu'il deviendra dans la suite. Madame de Beauvais fut, dit-on, son initiatrice. Mademoiselle de La Mothe-Argencourt paya du couvent ses tendresses maladroites. Le vrai amour, le vrai drame d'amour de Louis XIV date du temps où Mazarin, avec peut-être de secrètes intentions, laissa trop longtemps baguenauder le royal damoiseau sous les yeux brillants et dans l'intimité de sa nièce Marie Mancini. Madame Saint-René Taillandier a fait de ce drame un récit à la fois pittoresque et pathétique. Nous n'enlèverons pas à ses lecteurs l'agrément de le lire.

Jamais le roi, buté dans cet amour, n'avait été plus près de choir dans un abîme de niaiserie. Il pouvait apparaître comme un de ces « pousseurs de beaux sentiments » qui, nourris de romanesque, encombraient les ruelles. Mazarin et la reine, l'un conseillant avec vigueur, l'autre dans les larmes et les prières, luttaient contre le forcené, entêté de sa savoureuse séductrice. « Vous êtes le Roi », disait cette dernière.

La raison d'Etat, cent fois répétée par le ministre, finit pourtant par avoir un écho dans l'âme du désespéré. Le cardinal avait entamé des négociations avec la Cour d'Espagne pour joindre dans les nœuds du mariage les deux couronnes et cimenter une paix durable. Louis XIV, dès lors, résigné, accepta de n'être plus qu'un roi.

Ce faisant, il ferma pour toujours son cœur. Marie-Thérèse, que, le 26 août 1660, il conduisit, avec un faste de dieu, parmi les étendards et les arcs de triomphe, à la conquête de Paris, allait devenir sa douloureuse victime. Et toutes les femmes, même mademoiselle de La Vallière, que madame Saint-René Taillandier évoque avant de terminer son livre, ne seront que d'autres victimes, sans tendresses, de son bon plaisir.

ÉMILE MAGNE

***

Les récits de ceux qui furent détenus dans les prisons et les bagnes nazis sont déjà nombreux ; ils s'accroîtront encore quand les survivants auront recouvré la force de tenir une plume. L'émotion qui se dégage de *Mes prisons* (Desclée de Brouwer) est d'une qualité particulière ; on y entend la respiration oppressée d'une âme chrétienne. M. Jean de Pange, arrêté par la Gestapo le 16 mai 1941, détenu à la prison de la Santé et au fort de Romainville jusqu'au 12 novembre de la même année, puis libéré à la suite d'un non-lieu prononcé par le tribunal militaire allemand, n'a pas subi, il le dit avec une méritoire simplicité, des tourments extraordinaires. Certes, il aurait pu être fusillé comme otage, au cours de l'automne 1941, ainsi que le furent ses voisins et ses compagnons de cellule, mais cette menace, alors suspendue sur tous les détenus, ne s'est pas abattue sur lui. Au reste, la Gestapo poursuivait M. Jean de Pange pour une activité antérieure à l'armistice, et non pas antiallemande, mais antinazie. Lorrain, apparenté à ces ducs de Lorraine dont le dernier épousa l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche ; farouchement hostile à l'esprit prussien, mais convaincu qu'entre les Rhénans du Sud, les Sarrois, les Badois d'une part, les Alsaciens, les Lorrains d'autre part, ne se dresse aucune barrière infranchissable ; partisan, dès longtemps, d'une fédération danubienne qui aurait pour centre, sinon pour tête, la vieille Autriche et sa dynastie des Habsbourg, M. Jean de Pange n'était coupable, si l'on ose dire, que d'un idéalisme légèrement suranné. Or cette « faute », il la revendiqua avec une dignité, une fermeté, une sincérité qui finirent par faire impression sur les juges allemands. Les six mois d'incarcération qu'il subit, il les considéra comme une retraite, au sens religieux du mot. Pascal, Spinoza, Gœthe furent ses interlocuteurs silencieux ; grâce à eux, il échappa à la dépression que provoque un isolement de longue durée.

Baigné par une haute spiritualité, le récit de M. Jean de Pange constitue en même temps un document réaliste sur la misère physique et morale de ceux qu'une dénonciation, une trahison, un hasard avaient soumis à la grossière tyrannie de la police nazie. Comme M. Jean de Pange parle admirablement l'allemand et qu'il pouvait s'entretenir directement avec ses geôliers de tout grade, il nous apporte un témoignage précieux sur leur état d'esprit. Ce qui le touche davantage, c'est leur dédain pour toute vie intérieure, et particulièrement la vie intellectuelle. Un gendarme allemand ne peut pas croire qu'il ne soit pas juif, puisqu'il écrit des livres ; un autre, apprenant ses relations avec l'archiduc Othon, en déduit, lui aussi, qu'un familier des Habsbourg ne saurait être aryen. M. Jean de Pange souffre vraiment de l'abaissement où le nazisme a conduit l'Allemagne. En regard, l'auteur de *Mes prisons* raconte, en des pages poignantes, la mort d'un simple ouvrier français, condamné pour avoir conservé chez lui un fusil de chasse, et qu'il assista durant sa dernière nuit. Sans effets littéraires, par la seule intensité des scènes où l'âme surgit d'un corps qui va être anéanti, M. Jean de Pange atteint à la grandeur.

***

Au début de l'année 1940 passa sur les écrans un film assez maladroit, qui s'intitulait : « Les crimes d'Hitler ». L'un des premiers griefs adressés au maître du Troisième Reich était sa condition d'enfant naturel. Plût aux Dieux qui l'eût été naturel et non pas monstrueux. L'ouvrage de M. Georges Imbert, *Les crimes d'Hitler* (Les Editions de Paris), s'il n'apporte rien de nouveau

au procès de l'ex-chancelier, a le mérite de présenter, en trois cents pages, les documents : textes, messages, accords, déclarations solennelles qui, tous, furent déchirés par le cynique menteur. Dans la violation énorme des engagements souscrits, plus encore que dans les actes qui relèvent du Code pénal, l'auteur voit, avec raison, un chef d'accusation qui met Hitler, mort ou vif, au premier rang des criminels de guerre. Chaque Français, qui est virtuellement un substitut du procureur général, sera en mesure de nourrir son réquisitoire en puisant dans ce précis de criminologie hitlérienne.

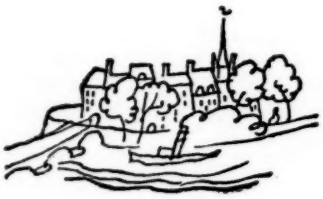
*
* *

Deux nations sœurs, la Grèce et la France, ont perdu en M. Nicolas Politis, décédé le 4 mars 1942, un des plus nobles représentants de leur culture millénaire. M. Politis, qui était professeur agrégé de nos Facultés de droit, membre de l'Institut de France, fut aussi ministre des Affaires étrangères de Grèce et délégué hellénique à la Société des Nations. Partout, sa science juridique, son élévation morale, sa finesse de jugement inspirèrent l'estime et le respect. La guerre, en jetant brutalement à bas ce qui constituait sa raison de vivre, hâta sa fin. Mais, avant de mourir, il put écrire les éléments d'un testament spirituel que des mains pieuses ont rassemblés sous le titre *La Morale internationale* (Editions de la Baconnière, Neufchâtel, Suisse). (Edition française à la Maison du Livre, préface de M. Rapart).

A mi-chemin entre l'usage et le droit, la morale internationale s'élabore péniblement. M. Politis en distingue les linéaments fragiles qui se nomment la loyauté, la modération, l'entraide, le respect mutuel, l'esprit de justice, la solidarité. Sur ces thèmes on pourrait se borner à enrouler l'éloquence, mais l'auteur en tire des considérations où il met l'essentiel de son expérience et de sa philosophie. La sagesse antique, par la voix de Platon, Eschyle, Sophocle, est à ses côtés et guide sa dialectique.

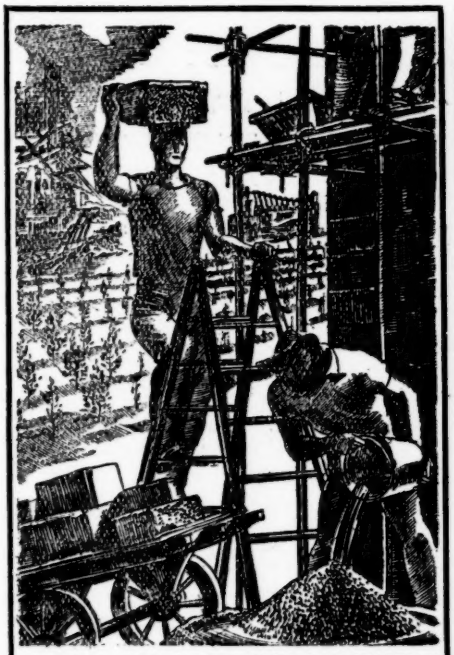
Avant même qu'il eût été question de la Société des Nations unies, M. Politis avait la certitude qu'elle naîtrait de la guerre, et voici le conseil qu'il lui lègue : « On avait cru, en 1919, que la paix signifiait repos, loisir, facilité. On se rend compte aujourd'hui que la paix véritable, celle qui, parce qu'elle sert le progrès humain, est capable de durer, est une lutte sur un autre plan, une lutte sans fin et plus âpre que la guerre. »

PIERRE AUDIAT



Le Directeur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — C.O.L. 31-3657. — 6701-8-45. — (Encre Lorilleux).



CHAQUE BON DE LA LIBÉRATION QUE VOUS SOUSCRIVEZ
C'EST UNE PIERRE QUE VOUS APPORTEZ
A LA RECONSTRUCTION DU PAYS

Plus solide que l'Acier

PNEU
HUTCHINSON

Remboursement d'Emprunts du Crédit National

LE CRÉDIT NATIONAL rappelle que toutes les obligations des emprunts 5% 1919, 5% 1920, 5% 1934, 5% 1935, sont remboursables pour leur valeur en capital, augmentée des prorata d'intérêts, ainsi que les coupures de 500 frs et de 1000 frs de l'emprunt 4% Juin 1941.

LE CRÉDIT NATIONAL rappelle également qu'il procède au remboursement anticipé de l'emprunt 4% Mai 1941. Les coupures de cet emprunt seront remboursées chacune à 5 050 frs, intérêts compris.

◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇◇

JOURNAL DE GENEVE

ABONNEMENTS :

235	francs français pour	**3 mois**
470	— —	**6 mois**
940	— —	**Un an**

Adresser les demandes d'abonnements à M. O. Zeluck, la Presse Française et Étrangère, 6, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris (5e).

D'une pierre deux coups !

★ Un coup de chance pour vous, peut-être.
★ Un coup d'épaule sûrement, pour des Français malheureux.

Prenez régulièrement un billet de la

LOTERIE NATIONALE

au profit

d'ŒUVRES de BIENFAISANCE

X/104

LIBRAIRIE A. FAYARD

Collection "Connaissance de l'Histoire"

Maurice RECLUS

de l'Institut

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

1870 à 1918

UNE GRANDE ÉPOQUE

1 vol. 220 pages : **90** fr.

André CORTIS

SÉVERINE

Roman

1 vol. : **70** fr.

"DU CAIRE A TUNIS"

Hassoldt DAVIS

FEU D'AFRIQUE

Un Américain chez les Français

1 vol. : **110** fr.

18, Rue du Saint-Gothard - PARIS